



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

## **Recueil n°146 du 15 septembre 2023**

- Centre hospitalier de Béziers (CH-Béziers)
- Direction de l'administration pénitentiaire (DAP34)
- Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS34)
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM34)
- Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
- Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité (PREF34 DRCL BCLI)
- Direction des relations avec les collectivités locales - Pôle juridique interministériel (PREF34 DRCL PJI)
- Direction des sécurités - Bureau des élections et de la représentation de l'État (PREF34 DS BERE)
- Direction des sécurités - Bureau des préventions et des polices administratives (PREF34 DS BPPA)
- Sous-préfecture de Lodève (PREF34 SPL)

CHB_Délégation de signature n°162PhB2023 DAG PSY _____	3
DAP34_Deleg CP BEZIERS _____	7
DAP34_Deleg CP Perpignan _____	8
DAP34_Deleg DISP N°15 _____	9
DDETS34_AP n°23-XVIII-283-2023-09-11_AIDOME-agrement ____	27
DDETS34_AP n°23-XVIII-284-2023-09-11_AIDOME-recepisse ____	29
DDETS34_AP n°23-XVIII-285-2023-09-11_COELHO-285 _____	31
DDETS34_AP n°23-XVIII-286-2023-09-11_FREY-286 _____	33
DDETS34_AP n°23-XVIII-287-2023-09-12_SAGARD-287 _____	35
DDETS34_AP n°23-XVIII-288-2023-09-12_ENE SERVICES 34- 288 _____	37
DDETS34_AP n°23-XVIII-289-2023-09-12_LEGENDRE-289 ____	39
DDETS34_AP n°23-XVIII-290-2023-09-13_LEONARD-290 ____	41
DDETS34_AP n°23-XVIII-291-2023-09-14_PERRAUD-291 ____	43
DDETS34_AP n°23-XVIII-293-2023-09-14_DZOUJET-292 ____	45
DDETS34_AP n°23-XVIII-294-2023-09-14_DEBOEUF-294 ____	47
DDTM34_AP_SAF n°ddtm34-2023-09-14216 Vbis.odt _____	49
DDTM34_AP_SERN_Rejet-DDTM34-2023-09-14214_Euroland_- Vias_12-09-23-1 _____	51
DDTM34_DML_AP n°2023-08-14135 Arrete création régime de licence de patron pilote _____	55
DDTM34_DML_AP n°2023-09-14225 RAA _____	61
DDTM34_SIESR_1er Dde PERMIS7JRS _____	68
DDTM34_SIESR_Rajout HOTEL B&B _____	71
DDTM34_SIESR_Rnvlt 2000 _____	74
DDTM34_SIESR_Rnvlt 2000- MAUGUIO _____	77
DDTM34_SIESR_Rnvlt BITERROIS _____	80
DDTM34_SIESR_Rnvlt CA ROULE MARGO _____	83
DDTM34_SIESR_Rnvlt FREDE _____	86
DDTM34_SIESR_Rnvlt GTEAM _____	89

DGDDI34_Decision_délégations-1 _____	92
PREF34_DRCL_BCLI-AP n°2023-09-DRCL-0444 du 15.09.2023 _	179
PREF34_DS-BERE-arrêté attribuant médaille acte de courage et dévouement n°2023-09-DS-666 du 12 septembre 2023 pour MM LOUVEL et KERHEL - Police Nationale _____	183
PREF34_DS-BERE-arrêté attribuant médaille courage et dé vouement n°2023-09-DS-665 du 12 septembre 2023 pour MM BEAUTRU - GUIRAUD - BRUN (Police Nationale) _____	184
PREF34_DS-BERE-Arrêté attribuant récompense acte courage et dévouement n°2023-09-DS-667 du 12 septembre 2023 SDIS ( 8 dossiers) _____	185
PREF34_DS-BERE-Arrêté attribuant récompense acte de courage et dévouement n°2023-09-DS-669 du 12 septembre 2023 pour M. Jérôme COURT - SDIS _____	186
PREF34_DS-BERE-Arrêté attribuant récompense pour acte de courage et dévouement n°2023-09-DS-668 du 12 septembre 2023 SDIS - (4 dossiers) _____	187
PREF34_DS-BPPA_ARRETE N°2023.09.DS.0670 déplacement d'office d'un bateau LE CAPRICE _____	188
PREF34_DS-PJI-DDSP GHIZOLI_arrivéenouveauDDSPA_sep 2023 _____	190
PREF34_SPL_23-III-101_DOM_Mon_assistante_pro _____	193
PREF34_SPL_23-III-102_DOM_CoworkA _____	195
PREF34_SPL_23-III-103_DOM_ATOUT_BOX_CASTELNAU ____	197
PREF34_SPL_AP n°23-III-100_BUREAUX_&_CO_LE_GALET ____	199

**DECISION N°162/PhB/2023**  
**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Philippe BANYOLS,**  
**Directeur Général du Centre Hospitalier de Béziers**  
**Directeur Général du Centre Hospitalier de Pézenas**  
**Directeur de l'établissement support du GHT Ouest Hérault**

**VU** l'article L 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,

**VU** les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,

**VU** le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés,

**VU** le décret 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière

**VU** l'arrêté conjoint n°2017-4349 du 27 décembre 2017 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Président du Conseil Départemental de l'Hérault, portant acceptation de la cession et transfert de l'autorisation de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) public autonome Simone de Beauvoir à Cazouls-les-Béziers, au Centre Hospitalier de Béziers.

**VU** l'arrêté de la Directrice Générale du Centre National de Gestion, article 2, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, plaçant, Monsieur Philippe BANYOLS, directeur d'hôpital (hors classe) en position de détachement dans l'emploi fonctionnel de directeur du Centre Hospitalier de Béziers (Hérault), appartenant au groupe II, pour une durée de quatre ans.

**VU** la convention de direction commune entre le Centre Hospitalier de Béziers et le Centre Hospitalier de Pézenas en date du 30 septembre 2019,

**VU** le courrier de l'Agence Régionale de Santé Occitanie en date du 6 décembre 2019 émettant un avis favorable à la nomination de Monsieur Philippe BANYOLS, Directeur du Centre Hospitalier de Pézenas à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019,

**VU** la convention constitutive du GHT Ouest Hérault composé du Centre Hospitalier de Béziers, établissement support, du Centre Hospitalier de Pézenas et du Centre Hospitalier de Bédarieux et ses avenants,

**Considérant** l'organigramme de direction commune entre le Centre Hospitalier de Béziers et le Centre Hospitalier de Pézenas,



# DECIDE

## ARTICLE 1 :

**Monsieur Philippe BANYOLS** se réserve la signature des affaires indiquées ci-après :

- Correspondances avec :
  - les autorités de tutelle ;
  - le président du Conseil de Surveillance et les Administrateurs du Centre Hospitalier de Béziers et du Centre Hospitalier de Pézenas ;
- Notes de service générales ;
- Actes juridiques concernant le patrimoine des deux établissements ;
- Actes juridiques liés à la défense des deux établissements en matière de litige de personnel ;
- Extrait du registre des délibérations des Conseils de Surveillance et des Conseils d'Administration des deux établissements ;
- Contrats dans le domaine de la commande publique.

## ARTICLE 2 :

En cas d'absence et d'empêchement de **Monsieur Philippe BANYOLS**, Directeur du Centre Hospitalier de Béziers et du Centre Hospitalier de Pézenas, et à titre permanent, délégation générale est donnée à l'effet de signer, pour le Centre Hospitalier de Béziers et le Centre Hospitalier de Pézenas, au nom du directeur, tous actes, décisions, conventions, marchés, contrats, ordonnances de paiement et de virement, des pièces justificatives de dépenses et ordres de recette, ou correspondances énumérées à l'article 1, à **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, directeur adjoint chargé de l'action gériatologique et de la psychiatrie.

## ARTICLE 3 :

Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, directeur de l'Action Gériatologique et de la Psychiatrie à l'effet de signer tous actes et décisions relevant de sa compétence et notamment,

- En tant que directeur référent du pôle de psychiatrie, tous documents administratifs inhérents à la réalisation des soins psychiatriques prodigués dans le cadre des articles L 3211-2-1 à L 3214-5 du Code de la Santé Publique.  
A cet effet, et en cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, délégation est donnée à **Madame Valérie LEPERE**, Attachée d'administration hospitalière.  
En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Mathieu MARTINEZ** et de **Madame Valérie LEPERE**, délégation est donnée à **Mesdames Delphine CARRIERE, Madame Carole GLEYZES, Madame Sophie BARRE, Madame Catherine FAUZAN, Madame Aude BAUDUIN, Madame Sylvie MILHAU**.
- En tant que directeur référent du pôle de gériatrie, délégation permanente est donnée à **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, directeur adjoint, à l'effet de signer les contrats de séjours et attestations relatives à la situation des résidents des EHPAD et USLD du Centre Hospitalier.  
A cet effet, et en cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, délégation est donnée à **Madame Valérie LEPERE**, Attachée d'administration hospitalière.

## ARTICLE 4 :

Durant les périodes où il assure une garde de direction, délégation est donnée à **Monsieur Mathieu MARTINEZ**, à l'effet de signer au nom du Directeur Général, dans les cas où l'imprévu et l'urgence le justifient :

- Tout acte nécessaire à la continuité du service public hospitalier,
- Tout acte conservatoire nécessaire à la sauvegarde des personnes et des biens ainsi qu'au maintien en fonctionnement des installations de l'établissement,
- Tout acte nécessaire à la prise en charge des malades,
- Les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice.

## ARTICLE 5 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation pour les titulaires de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

## ARTICLE 6 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois qui suivent la date de publication de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai maximum de deux mois à compter de la date de publication de la décision.

## ARTICLE 7 :

La présente décision est transmise aux comptables et aux Conseils de Surveillance du Centre Hospitalier de Béziers et du Centre Hospitalier de Pézenas. En outre, elle fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 6143-38 du Code de la Santé Publique.

Les signatures des titulaires des délégations visées par la présente décision figurent en annexe et valent communication aux intéressés.

*Fait à Béziers, le 29 août 2023*

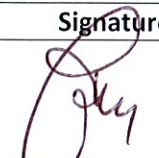
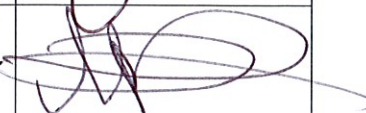
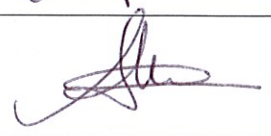
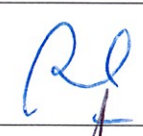

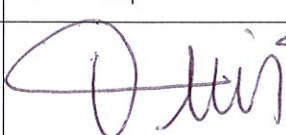
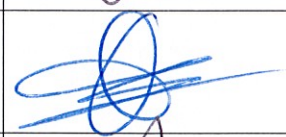
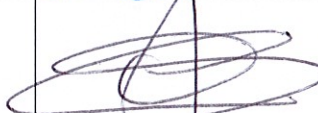
Le Directeur,

*Philippe BANYOLS*



## ANNEXE

### Direction de l'Action Gériatrique et de la Psychiatrie

Prénom et Nom	Grade	Notifiée le	Signature
Mathieu MARTINEZ	Directeur d'hôpital	31/08/2023	
Valérie LEPERE	Attachée d'Administration Hospitalière	22/08/2023	
Sylvie MILHAU	Adjointe des cadres	04/09/2023	
Sophie BARRE	Directrice d'hôpital	6/9/23	
Aude BAUDUIN	Directrice	08/09/23	
Delphine CARRIERE	Directrice d'hôpital		le 29.08.23
Catherine FAUZAN	Directrice d'hôpital		12.09.23
Carole GLEYZES	Directrice d'hôpital		le 7/09/23



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

**Décision n° 17/2023 du Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse portant délégation de  
compétence d'affectation des condamnés**

Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Toulouse,

Vu l'article **L211-3 al. 1 du Code pénitentiaire**,

Vu les articles **D. 211-19, D. 211-20 al. 1, D211-22 et D211-24 du Code pénitentiaire**,

Vu la circulaire **NOR : JUSK1240006C** du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du **21 février 2012**,

Décide :

Article 1 :

Délégation pour une durée d'un an, à compter de la date de la signature de la présente décision, est donnée à Madame Gaëlle VERSCHAEVE, Directrice des services pénitentiaires, cheffe d'établissement du centre pénitentiaire de Béziers, pour affecter les condamnés ayant un reliquat de peine supérieur à 6 mois et inférieur à 24 mois du quartier « maison d'arrêt » au quartier « centre de détention », en veillant à privilégier les reliquats de peine les plus importants. Compte tenu du surencombrement, devront être retenues prioritairement, les personnes détenues ayant des attaches à proximité du département de l'Hérault et possibilité de visites,

Le nombre de places concernées par la délégation est de **80** places maximum. Sont exclus de la délégation les détenus placés ou ayant été placés au quartier d'isolement de l'établissement, les détenus TIS, les détenus DPS, les détenus à profil spécifique selon la liste DI et les détenus AICS.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Gaëlle VERSCHAEVE, délégation est donnée à Madame Maud DESLANDES, directrice des services pénitentiaires.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie et au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault.

Fait à Toulouse, le 11 septembre 2023

Le Directeur interrégional des  
services pénitentiaires de Toulouse



  
Stéphane GELY

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

**Décision n°16/2023 du Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse portant délégation de  
compétence d'affectation des condamnés**

Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Toulouse,

Vu l'article L211-3 al. 1 du Code pénitentiaire,

Vu les articles D. 211-19, D. 211-20 al. 1, D211-22 et D211-24 du Code pénitentiaire,

Vu la circulaire **NOR : JUSK1240006C** du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du **21 février 2012**,

Décide :

Article 1 :

Délégation pour une durée d'un an, à compter de la date de la signature de la présente décision, est donnée à Monsieur Dimitri BESNARD, Directeur du centre pénitentiaire de Perpignan, pour affecter les condamnés ayant un reliquat de peine supérieur à 6 mois et inférieur à 24 mois du quartier « maison d'arrêt » au quartier « centre de détention », en veillant à privilégier les reliquats de peine les plus importants. Compte tenu du surencombrement, devront être retenues prioritairement, les personnes détenues ayant des attachés à proximité du département des Pyrénées-Orientales et possibilité de visites.

Le nombre de places concernées par la délégation est de **80 places maximum**. Sont exclus de la délégation les détenus placés ou ayant été placés au quartier d'isolement de l'établissement, les détenus TIS, les détenus DPS, les détenus à profil spécifique selon la liste DI.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dimitri BESNARD, délégation est donnée à Madame Camille DEROUCHE, directrice des services pénitentiaires

Article 3 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie et au recueil des actes administratifs du département des Pyrénées-Orientales.

Fait à Toulouse, le 11 septembre 2023

Le Directeur interrégional des  
services pénitentiaires de Toulouse



  
Stéphane GELY

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

**Décision n°15/2023  
portant délégation de signature  
à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse**

Le directeur interrégional,

**Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances,

**Vu** le décret n° 65-73 du 27 janvier 1965 modifiant les circonscriptions des directions régionales des services pénitentiaires en métropole,

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

**Vu** l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 30 décembre 2005 portant règlement de comptabilité du ministère de la Justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

**Vu** l'arrêté du 7 avril 2009 portant implantation d'unités opérationnelles auprès des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire pour le compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »,

**Vu** l'arrêté du 7 avril 2009 portant implantation d'unités opérationnelles auprès des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire pour le budget général,

**Vu** l'arrêté du 29 juin 2009 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'état pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère de la justice et des libertés sur le programme n°309 « entretien des bâtiments de l'Etat »

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 portant règlement de comptabilité du ministère de la justice et des libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

**Vu** l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 14 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Stéphane Gély, directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse,

**Vu** l'arrêté en date du 3 mars 2023 de Monsieur Pierre-André Durand, Préfet de la Région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne, portant délégation de signature à Monsieur Stéphane Gély, directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse,

Décide :

**Délégation d'engagement et de mandatement des recettes et dépenses**

Article 1 : En mon absence, délégation est donnée, à Monsieur Arnaud MOUMANEIX, directeur interrégional adjoint à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse, à Madame Chloé GARDENAL, secrétaire générale à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse ainsi que les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 « cantine des détenus au travail dans le cadre pénitentiaire ».

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Stéphanie LACOMBE, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du département du budget et des finances, à Madame Barbara WURTZEL, attachée d'administration de l'Etat, adjointe à la cheffe du département du budget et des finances de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse – hors titre 2 ainsi que les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 « cantine des détenus au travail dans le cadre pénitentiaire ».

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Catherine MOREAU, directrice des services pénitentiaires,





**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

chefe du département des ressources humaines et des relations sociales, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse – titre 2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Esther MARCOS, directrice technique des services pénitentiaires, cheffe du département des affaires immobilières, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au code UO 0107-F175-3175.

Article 5 : Délégation est donnée à Madame Patricia REULET, directrice des services pénitentiaires, cheffe du département de la sécurité et de la détention, et à Madame Sophie AVRIL, cheffe des services pénitentiaires de classe normale, adjointe à la cheffe du département de la sécurité et de la détention, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département de la sécurité et de la détention.

Article 6 : Délégation est donnée à Monsieur Rodolphe MANGEL, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation, chef du département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive, et à Madame Stéphanie LIENARD, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, adjointe au chef du département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive.

Article 7 : Délégation est donnée à Madame Catherine MOREAU, directrice des services pénitentiaires, cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales, et à Madame Annick LANCELLE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe à la cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des ressources humaines et des relations sociales.

Article 8 : Délégation est donnée à Madame Esther MARCOS, directrice technique des services pénitentiaires, cheffe du département des affaires immobilières, et à Monsieur Julien ESPEU, directeur technique, adjoint à la cheffe du département des affaires immobilières, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des Affaires Immobilières.

Article 9 : Délégation est donnée à Monsieur Dominique CLARY, cadre technique contractuel, chef du département des systèmes d'information, à Monsieur Sébastien CHAUSY, directeur technique, adjoint au chef du département des systèmes d'information, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des systèmes d'information.

Article 10 : Délégation est donnée à Monsieur Frédéric SEGUELA, directeur des services pénitentiaires, chef de la cellule interrégionale du renseignement pénitentiaire, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par la cellule interrégionale de renseignement pénitentiaire.

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

Article 11 : Délégation est donnée à Monsieur Patrick SEGUINAUD, chef des services pénitentiaires, chef de l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires, à Monsieur Christian WACQUEZ, capitaine pénitentiaire, adjoint au chef de l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires.

Article 12 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants, ainsi que du compte de commerce 912 afférent dans la limite de 20 000 € par acte, à :

CENTRES DE COUT	Délégation donnée au chef d'établissement	Délégation donnée à l'adjoint(e) en l'absence du chef d'établissement	Délégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint
Centre pénitentiaire de Béziers	Madame Gaëlle Verschaeve, directrice des services pénitentiaires hors classe	Madame Maud Deslandes, directrice des services pénitentiaires	Madame Marie-Mylène Begue, attachée d'administration de l'Etat
Centre de détention de Muret	Madame Valérie Stempfer, directrice des services Pénitentiaires hors classe	Madame Laurence Lamothe Suhit, directrice des services pénitentiaires	Madame Christèle Chevalier, attachée d'administration de l'Etat
Centre pénitentiaire de Lannemezan	Madame Christel Drouet, directrice des services Pénitentiaires hors classe	Madame Evelyne Lecloirec, directrice des services Pénitentiaires	Madame Stéphanie Doms, attachée d'administration de l'Etat
Centre pénitentiaire de Perpignan	Monsieur Dimitri Besnard, directeur des services pénitentiaires	Madame Camille Deroche, Directrice des services pénitentiaires	Madame Céline Caubel, attachée d'administration de l'Etat
Maison d'arrêt de Nîmes	Madame Aurélie Martinière, directrice des services Pénitentiaires hors classe	Madame Christine Harouat, directrice des services pénitentiaires	Madame Mélodie Forin, attachée principale d'administration de l'Etat
Centre pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone		Madame Cécile Izard, directrice des services pénitentiaires	Madame Fatima Boukezzoula, attachée d'administration de l'Etat
Centre pénitentiaire de Toulouse-Seysse	Monsieur Philippe Audouard, directeur des services pénitentiaires hors classe	Madame Julie Lambert, directrice des services pénitentiaires	Madame Céline Séguela, attachée d'administration de l'Etat

Article 13 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que, le cas échéant, du compte de commerce 912 des centres de coût et, pour leur fonctionnement propre, des départements, services et cellule suivants, dans la limite de 15 000 € par acte:

CENTRES DE COUT ET SERVICES	Délégation donnée au chef d'établissement ou de département	Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef d'établissement ou de département	Délégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint
Maison d'arrêt d'Albi	Monsieur Patrick Migliaccio chef des services pénitentiaires	Madame Sandrine Roche, chef des services pénitentiaires	Madame Chrystelle Brun, secrétaire administrative grade 1

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

Maison d'arrêt de Carcassonne	Monsieur Jean-Marc Prouzet, Commandant pénitentiaire		
Maison d'arrêt de Foix	Madame Anne Lepionnier, Chef des services pénitentiaires	Madame Nathalie Gennardi, chef des services pénitentiaires	
Maison d'arrêt de Mende	Monsieur Emmanuel Eynard chef des services pénitentiaires	Madame Christelle Charlin, chef des services pénitentiaires	
Maison d'arrêt de Montauban	Monsieur Franck Rivière, chef des services pénitentiaires	Monsieur Sébastien Legouesbe, chef des services pénitentiaires	Madame Karine Combres, Secrétaire Administratif
Maison d'arrêt de Rodez	Monsieur Thierry Deliessche, chef des services pénitentiaires	Monsieur Christophe Bréucq, chef des services pénitentiaires	
Centre de détention de Saint-Sulpice	Monsieur Michel Kaci, chef des services pénitentiaires	Monsieur Eric Marko, chef des services pénitentiaires	Madame Martine Kaci, secrétaire administrative
Maison d'arrêt de Tarbes	Monsieur Patrick Delanne, chef des services pénitentiaires	Madame Aurélie Cobourg, chef des services pénitentiaires	
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Lavaur	Monsieur Yvan Baron, Directeur des services pénitentiaires	Madame Noémie Ferrand, directrice des services pénitentiaires	
Département Sécurité et Détention	Madame Patricia Reulet, directrice des services pénitentiaires	Madame Sophie Avril, Cheffe des services pénitentiaires	
Département des Politiques d'Insertion, de la probation et de la Prévention de la Récidive	Monsieur Rodolphe Mangel, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Stéphanie Lienard, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Céline Corsetti, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation
Département des ressources humaines et des relations sociales	Madame Catherine Moreau, directrice des services pénitentiaires	Madame Annick Lancelle, attachée d'administration de l'Etat	
Département du Budget et des Finances	Madame Stéphanie Lacombe, attachée principale d'administration de l'Etat	Madame Barbara Wurtzel, attachée d'administration de l'Etat	
Département des systèmes d'information	Monsieur Dominique Clary, cadre technique contractuel	Monsieur Sébastien Chausy, directeur technique	
Département des affaires immobilières	Madame Esther Marcos, directrice technique	Monsieur Julien Espeu, directeur technique	
Service du contrôle de gestion	Monsieur Stéphane Bordet, Attaché d'administration de l'Etat	Monsieur Romain Vallette, secrétaire administratif	
Service du droit pénitentiaire	Madame Isabelle Gerbier, directrice des services pénitentiaires		
Cellule interrégionale de renseignement pénitentiaire	Monsieur Frédéric Seguela, Directeur des services pénitentiaires		
Bureau des affaires générales	Monsieur Eric Dingli, attaché d'administration de l'Etat	Madame Emilie Bétaillouloux, agent contractuel	

Article 14 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants dans la limite de 15 000 € par acte :

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

CENTRES DE COUT	Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Délégation donnée en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation et de son adjoint
Services pénitentiaires d'insertion et de probation de la Haute-Garonne et de l'Ariège	Madame Véronique Dumas, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Monsieur Sébastien Dumont, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Chrystelle Lecoq, attachée principale d'administration de l'Etat
Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault	Monsieur Pierrick Leneveu, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Madame Emilie Morin, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Monsieur Stéphane Lecoq, attaché d'administration de l'Etat

Article 15 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants dans la limite de 12 000 € par acte et afin d'assurer leur fonctionnement propre :

CENTRES DE COUT	Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Délégation donnée en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation et de son adjoint
Services pénitentiaires d'insertion et de probation de l'Aveyron et du Lot	Madame Pascale Baranger, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Monsieur Marc Lemée-Lebeau directeur pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Sylvie Goudy, secrétaire administratif
Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Tarn et Garonne et du Gers	Madame Véronique Meunier, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Madame Céline Maudry, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Monsieur Laurent Liegeois, secrétaire administratif  Madame Adina Huseinbasic directrice pénitentiaire d'insertion et de probation au service pénitentiaire d'insertion et de probation du Gers
Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Hautes-Pyrénées	Madame Joan Sylvanielo, directrice fonctionnelle du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Stéphanie Campemae, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Muriel Laporte secrétaire administrative grade 1

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Gard et de la Lozère		Madame Véronique Vidal, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Céline Contri secrétaire administrative grade 1
Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Aude	Monsieur Dominique Laurent directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Véronique Hannecart, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Touzelet secrétaire administrative
Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Pyrénées-Orientales	Monsieur Philippe Lambrigot directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Nina Miel, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Béatrice Perron, secrétaire administrative
Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Tarn	Madame Geneviève Dolata, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Monsieur Rémi Hoareau, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Catherine Enjarlan, secrétaire administrative

Article 16 : délégation est donnée pour signer au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation :

CENTRES DE COUT	Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation
Services pénitentiaires d'insertion et de probation de l'Aveyron et du Lot	Madame Pascale Baranger, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Monsieur Marc Lemée-Lebeau directeur pénitentiaire d'insertion et de probation
Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Tarn et Garonne et du Gers	Madame Véronique Meunier, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Madame Céline Maudry, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation
Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Hautes-Pyrénées	Madame Joan Sylvanielo, directrice fonctionnelle du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Stéphanie Campemae, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation
Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Gard et de la Lozère		Madame Véronique Vidal, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation





**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Aude	Monsieur Dominique Laurent, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Véronique Hannecart, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation
Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Pyrénées-Orientales	Monsieur Philippe Lambrigot directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation	Madame Nina Miel, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation
Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Tarn	Madame Geneviève Dolata, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	Monsieur Rémi Hoareau, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation
Services pénitentiaires d'insertion et de probation de la Haute-Garonne et de l'Ariège	Madame Véronique Dumas, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Monsieur Sébastien Dumont, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation
Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault	Monsieur Pierrick Leneveu, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation	Madame Emilie Morin, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation

Article 17 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des services suivants dans la limite de 1 000 € par acte et afin d'assurer leur fonctionnement propre :

<b>CENTRES DE COUT</b>	<b>Délégation donnée au chef de service</b>	<b>Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef de service</b>
Autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires	Monsieur Patrick Séguinaud, chef des services pénitentiaires	Monsieur Christian Wacquez capitaine pénitentiaire
Equipe régionale d'intervention et de sécurité	Monsieur Patrice Verdier, chef des services pénitentiaires	Monsieur Claude Bertrand, capitaine pénitentiaire
Pôle Placement sous surveillance électronique	Monsieur Sébastien Job, capitaine pénitentiaire	Monsieur Aachour Belilita capitaine pénitentiaire



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

Article 18 : Dans le cadre du fonctionnement de l'UO Immobilier sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus Cœur », et « Chorus formulaires » les demandes d'achat et la saisie de la constatation du service fait liées au fonctionnement du BOP de la direction interrégionale, à :

Nom	Prénom	Lieu d'affectation
MARCOS	Esther	DISP TOULOUSE
ESPEU	Julien	DISP TOULOUSE
ROHA	Stephane	DISP TOULOUSE

Article 19 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus formulaires » les demandes d'achat et la saisie de la constatation du service fait (titre de perception, validation de services, ...), à :

Nom	Prénom	Lieu d'affectation
MOSTEFAOUI	Zaia	DISP TOULOUSE
COMBES	Sandra	DISP TOULOUSE

Article 20 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus formulaires communication » les demandes de paiement directes, à :

Nom	Prénom	Lieu d'affectation
LACOMBE	Stéphanie	DISP TOULOUSE
WURTZEL	Barbara	DISP TOULOUSE
BOURGEOIS	Aude	DISP TOULOUSE
DUFLOUCQ	Céline	DISP TOULOUSE
POLASTRON	Sandra	DISP TOULOUSE
LADOUR	Yasmine	DISP TOULOUSE
SIADOUS	Patricia	DISP TOULOUSE
LEMARIE	Dominique	DISP TOULOUSE
TATHYS	Jocelyn	DISP TOULOUSE

Article 21 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour saisir dans l'applicatif « Chorus formulaires » les expressions de besoin, valider les demandes d'achat et saisir la constatation du service fait liées au fonctionnement du BOP de la direction interrégionale et du compte de commerce 912, à



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Lieu d'affectation</b>
MEGHABBAR	Fadel	SPIP 11
TOUZELET	Sandra	SPIP 11
NALILACARIN	Sandy	SPIP 12 - 46
LEMEE LEBEAU	Marc	SPIP 12 - 46
CONTRI	Céline	SPIP 30
DIEME	Sandrine	SPIP 31
LECOQ	Chrystelle	SPIP 31
GIRAUD	Jean	SPIP 31
LECOEUR	Stéphane	SPIP34
CHAOUA	Yamina	SPIP34
PAKAINA	Isabelle	SPIP34
LAPORTE	Muriel	SPIP 65
PERRON	Béatrice	SPIP 66
DEBOU	Magali	SPIP 66
ENJALRAN	Catherine	SPIP 81
GUERIN	Florence	SPIP 81
LIEGEOIS	Laurent	SPIP 82
BONNARDOT	Nadine	SPIP 82
CHEVALIER	Christèle	CD MURET
BRUNO-SALEL	Christine	CD MURET
DELSART	Véronique	CD MURET
FRANK	Marie-Pierre	CD MURET
KACI	Martine	CD ST SULPICE
COURSEAUX	Magalie	CD ST SULPICE
HELALI	Farida	CP BEZIERS
ROSE	Françoise	CP BEZIERS
BOUSSAIDI	Maria	CP SEYSSSES
SEGUELA	Céline	CP SEYSSSES
MISCHIERI	Claudia	CP SEYSSSES
FONTIBUS	Cathy	CP SEYSSSES
LEPEZ	Isabelle	CP LANNEMEZAN
DOMPS	Stéphanie	CP LANNEMEZAN
PENE-MAUPAS	Chrystelle	CP LANNEMEZAN
URSULET	Catherine	CP LANNEMEZAN

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

RIBON	Clara	CP PERPIGNAN
CATALA	Carole	CP PERPIGNAN
VENANCIE	Véronique	CP PERPIGNAN
BRUNOVIC	Anne-Sophie	CP PERPIGNAN
VALETTE	Romain	DISP TOULOUSE
BOURGEOIS	Aude	DISP TOULOUSE
DUFLOUCQ	Céline	DISP TOULOUSE
LACOMBE	Stéphanie	DISP TOULOUSE
GRIMAL	Christine	DISP TOULOUSE
MUKESHIMANA	Scholastica	DISP TOULOUSE
SANCHEZ	Anne-Rose	DISP TOULOUSE
SZOPA	Andre	DISP TOULOUSE
TATHYS	Jocelyn	DISP TOULOUSE
SIADOUS	Patricia	DISP TOULOUSE
VIDALENC	Samantha	DISP TOULOUSE
WURTZEL	Barbara	DISP TOULOUSE
PETIT	Christine	DISP TOULOUSE
CLARY	Dominique	DISP TOULOUSE
CHAUSY	Sébastien	DISP TOULOUSE
COMBES	Sandra	DISP TOULOUSE
BEN SACI	Maud	DISP TOULOUSE
LOURI	Arlette	DISP TOULOUSE
LAGUERRE	Françoise	DISP TOULOUSE
QUEULIN	Carole	DISP TOULOUSE
BARRADAS	Nathalie	DISP TOULOUSE
GALET	Pascal	DISP TOULOUSE
FAIVRE	Laurent	DISP TOULOUSE
DINGLI	Eric	DISP TOULOUSE
BETAILLOULOUX	Emilie	DISP TOULOUSE
VALLEE	Christelle	DISP TOULOUSE
OUBERRI	Rachida	DISP TOULOUSE
MARQUES	Louis	DISP TOULOUSE
CAMPAGNE	Philippe	DISP TOULOUSE
POLASTRON	Sandra	DISP TOULOUSE
LADOUR	Yasmine	DISP TOULOUSE
PITTARO	Karine	DISP TOULOUSE
LEMARIE	Dominique	DISP TOULOUSE

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

THYS	Sébastien	DISP TOULOUSE - CIRP
SOBECKI	Fabien	DISP TOULOUSE - CIRP
HIVET	Gisèle	DISP TOULOUSE - ERIS
MAGNE	Jean-François	DISP TOULOUSE – ARPEJ/PREJ
BRUN	Christelle	MA ALBI
MOULIS	Jérôme	MA ALBI
CALS	Aude	MA CARCASSONNE
JOURNET	Isabelle	MA CARCASSONNE
RASPECTA	Méléna	MA FOIX
COMBRES	Karine	MA MONTAUBAN
MERIC	Olivier	MA MONTAUBAN
PIOT-MARCONE	Laurent	MA NIMES
MARTI	Thierry	MA NIMES
FORIN	Mérodie	MA NIMES
MEBARKI	Arielle	MA NIMES
CUSSAC	Brigitte	MA RODEZ
BERNARD	Alexandra	MA RODEZ
BIZOT	Delphine	MA TARBES
CLAWEY	Cindy	MA TARBES
GLASSNER	Sylvie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
BOUKEZZOULA	Fatima	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
ROCHETTE-LENOIR	Valérie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE

Article 22 : Dans le cadre de la dématérialisation du traitement des frais de déplacement, délégation est donnée, pour valider en qualité de service gestionnaire (SG) dans l'appli « Chorus DT », à

Nom	Prénom	Lieu d'affectation
CORREA	Murielle	CD MURET
CHEVALIER	Christèle	CD MURET
BLANCHARD	Sabrina	CD MURET
COURSEAUX	Magalie	CD ST SULPICE
KACI	Martine	CD ST SULPICE
DOMPS	Stéphanie	CP LANNEMEZAN
URSULET	Catherine	CP LANNEMEZAN

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

LEPEZ	Isabelle	CP LANNEMEZAN
MAUPAS	Chrystelle	CP LANNEMEZAN
GLASSNER	Sylvie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
BOUKEZZOULA	Fatima	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
IZARD	Cécile	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
ANNANI	Franca	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
ROCHETTE-LENOIR	Valérie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
MIGLIACCIO	Patrick	MA ALBI
ROCHE	Sandrine	MA ALBI
PASQUEREAU	Bérangère	MA ALBI
BERTAUDIÈRE	Jean-Patrice	MA ALBI
BRUN	Christelle	MA ALBI
RASPECTA	Méléna	MA FOIX
DARCHE	Marie-Pierre	MA FOIX
GUILLEMOZ	Christelle	MA FOIX
EYNARD	Emmanuel	MA MENDE
CHARLIN	Christelle	MA MENDE
ROBLIN	Jérémy	MA MENDE
GOUMIDI	Farida	MA MENDE
PANTEL	Amandine	MA MENDE
CHAPTAL	Jean Luc	MA MENDE
CUSSAC	Brigitte	MA RODEZ
BERNARD	Alexandra	MA RODEZ
DELISSCHE	Thierry	MA RODEZ
BREUCQ	Christophe	MA RODEZ
BALAKPA	Nadine	MA TARBES
DUFOUR	Véronique	MA TARBES
LATCHIA	Cindy	MA TARBES
BIZOT	Delphine	MA TARBES
BARILLEC	Anne-Lise-Marie	MA TARBES
ALAPHILIPPE	Fabrice	PREJ ALBI
BENOIST	Christophe	PREJ ALBI
SORIANO	Amandine	PREJ BEZIERS
MOUTOU	Xavier	PREJ BEZIERS
MONTRE	Philippe	PREJ NIMES

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

FIZE	Laurent	PREJ NIMES
JANVIER	Peggy	PREJ MURET
TERUEL	Nicolas	PREJ MURET
SEGUINAUD	Patrick	ARPEJ DISP TOULOUSE
WACQUEZ	Christian	ARPEJ DISP TOULOUSE
HIVET	Gisèle	ERIS/CYNO
MIRAVETE	Marie	CYNO
AMBAYRAC	Jérémie	CIRP TOULOUSE
DEL-OLMO	Marianne	CIRP TOULOUSE
SOBECKI	Fabien	CIRP TOULOUSE
THYS	Sébastien	CIRP TOULOUSE
MEGHABBAR	Fadel	SPIP 11
ARRICOT	Sylvie	SPIP 11
TOUZELET	Sandra	SPIP 11
NALILACARIN	Sandy	SPIP 12-46
LEMEE-LEBEAU	Marc	SPIP 12-46
GOUDY	Sylvie	SPIP 12-46
VIDAL	Veronique	SPIP 30-48
CONTRI	Celine	SPIP 30-48
LENEVEU	Pierrick	SPIP 34
MORIN	Emilie	SPIP 34
CHAOUA	Yamina	SPIP 34
LECOEUR	Stéphane	SPIP 34
DELTOUR	Isabelle	SPIP 34
SYLVANIELO	Joan	SPIP 65
CAMPEMAE	Stephanie	SPIP 65
LAPORTE	Muriel	SPIP 65
ENJALRAN	Catherine	SPIP 81
PERRON	Béatrice	SPIP 66
MERIC	Olivier	MA MONTAUBAN
COMBRES	Karine	MA MONTAUBAN
MAUDRY	Céline	SPIP 82-32
CAUBEL	Céline	CP PERPIGNAN
RIBON	Clara	CP PERPIGNAN
CATALA	Carole	CP PERPIGNAN
BLONDEL	Stéphanie	CP PERPIGNAN
BRUNOVIC	Anne-Sophie	CP PERPIGNAN



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

VENANCIE	Véronique	CP PERPIGNAN
MAVEYRAUD	Laurence	CP PERPIGNAN
FARRAS	Isabelle	CP PERPIGNAN
JMAILI	Djamila	CP PERPIGNAN
LABORDE MOURET	Christine	CP PERPIGNAN
CHRETIEN	Cécile	CP PERPIGNAN
FONTIBUS	Cathy	CP SEYSSSES
BOUSSAIDI	Maria	CP SEYSSSES
SEGUELA	Céline	CP SEYSSSES
BIELKIEWICK	Boris	CP SEYSSSES
MARTI	Thierry	MA NIMES
MEBARKI	Arielle	MA NIMES
JOURNET	Isabelle	MA CARCASSONNE
BOUTRIT	Jean-Michel	MA CARCASSONNE
DARTIGALONGUE	Rodrigue	EPM LAVAUUR
DEDIEU	Elise	SPIP 31-09
DIEME	Sandrine	SPIP 31-09
LECOQ	Chrystelle	SPIP 31-09
DUMAS	Véronique	SPIP 31-09
DUMONT	Sebastien	SPIP 31-09
GIRAUD	Jean	SPIP 31-09
LALLEMENT	Sandrine	CP BEZIERS
BEGUE	Marie Mylène	CP BEZIERS
VERSCHAEVE	Gaëlle	CP BEZIERS
GARDENAL	Chloé	DISP TOULOUSE
DELSOL	Yves	DISP TOULOUSE
MOREAU	Catherine	DISP TOULOUSE
LANCELLE	Annick	DISP TOULOUSE
GERBIER	Isabelle	DISP TOULOUSE
MARCOS	Esther	DISP TOULOUSE
ESPEU	Julien	DISP TOULOUSE
CORSETTI	Céline	DISP TOULOUSE
BELACEL	Myriam	DISP TOULOUSE
MANGEL	Rodolphe	DISP TOULOUSE
LIENARD	Stéphanie	DISP TOULOUSE
CAMELOT	Agnès	DISP TOULOUSE
CLARY	Dominique	DISP TOULOUSE

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

CHAUSY	Sébastien	DISP TOULOUSE
BOURGEOIS	Aude	DISP TOULOUSE
DUFLÓUCQ	Céline	DISP TOULOUSE
MUKESHIMANA	Scholastica	DISP TOULOUSE
DINGLI	Eric	DISP TOULOUSE
MOUMANEIX	Arnaud	DISP TOULOUSE
ARMAND	Marine	DISP TOULOUSE
LAMOTHE	David	DISP TOULOUSE
BORDET	Stéphane	DISP TOULOUSE
VALLETTE	Romain	DISP TOULOUSE
LACOMBE	Stéphanie	DISP TOULOUSE
WURTZEL	Barbara	DISP TOULOUSE
QUEULIN	Carole	DISP TOULOUSE
DESURMONT	Bérengère	DISP TOULOUSE
POLASTRON	Sandra	DISP TOULOUSE
PITTARO	Karine	DISP TOULOUSE
LADOUR	Yasmine	DISP TOULOUSE
LAMBRIGOT	Philippe	SPIP 66
MIEL	Nina	SPIP 66
PERRON	Béatrice	SPIP 66
DEBOU	Magali	SPIP 66

Article 23 : Dans le cadre de la dématérialisation du traitement des frais de déplacement, délégation est donnée, pour valider en qualité de gestionnaires contrôleur (GC) dans l'applicatif « Chorus DT », à

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Lieu d'affectation</b>
CHEVALIER	Christèle	CD MURET
BRUNO-SALEL	Christine	CD MURET
DELSART	Véronique	CD MURET
FRANK	Marie-Pierre	CD MURET
KACI	Martine	CD ST SULPICE
COURSEAUX	Magalie	CD ST SULPICE
DOMPS	Stéphanie	CP LANNEMEZAN
URSULET	Catherine	CP LANNEMEZAN
LEPEZ	Isabelle	CP LANNEMEZAN
MAUPAS	Chrystelle	CP LANNEMEZAN



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

GLASSNER	Sylvie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
BOUKEZZOULA	Fatima	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
IZARD	Cécile	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
ANNANI	Franca	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
ROCHETTE-LENOIR	Valérie	CP VILLENEUVE LES MAGUELONE
MIGLIACCIO	Patrick	MA ALBI
ROCHE	Sandrine	MA ALBI
BRUN	Christelle	MA ALBI
PASQUEREAU	Bérangère	MA ALBI
BERTAUDIÈRE	Jean-Patrice	MA ALBI
RASPECTA	Méléna	MA FOIX
DARCHE	Marie-Pierre	MA FOIX
GUILLEMOZ	Christelle	MA FOIX
PANTEL	Amandine	MA MENDE
CHAPTAL	Jean Luc	MA MENDE
EYNARD	Emmanuel	MA MENDE
CHARLIN	Christelle	MA MENDE
ROBLIN	Jérémy	MA MENDE
GOUMIDI	Farida	MA MENDE
CUSSAC	Brigitte	MA RODEZ
BERNARD	Alexandra	MA RODEZ
DELISSCHE	Thierry	MA RODEZ
BREUCQ	Christophe	MA RODEZ
DUFOUR	Véronique	MA TARBES
LATCHIA	Cindy	MA TARBES
BALAKPA	Nadine	MA TARBES
BIZOT	Delphine	MA TARBES
BARILLEC	Anne-Lise-Marie	MA TARBES
ARRICOT	Sylvie	SPIP 11
MEGHABBAR	Fadel	SPIP 11
TOUZELET	Sandra	SPIP 11
NALILACARIN	Sandy	SPIP 12-46
GOUDY	Sylvie	SPIP 12-46
VIDAL	Veronique	SPIP 30-48
NINFORT	Laetitia	SPIP 30-48

**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

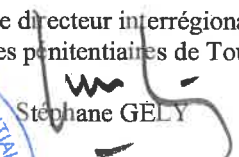
LECOQ	Chrystelle	SPIP 31-09
DUMAS	Véronique	SPIP 31-09
DUMONT	Sébastien	SPIP 31-09
GIRAUD	Jean	SPIP 31-09
LALLEMENT	Sandrine	CP BEZIERS
BEGUE	Marie Mylène	CP BEZIERS
VERSCHAEVE	Gaëlle	CP BEZIERS
BOURGEOIS	Aude	DISP TOULOUSE
DUFLOUCQ	Céline	DISP TOULOUSE
POLASTRON	Sandra	DISP TOULOUSE
LADOUR	Yasmine	DISP TOULOUSE
PITTARO	Karine	DISP TOULOUSE
LACOMBE	Stéphanie	DISP TOULOUSE
WURTZEL	Barbara	DISP TOULOUSE

Article 24 : La décision n°14/2023 du 1<sup>er</sup> septembre 2023 portant délégation de signature du directeur interrégional des services pénitentiaires est abrogée.

Article 25 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 11 septembre 2023

Le directeur interrégional  
des services pénitentiaires de Toulouse

  
Stéphane GELY



**Direction interrégionale  
des services pénitentiaires de Toulouse**

CONTRI	Celine	SPIP 30-48
LENEVEU	Pierrick	SPIP 34
MORIN	Emilie	SPIP 34
LECOEUR	Stéphane	SPIP 34
CHAOUA	Yamina	SPIP 34
DELTOUR	Isabelle	SPIP 34
SYLVANIELO	Joan	SPIP 65
CAMPEMAE	Stephanie	SPIP 65
LAPORTE	Muriel	SPIP 65
ENJALRAN	Catherine	SPIP 81
PERRON	Béatrice	SPIP 66
LAMBRIGOT	Philippe	SPIP 66
JASTRZEBSKI	Stephanie	SPIP 66
DEBOU	Magali	SPIP 66
MERIC	Olivier	MA MONTAUBAN
COMBRES	Karine	MA MONTAUBAN
LIEGEOIS	Laurent	SPIP 82
MAUDRY	Céline	SPIP 82-32
CAUBEL	Céline	CP PERPIGNAN
RIBON	Clara	CP PERPIGNAN
CATALA	Carole	CP PERPIGNAN
BLONDEL	Stéphanie	CP PERPIGNAN
BRUNOVIC	Anne-Sophie	CP PERPIGNAN
VENANCIE	Véronique	CP PERPIGNAN
MAVEYRAUD	Laurence	CP PERPIGNAN
JMAILI	Djamila	CP PERPIGNAN
LABORDE MOURET	Christine	CP PERPIGNAN
FONTIBUS	Cathy	CP SEYSSSES
SEGUELA	Céline	CP SEYSSSES
BOUSSAIDI	Maria	CP SEYSSSES
MARTI	Thierry	MA NIMES
MEBARKI	Arielle	MA NIMES
JOURNET	Isabelle	MA CARCASSONNE
BOUTRIT	Jean-Michel	MA CARCASSONNE
DARTIGALONGUE	Rodrigue	EPM LAVAUUR
DEDIEU	Elise	SPIP 31-09
DIEME	Sandrine	SPIP 31-09



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 11 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-283**

### **Renouvellement automatique d'agrément d'un organisme de services à la personne n° SAP841371768**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.1 7232-1 à R.1 7232-11 et D.7231-1,  
**VU** le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail,  
**VU** l'agrément attribué à la SARL AIDOME à compter du 13 novembre 2018,  
**VU** la certification AFNOR n°55024.9 délivrée le 09 juillet 2021 à la SARL AIDOME et valable jusqu'au 09 juillet 2024,  
**VU** la demande de renouvellement d'agrément présentée le 11 août 2023 et complétée le 28 août 2023 par Madame AIT ALLIOUA Zohra en qualité de dirigeante de la SARL AIDOME dont l'établissement principal est situé 1 rue des Chevaliers de Malte – 34970 LATTES,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** L'agrément de la SARL AIDOME, dont l'établissement principal est situé 1 rue des Chevaliers de Malte – 34970 LATTES, est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 13 novembre 2023, sous réserve de production des attestations de renouvellement de certification.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**ARTICLE 2 :** Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés à domicile (mode d'intervention Prestataire) - (34)
- Accompagnement des enfants de moins de 3 ans ou de moins de 18 ans handicapés (mode d'intervention Prestataire) - (34)



ARTICLE 3 : Cet agrément est valable dans le département de l'**Hérault (34)** pour les établissements suivants :

- 1 rue des Chevaliers de Malte – 34970 LATTES, (établissement principal)

ARTICLE 4 : Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

ARTICLE 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

ARTICLE 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 11 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-284**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne n° SAP841371768**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 11 août 2023 et complétée le 28 août 2023 par Madame AIT ALLIOUA Zohra, en qualité de dirigeant de la SARL AIDOME dont l'établissement principal est situé 1 rue des Chevaliers de maltes – 34970 LATTES,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP841371768 pour les activités suivantes :

#### **Activité(s) relevant uniquement de la déclaration :**

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements (mode d'intervention Prestataire)
- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Préparation de repas à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Livraison de courses à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Assistance administrative à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Soins et promenade(s) d'animaux pour personnes dépendantes (mode d'intervention Prestataire)
- Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire (mode d'intervention Prestataire)
- Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire (mode d'intervention Prestataire)
- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile (mode d'intervention Prestataire)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à l'agrément :**

- Garde d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés à domicile (mode d'intervention Prestataire) - (34)
- Accompagnement des enfants de moins de 3 ans ou de moins de 18 ans handicapés (mode d'intervention Prestataire) - (34)

ARTICLE 2 : Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 11 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-285**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP978520948**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 29 août 2023 par Madame COELHO Glaucia en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 45 chemin de la Barque – 34150 GIGNAC,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP978520948 pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé (mode d'intervention Prestataire)
- Livraison de courses à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Assistance administrative à domicile (mode d'intervention Prestataire)
- Soins et promenade(s) d'animaux pour personnes dépendantes (mode d'intervention Prestataire)
- Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire (mode d'intervention Prestataire)
- Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire (mode d'intervention Prestataire)

ARTICLE 2 : Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 11 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-286**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP949426076**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 1er septembre 2023 par Madame FREY Viviane en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 372 avenue Etienne Frédéric Bouisson – 34130 MAUGUIO,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP949426076 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
615, boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 MONTPELLIER Cedex 02  
Entrée piétonne : rue de Crète  
[www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 12 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-287**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP978964146**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 31 août 2023 par Madame SAGARD Nadine en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 53 allée Noël Forestier – 34500 BEZIERS,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP978964146 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

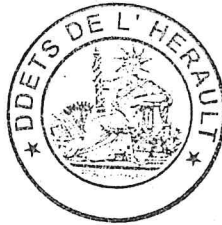
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
615, boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 MONTPELLIER Cedex 02  
Entrée piétonne : rue de Crète  
[www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 12 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-288**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP823946876**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 02 septembre 2023 par Monsieur SCHUMAN Arnaud en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dénommée ENE SERVICES 34 dont l'établissement est situé 9 rue des Albizzias, 9 lot. des Forsythias – 34730 PRADES LE LEZ,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP823946876 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Assistance informatique à domicile (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.



Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 12 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-289**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP978199420**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 1er septembre 2023 par Madame LEGENDRE Gabrielle en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 728 rue de Fontcarrade – 34070 MONTPELLIER,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP978199420 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOEFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 13 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-290**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP911141166**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 05 septembre 2023 par Madame LEONARD Meghane en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 11 rue Frédéric Mistral – 34110 MIREVAL,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP911141166 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
615, boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 MONTPELLIER Cedex 02  
Entrée piétonne : rue de Crète  
[www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

Montpellier, le 14 septembre 2023

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-291**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP888534294**

Le préfet de l'Hérault

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 06 septembre 2023 par Monsieur PERRAUD Igor en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé Laumede – 34230 LE POUGET,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP888534294 pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
615, boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 MONTPELLIER Cedex 02  
Entrée piétonne : rue de Crète  
[www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 14 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-293**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP922219985**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 14 septembre 2023 par Monsieur DZOUPET Armel en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dont l'établissement est situé 4B allée Arthur Honegger – 34000 MONTPELLIER,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP922219985 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Petits travaux de jardinage (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi  
du travail et des solidarités  
Pôle Emploi, Ville et Cohésion Territoriale**

Affaire suivie par : Aude ROUANET  
Téléphone : 04 67 22 88 93  
Mél : [ddets-osp@herault.gouv.fr](mailto:ddets-osp@herault.gouv.fr)

**Montpellier, le 14 septembre 2023**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-XVIII-294**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne N° SAP401373303**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code du travail, notamment ses articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

**VU** la demande déposée auprès de la DDETS de l'Hérault le 05 septembre 2023 par Madame DEBOEUF Isabelle en qualité d'entrepreneur individuel de l'entreprise dénommée HOME SERENITY dont l'établissement est situé 161 allée du Green – 34280 LA GRANDE MOTTE,

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La déclaration d'activités de services à la personne est enregistrée sous le n° SAP401373303 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)

**ARTICLE 2 :** Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
615, boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 MONTPELLIER Cedex 02  
Entrée piétonne : rue de Crète  
[www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)



L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de l'Hérault et par délégation,  
La directrice départementale adjointe,  
Cheffe du pôle emploi, ville et cohésion territoriale



  
Eve DELOFFRE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Affaire suivie par : Mylène RAUD  
Téléphone : 04 34 46 60 68  
Mél : mylene.raud@herault.gouv.fr

Montpellier, le 12 septembre 2023

## **Arrêté DDTM34 – 2023 - 09 - 14233**

### **Modifiant l'arrêté DDTM34 – 2023 – 09 - 14216 précisant pour la campagne viticole 2023 les aires de production sinistrées par la sécheresse ayant entraîné des pertes de récolte significatives**

#### **Le préfet de l'Hérault**

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2017 relatif aux conditions et limites régissant le cadre fiscal des achats de vendanges, de moûts et de vins ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de M. Hugues MOUTOUH en qualité de préfet de l'Hérault ;

VU les dégâts subis par le vignoble de l'Hérault lors de l'épisode de sécheresse de 2023 ;

Vu les demandes formulées par les organisations professionnelles et les producteurs concernés en date du 17 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté DDTM34 – 2023 - 09 – 14216 du 04 septembre 2023 précisant pour la campagne viticole 2023 les aires de production sinistrées par la sécheresse ayant entraîné des pertes de récolte significatives

Considérant les différents arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau dans le cadre de la gestion de la sécheresse sur proposition du comité de la ressource en eau de l'Hérault ;

Considérant les enquêtes et le recensement, réalisé par la Chambre d'Agriculture dans le département, mettant en évidence des pertes de récolte significatives pour la campagne 2023;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

#### **ARRÊTE :**

**Article 1 :** sont ajoutées 40 communes à l'article 1 de l'arrêté DDTM34 – 2023 - 09 – 14216 du 04 septembre 2023 précisant pour la campagne viticole 2023 qui définit les aires de production sinistrées par la sécheresse ayant entraîné des pertes de récolte significatives pour la campagne 2023. Aux aires de production dont le vignoble a subi des pertes de récolte significatives en raison de l'épisode de sécheresse de 2023 sont ajoutées les communes suivantes :

Assas, Balaruc-les-Bains, Bélarga, La Boissière, Cabrerolles, Cabrières, Cazevieille, Cazouls-d'Hérault, Clapiers, Cournonsec, Félines-Minervois, Juvignac, Lagamas, Lézignan-la-Cèbe, Marsillargues, Montarnaud, Montbazin, Montesquieu, Montferrier-sur-Lez, Montoulieu, Montpellier, Nizas, Notre-Dame-de-Londres, Olonzac, Paulhan, Pégaïrolles-de-l'Escalette, Péret, Poujols,

Prades-le-Lez, Puéchabon, Saint-Jean-de-Cuculles, Saint-Jean-de-Fos, Saint-Jean-de-Védas, Saint-Mathieu-de-Trévières, Saturargues, Siran, Soubès, Usclas-d'Hérault, Valflaunès, Vic-la-Gardiole.

**Article 2 :** Les entrepositaires agréés qui ont pour activité la récolte et la vinification de leurs vendanges et qui ont été touchés par la sécheresse de 2023, dans les communes listées à l'article 1er du présent arrêté, ont la possibilité d'acheter des vendanges et des moûts en raison du déficit de récolte dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 4 août 2017 relatif aux conditions et limites régissant le cadre fiscal des achats de vendanges, de moûts et de vins.

**Article 3 :**

Le Préfet de l'Hérault, le directeur régional des douanes et droits indirects de Perpignan, le Directeur Départemental des Finances Publiques, la déléguée territoriale de l'INAO et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le préfet,

Pour le préfet de l'Hérault  
Le Directeur Adjoint,

SIGNE par

Thierry DURAND



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Service eau risques et nature

Affaire suivie par : EP  
Téléphone : 04 34 46 60 00  
Mél : ddtm-mise@herault.gouv.fr

Montpellier, le

12 SEP. 2023

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2023-09-14214**

**Portant rejet à l'autorisation environnementale au titre de l'article L. 214-3  
du code de l'environnement, pour la création d'un forage dans la nappe astienne  
pour un projet de bassin naturel sur la commune de Vias porté par la SCI Euroland**

Le préfet de l'Hérault

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L214-3, L181-1 et suivants et R181-1 et suivants relatifs à l'autorisation environnementale ;

VU le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Hugues MOUTOUH, Préfet de l'Hérault ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21/03/2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la nappe astienne approuvé le 17 août 2018 ;

VU la demande présentée par la SCI Euroland en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour la création d'un forage et le prélèvement dans la nappe astienne pour un projet de bassin naturel sur la commune de Vias déposée au secrétariat de la mission inter-services de l'eau et de la nature le 2 août 2023 (n° GUN 0100027643) et considéré complet ce même jour ;

VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;

VU l'avis défavorable du Syndicat Mixte d'Études et de Travaux de l'Astien en date du 10 août 2023 ;

VU l'avis défavorable de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE de la nappe astienne en date du 31 août 2023 ;

Considérant que le forage doit s'implanter sur l'unité de gestion n°3 de la nappe astienne qui est en déficit sévère ;

Considérant que la règle R.3 du SAGE indique que les nouveaux prélèvements ne doivent pas se situer sur une unité de gestion en déficit ;

Considérant que les besoins en eau estimés à 9000 m<sup>3</sup>/an contribuent à réduire considérablement le stock d'eau souterraine et donc à impacter le niveau de la nappe ;

Considérant que le suivi des prélèvements tels qu'il est présenté en phase d'exploitation, ne suivra pas la règle R.7 du SAGE qui demande à ce que les relevés, en période estivale, soient effectués chaque semaine pour tous les ouvrages prélevant plus de 5000 m3/an ;

Considérant que l'usage attaché à ce prélèvement n'est pas un usage en eau potable et n'est donc pas prioritaire conformément à la disposition A.8 du SAGE ;

Considérant que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions et règles du SAGE de la nappe astienne;

Considérant que la demande liée au projet tel que présenté, n'apparaît pas régularisable conformément à l'article R181-34 du code de l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article R181-34 du code de l'environnement qui précise que le préfet est tenu de rejeter une demande lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions de l'article L 181-3 du code de l'environnement ou sans méconnaître les règles, mentionnées à l'article L 181-4 de ce même code, qui lui sont applicables ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 Rejet de la demande d'autorisation environnementale**

La demande d'autorisation environnementale déposée au secrétariat de la mission inter-services de l'eau et de la nature de l'Hérault (MISEN 34) le 2 août 2023 (n° GUN 0100027643) par la SCI Euroland, chemin du tricot et des tops - parc des loisirs 34450 Vias, pour la création d'un forage et le prélèvement dans la nappe astienne pour un projet de bassin naturel sur la commune de Vias, est rejetée.

### **ARTICLE 2 Droit des tiers**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

### **ARTICLE 3 Publication et information des tiers**

La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision et mise à la disposition du public à la préfecture de l'Hérault et à la mairie de Vias pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Un extrait de la présente décision, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Vias. La présente décision est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée d'au moins 1 an.

### **ARTICLE 4 Exécution de l'arrêté**

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le notifié au demandeur, le directeur de la SCI Euroland, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault.

Le présent arrêté sera par les soins des services de la DDTM34 :

- notifié au demandeur, la SCI Euroland,
- adressé à la mairie de Vias pour affichage,
  
- adressé aux services intéressés ci-dessous :
  - l'agence régionale de santé,
  - à la CLE du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la nappe astienne,
- publié au recueil des actes administratifs,
- publié sur le site internet de la préfecture.



Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
  
Frédéric POISOT

I - La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application des articles R.181-50 à 52 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

II.- La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires – 246, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Délégation à la mer et au littoral**

**Sète, le 12 septembre 2023**

**Arrêté préfectoral n° DDTM34-2023-08-14135**

**Portant création d'un régime de licence de patron pilote pour les bateaux fluviaux dans le port de Sète**

- Vu** le code des transports, et notamment les articles L.5341-1 et suivants, R.5341-1 et suivants, ainsi que les articles D.5341-57 et suivants ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Hugues Moutouh en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe) ;
- Vu** l'arrêté du 2 octobre 2018 relatif au classement des zones de navigation des bateaux de commerce, des bateaux de plaisance et engins flottants et aux compléments ou allègements des prescriptions techniques applicables sur certaines de ces zones de navigation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 01/98 du 23 janvier 1998 modifié portant règlement local de la station de pilotage de Sète ;
- Vu** l'avis de l'assemblée commerciale extraordinaire de pilotage du port de Sète du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'avis de la commission locale de pilotage de la station de Sète en date du 16 juin 2023 ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Le règlement local de pilotage prévoit :

- l'obligation de pilotage des bateaux fluviaux à l'intérieur des limites administratives du port de Sète.
- en application de l'article D. 5341-77 du code des transports, sont affranchis de l'obligation de pilotage tous les bateaux fluviaux d'une longueur inférieure à :
  - 120 m en Darse 2 et dans le Bassin Colbert
  - 55 m dans l'avant-port, le nouveau bassin et le bassin Orsetti

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article D. 5341-77-1 du code des transports, les bateaux fluviaux sont dispensés de l'obligation de prendre un pilote, à condition que leur conduite soit assurée par un conducteur titulaire de la licence patron pilote en état de validité ou assisté d'une personne possédant une telle licence.

Peuvent obtenir une licence de patron pilote pour le Port de Sète :

- les conducteurs de bateaux fluviaux d'une longueur inférieure à 120 mètres pour l'avant-port ;
- les conducteurs de bateaux fluviaux d'une longueur inférieure à 100 mètres pour la darse 2, le nouveau bassin et le bassin Orsetti ;

La licence de patron-pilote est sollicitée pour une navigation dans les limites de l'obligation de pilotage des bateaux mentionnées à l'article 1er.

Le titulaire de la licence est présent à la passerelle lors de tout mouvement du bateau, qui dispose de tous ses moyens de navigation et de manœuvre en bon état de fonctionnement et lui permettant d'assurer ses opérations en toute sécurité. A bord du bateau objet de la licence, le suivi de l'information nautique pour le port de Sète doit être disponible et à jour.

Les limites de validité à la dispense de pilote sont définies comme suit :

- Conditions météorologiques ou d'exploitation ne dépassant pas les conditions limites de navigation mentionnées sur le titre de navigation (Hauteur max, Tirant d'eau max, Vent moyen max, etc.) et établies en accord avec l'arrêté du 02 octobre 2018 susvisé pour la navigation envisagée ;
- Absence d'utilisation d'un remorqueur.

**Article 3 :** En application de l'article D. 5341-81 du code des transports, pour l'obtention d'une licence de patron-pilote, le candidat à l'examen doit avoir effectué en qualité de capitaine ou de second, aux côtés d'un pilote ou d'un patron-pilote titulaire d'une licence, à au moins dix mouvements au cours des douze mois qui précèdent la demande, dans les limites des zones définies à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** Le candidat à la licence de patron pilote transmet au préfet de l'Hérault (auprès de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM)) une demande de délivrance de licence de patron pilote accompagnée des pièces suivantes, prévues par l'article D. 5341-82 du code des transports :

- demande sur papier libre ;
- copie du certificat de capacité ou du certificat de qualification conducteur autorisant la conduite sur les voies de navigation intérieure des bateaux et engins flottants fluviaux exigé pour le bateau, convoi ou autre engin fluvial pour lequel est demandé la licence ;
- certificat médical délivré depuis moins de trois mois avant le dépôt de la demande par un médecin des gens de mer ou agréé par le service de santé des gens de mer, établissant que le candidat satisfait aux normes sensorielles définies par un arrêté des ministres chargés de la marine marchande et des voies navigables ;
- relevé des mouvements attesté par le commandant de port de Sète permettant de constater que les conditions de voyages requises à l'article 4 du présent arrêté sont respectées.
- une photo d'identité récente ;
- une photocopie d'une pièce d'identité ;
- Tout certificat autorisant le transport et la manutention des marchandises dangereuses et polluantes, le cas échéant.

**Article 5 :** La composition du jury d'examen est conforme à l'article D5341-79 du code des transports. Les membres de ce jury seront désignés par arrêté préfectoral. Le jury peut se constituer en sous-groupe, sur décision de son président, pour examiner les candidats.

Le jury est chargé de définir le contenu et les coefficients des épreuves théorique et pratique mentionnées à l'article 7 ci-après.

Le jury peut être nommé de manière fonctionnelle.

**Article 6 :** L'examen est composé de 2 épreuves : l'une pratique et l'autre théorique.

1. L'épreuve théorique a pour objectif de vérifier notamment le niveau de maîtrise suffisant par le candidat :

– des notions des textes réglementaires suivants :

- règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer (décret n° 77-733 du 6 juillet 1977) pour les seuls chapitres et articles applicables dans le Port de Sète;
- règlement général de police des ports maritimes de commerce et de pêche ;
- règlement local pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses ;
- standard européen pour les qualifications en navigation intérieure (ES-QUIN partie I, chapitre 2)

– et de ses connaissances précises sur les points suivants :

- pratique des bassins, de jour et de nuit, de caps à suivre dans ces derniers, balisage et alignements, quais et appontements dans les zones fréquentées, postes de stationnement pour bâtiments fluviaux, caractéristiques des zones d'évitage, principaux hauts fonds, interdictions de mouillage et de signalisation, zones de mouillage autorisé, régimes des vents et courants
- lecture des cartes et renseignements fournis par les instructions nautiques de la zone concernée par la licence ;
- notions sur le compas et, pour les bateaux sur lesquels les équipements radar et VHF sont exigés, connaissances sur l'utilisation de ces appareils et les procédures d'appel, de dégagements et les voies de travail des divers prestataires de service portuaire ;
- organisation du sauvetage et des procédures de transmission des alertes en cas de sinistre.

2. L'épreuve pratique est réalisée sur le bateau objet de la licence, à l'occasion d'un des dix mouvements pilotés.

Elle permet de vérifier les aptitudes de manœuvre du candidat et sa capacité à piloter un bateau dans la zone prévue à l'article 2 du présent arrêté et à s'intégrer dans les flux des trafics maritimes et portuaires en toute sécurité. Lors de cette épreuve, le candidat peut être mis face à des situations d'urgence.

De plus, en application de l'article D. 5341-83, le jury apprécie lors de ces épreuves la maîtrise de la langue française du candidat, en tenant compte des usages locaux, afin de garantir la qualité de la communication lors des manœuvres.

**Article 7 :** Après réussite de l'épreuve théorique et de l'épreuve pratique, le jury émet un avis à l'octroi d'une licence de patron pilote, pour les candidats remplissant les conditions prévues par l'article D. 5341-82 du code des transports.

Sur la base de l'avis favorable du jury, le directeur de la DDTM délivre la licence de patron pilote au candidat concerné



Pour que la licence soit valide, le patron concerné doit justifier d'un minimum de 10 opérations dans les 12 derniers mois.

La licence a une validité maximum de trois ans.

### **Article 8 : renouvellement de la licence**

*Article 8-1 :* Avant la date de fin de validité de la licence patron-pilote, une demande de renouvellement est adressée par son titulaire à la DDTM, conformément à l'article D. 5341-84 du code des transports.

Afin d'éviter les ruptures de licence, la demande de renouvellement, accompagnée des pièces nécessaires devra être fournie à la DDTM au plus tard un mois avant la date d'échéance. Durant l'instruction du dossier de demande de renouvellement, la licence continue d'être valide.

Un minimum de dix mouvements aller ou retour au cours des douze derniers mois en qualité de capitaine ou de second au sein de la zone citée à l'article 1 du présent arrêté est requis pour ce renouvellement.

Le retrait de la licence avant renouvellement reste possible en cas de non-respect des règles.

Le demandeur joint à sa demande de renouvellement :

- copie du certificat de capacité ou du certificat de qualification conducteur autorisant la conduite sur les voies de navigation intérieure des bateaux et engins flottants fluviaux exigé pour le bateau, convoi ou autre engin fluvial pour lequel est demandé la licence ;
- certificat médical délivré depuis moins de trois mois avant la date d'expiration de la licence, par un médecin des gens de mer ou agréé par le service de santé des gens de mer, établissant que le candidat satisfait aux normes sensorielles définies par un arrêté des ministres chargés de la marine marchande et des voies navigables ;
- relevé des mouvements réalisés dans les trois dernières années qui précèdent la demande dans les limites des zones définies à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et sur les types et formations de convois pour lesquels la licence est demandée. Ce relevé doit être certifié par le commandant du port de Sète et doit permettre de constater que les conditions de voyages requises sont respectées.
- une photo d'identité
- une photocopie d'une pièce d'identité
- l'original de la licence patron pilote
- une attestation sur l'honneur relative à l'absence de sanction ou de poursuite depuis la date de validité de la dernière licence pour des faits en rapport avec la conduite de bateaux fluviaux.

Le renouvellement de la licence est accordé par la DDTM sans nécessité de recueillir l'avis du jury, si le demandeur remplit les conditions de mouvements et produit les documents requis.

*Article 8-2 :* En cas de non-renouvellement à l'échéance de la licence patron-pilote, le demandeur dispose de trois années supplémentaires pour obtenir le renouvellement de sa licence, conformément à l'article D. 5341-84 du code des transports.

Il adresse une demande de renouvellement à la DDTM.

Un minimum de 10 mouvements aller ou retour sur les douze derniers mois au sein de la zone citée à l'article 1 du présent arrêté est alors requis. Ces mouvements peuvent avoir été effectués par le demandeur en qualité de capitaine ou de second, soit en présence d'une personne disposant de la licence soit d'un pilote. Au moins un de ces mouvements devra avoir été réalisé en présence d'un pilote, et doit donner lieu à une attestation de la station de pilotage de Sète assortie d'un avis favorable.

Le demandeur joint à sa demande de renouvellement :

- copie du certificat de capacité ou du certificat de qualification conducteur autorisant la conduite sur les voies de navigation intérieure des bateaux et engins flottants fluviaux exigé pour le bateau, convoi ou autre engin fluvial pour lequel est demandé la licence ;
- certificat médical délivré depuis moins de trois mois avant la date d'expiration de la licence, par un médecin des gens de mer ou agréé par le service de santé des gens de mer, établissant que le candidat satisfait aux normes sensorielles définies par un arrêté des ministres chargés de la marine marchande et des voies navigables ;
- relevé des mouvements réalisés dans les douze mois qui précèdent la demande dans les limites des zones définies à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et sur les types et formations de convois pour lesquels la licence est demandée. Ce relevé doit être certifié par le commandant du port de Sète et doit permettre de constater que les conditions de voyages requises sont respectées.
- une photo d'identité
- une photocopie d'une pièce d'identité
- l'original de la licence patron pilote
- une attestation sur l'honneur relative à l'absence de sanction ou de poursuite depuis la date de validité de la dernière licence pour des faits en rapport avec la conduite de bateaux fluviaux.

Le demandeur garde le bénéfice de l'épreuve théorique réalisée pour l'obtention de sa licence initiale.

Il est soumis à l'obligation de se présenter à une épreuve pratique réalisée sur le bateau qui, l'objet de la licence. Cette épreuve pratique donne lieu à un avis certifié par la station de pilotage.

Sur la base de l'avis favorable susvisé et des pièces transmises, le directeur de la DDTM décide du renouvellement de la licence patron pilote.

Passé ce délai de trois années supplémentaires, tout demandeur présente de nouveau l'intégralité de l'examen prévu pour son obtention tel qu'indiqué aux articles 4 à 8 du présent arrêté.

**Article 9 :** La licence ou son renouvellement cesse d'être valable dès que son titulaire ne remplit pas l'une des conditions fixées pour sa délivrance.

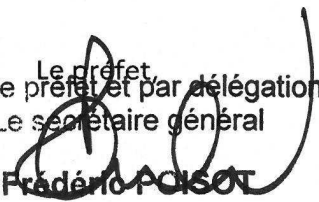
Tout manquement aux conditions de délivrance et de conservation de la licence, tout manquement au respect des règles de bonne navigation et de manœuvre, ainsi que tout manquement aux garanties nécessaires à la sécurité du trafic maritime et fluvial, peut donner lieu à un retrait de la licence, dans les conditions prévues par l'article D5341-84 du code des transports.

Lorsque les conditions de sécurité ou de sûreté de la navigation dans le port l'exigent, le préfet de l'Hérault peut suspendre temporairement la validité de la licence de patron-pilote.

À tout moment, le préfet de l'Hérault, l'intéressé ayant été préalablement admis à présenter ses observations, peut suspendre ou retirer le bénéfice de la licence patron pilote à un conducteur qui ne présenterait plus les garanties nécessaires à la bonne exécution et la sécurité du trafic maritime environnant.

**Article 10 :** En cas d'accident de navigation ou d'évènement de mer survenu à un bateau, à un convoi ou à un autre engin flottant fluvial au sein du périmètre fixé à l'article 1 du présent arrêté, le conducteur du bateau impliqué, s'il est titulaire d'une licence de patron-pilote, doit, sous peine de suspension de sa licence, remettre dans les quarante-huit heures son rapport à la capitainerie du port de Sète et adresser une copie à la DDTM de l'Hérault.

**Article 11 :** Le préfet de l'Hérault, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le commandant du port de Sète, le président de la station de pilotage du port de Sète sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet,  
Pour le préfet et par déléation,  
Le secrétaire général  
  
Frédéric POISON



Affaire suivie par : Anabelle WAKSBERG  
Téléphone : 04 67 61 61 40  
Mél : anabelle.waksberg@herault.gouv.fr

Montpellier, le 12 septembre 2023

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM 34-2023-09-14225**

### **Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime naturel, à la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée, pour l'organisation du stationnement et de l'accès à la plage sur la commune de Valras-Plage.**

Le préfet de l'Hérault

**VU** Le Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) ;

**VU** Le Code de l'environnement ;

**VU** Le Code de l'urbanisme ;

**VU** La loi n°86-2 du 03 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;

**VU** Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État et organismes publics dans les régions et départements ;

**VU** L'arrêté préfectoral n°4/98 du 02 février 1998 de la préfecture maritime de la Méditerranée relatif à la réalisation des travaux dans les eaux et rades de la région maritime Méditerranée.

**VU** L'arrêté inter-préfectoral du 21 décembre 2012 définissant les objectifs environnementaux du plan d'action pour le milieu marin de la sous-région marine Méditerranée occidentale ;

**VU** L'arrêté préfectoral n°125/2013 du 10 juillet 2013 modifié réglementant la navigation le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée ;

**VU** L'arrêté préfectoral n°DDTM34-2013-09-003438 du 2 septembre 2013, portant avenant n°1 au cahier des charges de la concession des plages naturelles attribuée à la commune de Valras-Plage ;

**VU** L'arrêté préfectoral n°092/2015 du 11 mai 2015, réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous marine et la pratique des sports nautiques dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Valras-Plage ;

**VU** Le décret du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Hugues MOUTOUH, préfet de la Drôme, en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe) à compter du 19 juillet 2021 ;

**VU** L'arrêté préfectoral n°2023-04-DRCL-0102 portant délégation de signature du Préfet du département de l'Hérault à Monsieur Fabrice LEVASSORT, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**VU** L'avis favorable de la direction départementale des finances publiques de l'Hérault sur les conditions financières en date du 24 avril 2023 ;

**VU** L'avis favorable du maire de la commune de Valras-Plage du 27 avril 2023 ;

**VU** L'avis conforme favorable du Préfet maritime de la Méditerranée du 20 avril 2023 ;

**VU** L'avis conforme favorable du Commandant de la zone maritime Méditerranée du 12 mai 2023 ;

**VU** L'avis favorable de l'adjoint au chef du service Eau, Risques et Nature au 25 avril 2023

**VU** L'avis favorable du délégué de rivages au conservatoire du littoral du 21 avril 2023 ;

**VU** L'avis favorable de la délégation de façade maritime Méditerranée à l'office française de la biodiversité du 18 avril 2023 ;

**VU** Le rapport du chef de l'Unité cultures marines et littoral en date du 07/09/23

**VU** La demande de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée du 20 mars 2023, jugée complète et régulière;

**Considérant que** le projet présenté par la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée, relatif à l'organisation du stationnement et de l'accès à la plage des Orpellières, rive gauche de l'Orb, commune de Valras-Plage, n'est pas incompatible avec les activités maritimes exercées le long du littoral de la commune ;

**Considérant que** le projet est conforme aux règles législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et qu'il est compatible avec les sites limitrophes d'importance communautaire (SIC) « Les Orpellières » (FR 9101424), de la zone de protection spéciale (ZPS) « Est et Sud de Béziers » (FR9112022) et du SIC « Côtes sableuses de l'infra-littoral languedocien » (FR9102013) ;

**Considérant que** les aménagements prévus, qui participent à la conservation du domaine, s'inscrivent dans une démarche globale de protection, aux fins de garantir un usage libre et gratuit de cet espace pendant la saison estivale ;

**Considérant que** la compatibilité de la demande avec les objectifs environnementaux du plan d'action pour le milieu marin ;

**Sur proposition de** Monsieur le délégué à la mer et au littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault.

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation**

La communauté d'agglomération Béziers Méditerranée, représentée par son 10<sup>e</sup> vice-président, Monsieur Gérard Boyer, ayant élu son siège quai Ouest, 39 boulevard de Verdun, CS 30 567, 34 536 Béziers Cedex, est autorisé, aux fins de sa demande, à occuper temporairement une parcelle du domaine public maritime située sur la commune de Valras-Plage, lieu-dit « parking mer et soleil », rive gauche de l'Orb.

Cette autorisation est accordée pour l'organisation du stationnement, de l'accès des secours et des usagers de la plage notamment pendant la saison estivale.

### **Occupation du domaine public maritime (c.f plan annexé) :**

Une surface totale de 3 573 m<sup>2</sup> composés des éléments suivants :

- Zone de stationnement pour bus d'une surface de 60 m<sup>2</sup>
- Aire de stationnement de 30 places dont une réservée aux personnes à mobilité réduite d'une surface de 362 m<sup>2</sup>
- Voie d'accès pour les usagers et les secours délimitée par des potelets bois d'une surface de 1 134 m<sup>2</sup>
- Renaturation des espaces sur une surface de 1 868 m<sup>2</sup>
- Accès à la plage pour piétons délimités par des potelets bois et ganivelles d'une surface de 150 m<sup>2</sup>



**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Délégation à la mer et au littoral

Le bénéficiaire ne pourra établir que **des installations provisoires et démontables** qu'il supprimera sans indemnité à la première réquisition de l'administration, il ne pourra apposer ou laisser apposer par des tiers des pancartes ou panneaux réclames de quelque nature qu'il soit dans les limites de son autorisation.

Le bénéficiaire sera responsable des installations et devra les maintenir en bon état.

**ARTICLE 2 : Protection du milieu**

L'accès à l'aire de stationnement est limité aux véhicules légers. Les caravanes et camping-cars ne sont pas autorisés à stationner la nuit. La capacité d'accueil ne sera en aucun cas augmentée.

La signalisation de police réglementaire précisant les conditions d'accès et de stationnement pour les véhicules à moteurs sauf services de police, secours et d'exploitation, sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire.

De plus, le pétitionnaire devra prendre les mesures d'évitement suivantes qui devront être mises en œuvre avant toute installation :

- le parking est situé sur le domaine public maritime en zone inondable rouge du PPRi de Valras-Plage approuvé en 2002. Le règlement du PPRi autorise ce type d'aménagement, non imperméabilisé, sous réserve qu'il soit organisé et réglementé à partir d'un dispositif d'annonces de crues ;
- aucun exhaussement n'est autorisé ;
- en application du Code de l'urbanisme, les créations d'aires de stationnement ouvertes au public, contenant au moins cinquante (50) unités, sont soumises à permis d'aménager et lorsqu'elles sont susceptibles de contenir dix (10) à quarante-neuf (49) unités, à déclaration préalable de travaux. Le pétitionnaire devra s'assurer de l'obtention des autorisations d'urbanisme avant le démarrage des travaux.
- le service gestionnaire du domaine sera tenu informé des dates d'installation et de mise en service ;
- le pétitionnaire balisera les secteurs à enjeux identifiés (faune et flore protégées) avant toute intervention ;
- les engins et matériels, dévolus à la réalisation des travaux, seront adaptés.

**ARTICLE 3 : Durée**

La présente autorisation est accordée à titre provisoire, précaire et révocable pour une durée de **cinq (5) années** à compter de la signature du présent arrêté.

À l'expiration de l'occupation, sauf disposition contraire, les lieux devront être libres de toute occupation. **L'autorisation n'est pas renouvelable par tacite reconduction.**

Au cours de cette période d'occupation, l'autorisation pourra être modifiée ou rapportée, en tout ou partie, pour cause d'intérêt public ou pour inexécution d'une quelconque des conditions du présent arrêté.

L'autorisation cessera de plein droit dès l'attribution de ces espaces au conservatoire du littoral dans le cadre de sa stratégie d'intervention sur le littoral.

#### **ARTICLE 4 : Superficie autorisée**

La superficie occupée (3 573 m<sup>2</sup>), conformément aux dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté et sur le plan annexé à la présente autorisation, ne pourra être affectée, par le bénéficiaire, à aucun autre usage que celui indiqué à l'article 1. Cet usage reste soumis à tous les règlements ou lois existants ou à intervenir sur la matière.

Aucune dérogation n'est apportée à ces lois ou règlements par la présente autorisation. Cette autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de détenir toutes les autorisations nécessaires avant d'exercer son activité et avant d'occuper le domaine public maritime.

#### **ARTICLE 5 : Montant de la redevance**

La présente autorisation est délivrée à titre **gratuit**.

#### **ARTICLE 6 : Servitude et sanctions**

**La présente autorisation est personnelle, non cessible et n'est pas constitutive de droits réels.**

Ce site n'est pas utilisé pour des activités militaires mais pourra toujours être utilisé par les unités de la marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

Il est interdit sous peine de résiliation immédiate de l'autorisation :

- de louer ou sous-louer la totalité ou partie de la dépendance objet de l'autorisation,
- de changer l'usage initial pour lequel l'autorisation a été délivrée.

La partie maritime du site et du littoral est située à proximité d'une zone qui a fait l'objet de minages pendant la Seconde Guerre Mondiale. À ce titre, les éventuels travaux d'aménagement devront prendre en compte la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site.

Les agents chargés de la gestion du domaine public maritime ont la faculté d'accéder à tout moment sur la zone, objet de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 7 : Remise en état des lieux**

**Cette autorisation étant accordée à titre provisoire, précaire et révocable**, le bénéficiaire sera tenu de vider les lieux et les rétablir dans leur état primitif sans avoir droit à aucune indemnité, sur la simple notification d'une décision prononçant la résiliation de l'autorisation et en se conformant aux dispositions de cette décision.

À la cessation de la présente autorisation, les installations réalisées, visées à l'article 1<sup>er</sup> devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire. À défaut, de s'être acquitté de cette obligation dans le délai de trois (3) mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques, par l'administration.

Sans préjudice d'autres dispositifs, une redevance pour occupation sans titre sera appliquée comme indemnité jusqu'au jour de la remise en état dûment constaté.

Le bénéficiaire devra informer, par écrit, le service chargé de la gestion du domaine public maritime de la remise des lieux en leur état initial, lequel pourra exiger la réalisation d'un constat contradiction de remise en état du domaine dans un délai d'un mois après réception du courrier ; à défaut d'avoir informé l'administration, toute réparation de dégradation du domaine public maritime incombera au titulaire de l'autorisation.

Toutefois, si à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que des installations, en tout ou en partie, ne soient enlevées, celles-ci deviendront la propriété de l'État, sans que ce dernier soit tenu au versement d'une quelconque indemnité à ce titre.

**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Délégation à la mer et au littoral

**ARTICLE 8 : Responsabilité**

Les conditions d'occupation se font aux risques et périls du bénéficiaire de la présente autorisation. L'État est déchargé de toute responsabilité liée à la destruction ou dégradation, quelle qu'en soit la cause, des installations autorisées.

**ARTICLE 9 : Obligations**

Le bénéficiaire maintient en bon état les installations autorisées. Il doit contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile en raison des dommages qui pourraient survenir aux tiers. Il n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des dispositions du terrain et des ouvrages existants qu'il est censé bien connaître.

**ARTICLE 10 : Impôts et taxes**

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter directement la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier, auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quel qu'en soit l'importance de la nature, qui serait exploité en vertu du présent arrêté.

**ARTICLE 11 : Modifications**

Les plans de toutes les modifications apportées aux installations provisoires devront être, au préalable, communiqués au service chargé de la gestion du domaine public maritime qui se réserve la faculté de les faire modifier. L'inexécution de cette prescription pourra entraîner le retrait d'office de l'autorisation.

**ARTICLE 12 : Exécution et publication**

Ampliation du présent arrêté sera adressée au directeur départemental des finances publiques du département de l'Hérault, au directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et au maire de la commune de Valras-Plage, aux fins de son exécution.

Un exemplaire du présent arrêté sera notifié au bénéficiaire par les soins de la direction départementale des territoires et de la mer.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 13 : Voies et recours**

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant sa notification ou sa publication, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique – 246, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

 Le préfet,

  
Pour le Préfet de l'Hérault  
et par délégation  
Le Directeur-adjoint

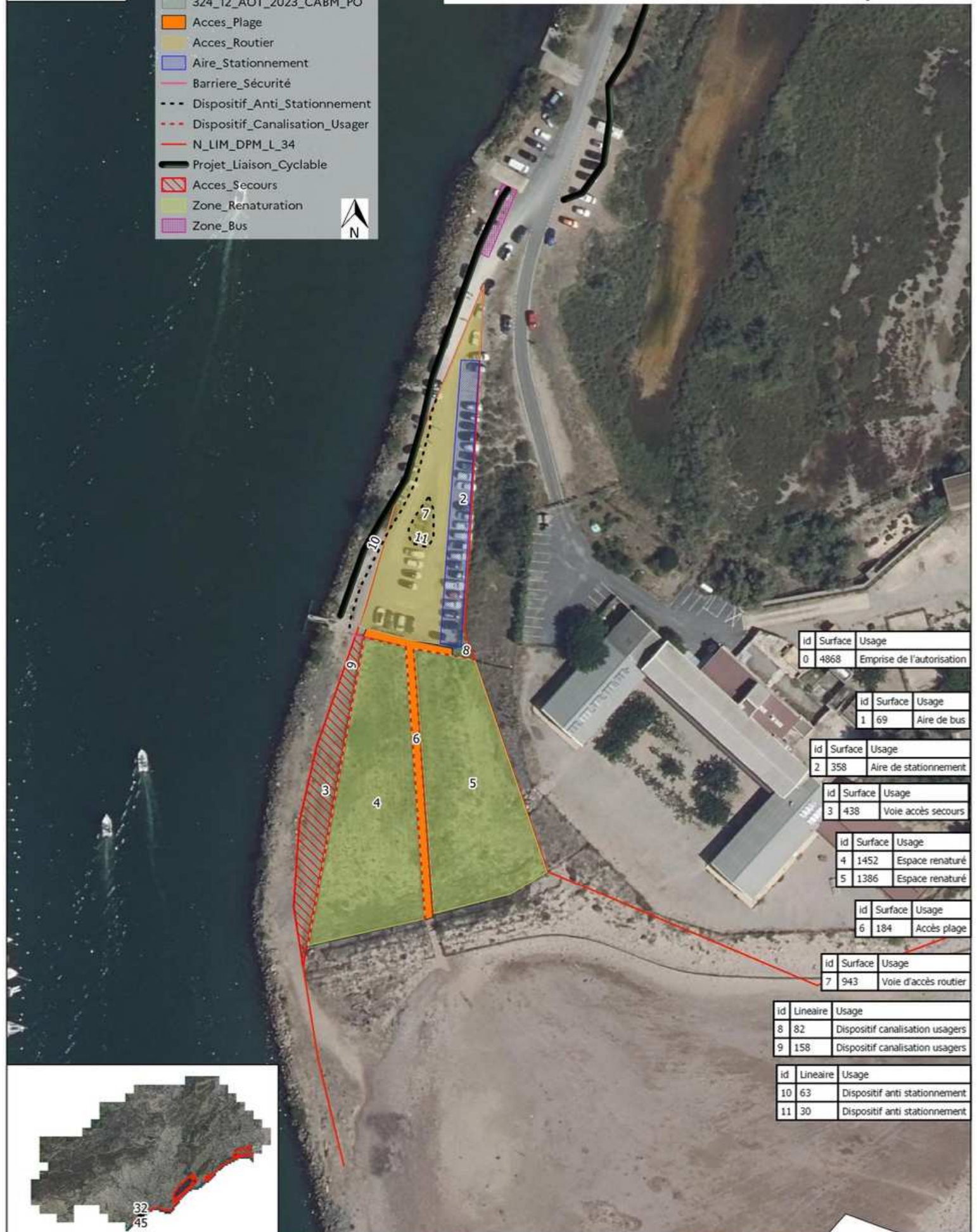
**Cédric INDJIRDJIAN**

# Autorisation d'occupation Temporaire du DPM

Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée  
Plan annexé à l'arrêté préfectoral

## Légende

- 324\_12\_AOT\_2023\_CABM\_PO
- Acces\_Plage
- Acces\_Routier
- Aire\_Stationnement
- Barriere\_Sécurité
- Dispositif\_Anti\_Stationnement
- Dispositif\_Canalisation\_Usager
- N\_LIM\_DPM\_L\_34
- Projet\_Liaison\_Cyclable
- Acces\_Secours
- Zone\_Renaturation
- Zone\_Bus



id	Surface	Usage
0	4868	Emprise de l'autorisation

id	Surface	Usage
1	69	Aire de bus

id	Surface	Usage
2	358	Aire de stationnement

id	Surface	Usage
3	438	Voie accès secours

id	Surface	Usage
4	1452	Espace renaturé

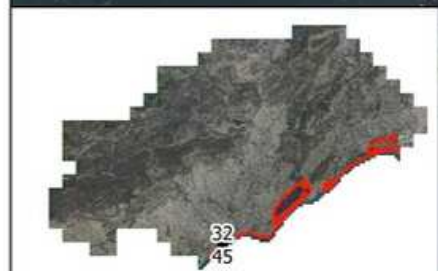
id	Surface	Usage
5	1386	Espace renaturé

id	Surface	Usage
6	184	Accès plage

id	Surface	Usage
7	943	Voie d'accès routier

id	Lineaire	Usage
8	82	Dispositif canalisation usagers
9	158	Dispositif canalisation usagers

id	Lineaire	Usage
10	63	Dispositif anti stationnement
11	30	Dispositif anti stationnement





Montpellier, le **13 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 23 034 0012 0**

### **Portant délivrance d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

Le préfet de l'Hérault

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite ».

Considérant que la demande du 03 août 2023 présentée par Monsieur Charles ABBAS ABADI né le 17 août 1984 à TEHERAN (IRAN), domicilié 18 Rue Toussaint Louverture à MONTPELLIER (34070), en vue d'exploiter, en qualité de président, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 83 Rue Michel-Ange à MONTPELLIER (34070) ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** À compter du présent arrêté Monsieur Charles ABBAS ABADI, est autorisé à exploiter, sous le n° E 23 034 0012 0, en qualité de président, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 83 Rue Michel-Ange à MONTPELLIER (34070) ;

La dénomination sociale de cet établissement est «**PERMIS7JRS**»

Le nom commercial de cet établissement est «**PERMIS7JRS** »

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B » « B1 » « AAC »

Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 3 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 5 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 6 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Charles ABBAS ABADI.**

**ARTICLE 9 :** Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créée par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 10 :** Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC.

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 5 rue Pitot – 34053 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **12 SEP. 2023**

**DDTM - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 21 034 0003 0**

**Portant modification d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des  
stages de sensibilisation à la sécurité routière**

Le préfet de l'Hérault

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 212-5, L 213-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R 223-9 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

**VU** l'arrêté préfectoral n° R 21 034 0003 0 du 16 mars 2021 autorisant Monsieur Anthony BOCOGNANO à exploiter un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommée STAGE PERMIS FRANCE (SPF), sis 11 Bis Rue Saint Féreol à MARSEILLE (13001),

**VU** l'arrêté préfectoral n° R 21 034 0003 0 modifié le 26 janvier 2023.

Considérant la demande présentée par **Monsieur Anthony BOCOGNANO** en date du 06 juillet 2023 en vue d'une modification pour suppression de salle.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** À compter du présent arrêté **Monsieur Anthony BOCOGNANO** né le **08 mars 1988** à **MARSEILLE (13)**, est autorisé à exploiter, sous le n° **R 21 034 0003 0**, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière, dénommé **STAGE PERMIS FRANCE** sis **11 Bis Rue Saint Féreol à MARSEILLE (13001)** .

ARTICLE 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du 16 mars 2021.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3 : L'établissement est habilité, à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans la salle de formation suivante :

- HOTEL HOLIDAY INN EXPRESS - 60 Avenue Nina Simone - 34000 MONTPELLIER
- HOTEL MERCURE MONTPELLIER CENTRE COMEDIE - 6 Rue de la Spirale - 34000 MONTPELLIER
- MAISON DES RESO - Espace Henri Bertin Sans - Bât A - 59 Avenue Fès - 34070 MONTPELLIER
- HOTEL B&B - 155 Rue du Fenouil - Zac St Antoine - 34130 SAINT AUNES

ARTICLE 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 5 : Pour tout changement d'adresse du (des) local (locaux) de formation ou toute reprise de ce (ces) local (locaux) par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

ARTICLE 6 : Pour toute transformation ou changement du (des) local (locaux) de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 susvisé.

ARTICLE 8 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Anthony BOCOGNANO**.



**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 10 :**Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
le Chef des Unités URAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours administratif, sans frais, auprès du Préfet de l'Hérault - 34 place des Martyrs de la Résistance - 34062 MONTPELLIER Cedex 2 - soit auprès d'un préfet auprès des Unités de l'Hérault - Place Beaucaire - 34000 MONTPELLIER Cedex 08.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier - 6 rue Pitot - 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'appareil informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 13 034 0022 0**

### **Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 13 034 0022 0 en date du 13 septembre 2018 autorisant Monsieur Pedro MARTINEZ né le 05 juin 1970 à MURCIA (99) ESPAGNE, domicilié 267 Rue de la Marjolaine à MAUGUIO (34130), à exploiter, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis 401 Avenue de la République à LUNEL-VIEL (34400).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Monsieur Pedro MARTINEZ le 12 mai 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Monsieur **Pedro MARTINEZ**, est autorisé à exploiter, sous le n° **E 13 034 0023 0**, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis **401 Avenue de la République à LUNEL-VIEL (34400)**.

La dénomination sociale de cet établissement est « **MARTINEZ PEDRO** »

Le nom commercial de cet établissement est «**AUTO ECOLE 2000** »

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B » « B1 » « AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Pedro MARTINEZ**.

**ARTICLE 10 :** Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 :** Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
le Chef des Unités UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai ~~de deux mois~~ d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 13 034 0023 0**

**Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 13 034 0023 0 en date du 13 septembre 2018 autorisant Monsieur Pedro MARTINEZ né le 05 juin 1970 à MURCIA (99) ESPAGNE, domicilié 267 Rue de la Marjolaine à MAUGUIO (34130), à exploiter, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis 113 Boulevard de la Liberté à MAUGUIO (34130).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Monsieur Pedro MARTINEZ le 12 mai 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;



Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Monsieur **Pedro MARTINEZ**, est autorisé à exploiter, sous le n° **E 13 034 0023 0**, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis **113 Boulevard de la Liberté à MAUGUIO (34130)** .

La dénomination sociale de cet établissement est « **MARTINEZ PEDRO** »

Le nom commercial de cet établissement est «**AUTO ECOLE 2000** »

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B »« B1 »« AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Pedro MARTINEZ**.

**ARTICLE 10 :** Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 :** Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unites UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours administratif «*gracieux*» auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Révolution – 34062 MONTPELLIER CEDEx 2, soit hiérarchiquement auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75005 PARIS CEDEx 05.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pibot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecour.fr](http://www.telerecour.fr).



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : glsele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 18 034 0026 0**

**Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 18 034 0026 0 en date du 13 septembre 2018 autorisant Madame Nathalie SEMENE née le 28 novembre 1967 à BULHL BADEN (99) ALLEMAGNE, domiciliée 619 Chemin de la Capitelle à BEDARIEUX (34600), à exploiter, en sa qualité de gérante, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis 9 Avenue Albert 1<sup>er</sup> à BEZIERS(34500).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Madame Nathalie SEMENE le 05 juillet 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Madame Nathalie SEMENE, est autorisée à exploiter, sous le n° E 18 034 0026 0, en sa qualité de gérante, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 9 Avenue Albert 1<sup>er</sup> à BEZIERS (34500) .

La dénomination sociale de cet établissement est « ECOLE DE CONDUITE DU BITERROIS »

Le nom commercial de cet établissement est « ECOLE DE CONDUITE DU BITERROIS »

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B » « B1 » « AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Madame Nathalie SEMENE.**

**ARTICLE 10 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.**

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 8 rue Tyndal – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.plmentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 18 034 0027 0**

**Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 18 034 0027 0 en date du 13 septembre 2018 autorisant Madame Margo LACAN née le 23 mars 1979 à BEZIERS(34), domiciliée 55 Rue du Portail à VALROS (34290), à exploiter, en sa qualité de présidente, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis 105 Rue Casimir Peret à BEZIERS (34500).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Madame Margo LACAN le 18 avril 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Madame Margo LACAN, est autorisée à exploiter, sous le n° E 18 034 0027 0, en sa qualité de présidente, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 105 Rue Casimir Peret à BEZIERS (34500) .

La dénomination sociale de cet établissement est « CA ROULE MARGO !!! »

Le nom commercial de cet établissement est « CA ROULE MARGO !!!»

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« A2 » « B » « B1 » « AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Madame Margo LACAN.**

**ARTICLE 10 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.**

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours administratif (non gracieux) auprès du Préfet de l'Hérault – 34, place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, ou du Préfet délégué auprès du Ministère de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite d'ajournement.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34052 MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de la notification ou à défaut de la réponse de l'administration, un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **- 3 SEP. 2023**

## **DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 08 034 0669 0**

### **Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 08 034 0669 0 en date du 03 septembre 2018 autorisant Monsieur Frédéric NADAL né le 24 mars 1976 à MONTPELLIER (34), domicilié Avenue Marcelin Albert - Lotissement le Clos Sabel lot 11 à NEBIAN (34800), à exploiter, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis 27 Cours Grégoire à SAINT ANDRE DE SANGONIS (34725).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Monsieur Frédéric NADAL le 26 juin 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Frédéric NADAL, est autorisée à exploiter, sous le n° E 08 034 0669 0, en sa qualité de gérant, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 27 Cours Grégoire à SAINT ANDRE DE SANGONIS (34725) .

La dénomination sociale de cet établissement est « **AUTO ECOLE FRED** »

Le nom commercial de cet établissement est « **AUTO ECOLE FRED**»

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B » « B1 » « AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.



**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Monsieur Frédéric NADAL.**

**ARTICLE 10 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.**

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAF et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34064 MONTPELLIER Cedex 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75006 PARIS CEDEX 06.

En l'absence de réponse dans un délai de deux mois, vaut l'absence d'implication de l'objet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Vitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois, à compter de la réponse ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : glsele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 SEP. 2023**

**DDTM 34 – SIESR - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 13 034 0020 0**

**Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

**VU** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière et modifiant le code de la route ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté n° 2023-04-DRCL-0102 du 04 avril 2023 donnant délégation de signature du Préfet du département à Monsieur Fabrice LEVASSORT directeur départemental des territoires de la mer ;

**VU** l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° E 13 034 0020 0 en date du 13 septembre 2018 autorisant Monsieur Eric LAUDE né le 15 décembre 1981 à BOIS COLOMBES(92), domicilié 19 Rue Saint Laurent à ALIGNAN DU VENT (34290), à exploiter, en sa qualité de président, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis **27 Avenue Marechal Foch à BEZIERS(34500)**.

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Monsieur Eric LAUDE le 27 juillet 2023, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Eric LAUDE, est autorisée à exploiter, sous le n° E 13 034 0020 0, en sa qualité de président, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis 27 Avenue Maréchal Foch à BEZIERS (34500).

La dénomination sociale de cet établissement est « GTEAM »

Le nom commercial de cet établissement est «AUTO ECOLE GTEAM »

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« AM » « A1 » « A2 » « A » « B » « B1 » « AAC »

**ARTICLE 3 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**ARTICLE 5 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 6 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

**ARTICLE 7 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Monsieur Eric LAUDE.**

**ARTICLE 10 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.**

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 11 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 rue Hivot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

MONTPELLIER, LE 15 SEPT. 2023

*DR Montpellier*  
18 RUE PAUL BROUSSE  
34056 MONTPELLIER  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *LUCK Yves*  
Téléphone : 09 70 27 69 00  
Télécopie : 04 67 58 79 15  
Mél : [dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2023/5 du directeur régional à MONTPELLIER portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*LUCK Yves*



**Annexe I à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional *LUCK Yves***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>SIMON Philippe</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>CABELLO Muriel</b>	60000	60000	5000	0	0
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	60000	60000	5000	0	0
<b>DE SANTIS Joseph</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>TRICARICO Robert</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>ELIKESSIKIAN Helene</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>FROELICHER Christophe</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>MEYER Joel</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>PUJO SAUSSET Marie</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>TUFFERY Frederique</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>LABORDA Henri</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>PEREZ Jean-Philippe</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>BOULIN Othilie</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>GAMBI Audrey</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>CHAPUIS Alain</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>DAVRIEUX Regis</b>	40000	40000	3000	0	0
<b>DELAGRANGE Clement</b>	60000	60000	5000	0	0
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	60000	60000	5000	0	0

**Annexe II à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	8000	0	0	0	3000
<b>SIMON Philippe</b>	8000	0	0	0	3000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>CABELLO Muriel</b>	10000	0	40000	0	5000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	10000	0	40000	0	5000
<b>AVID Lionel</b>	0	0	0	0	1000
<b>AZALBERT Eric</b>	0	0	0	0	1000
<b>DE SANTIS Joseph</b>	8000	0	0	0	3000
<b>DUPUIS Fabien</b>	0	0	0	0	1000
<b>FALZON Brigitte</b>	0	0	0	0	1000
<b>FAYE MOUJAHID Houssna</b>	0	0	0	0	1000
<b>GALAUP Patrick</b>	0	0	0	0	1000
<b>GIRARD Patricia</b>	0	0	0	0	1000
<b>PETTINOTTI Mathieu</b>	0	0	0	0	1000
<b>PUERTO Myriam</b>	0	0	0	0	1000
<b>REROLLE Christophe</b>	0	0	0	0	1000
<b>TIMEE Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>TRICARICO Robert</b>	8000	0	0	0	1000
<b>FROEHLICHER Christophe</b>	8000	0	0	0	3000
<b>TUFFERY Frederique</b>	8000	0	0	0	3000
<b>BERENGUER Laurence</b>	0	0	0	0	1000
<b>CERVANTES Agnes</b>	0	0	0	0	1000
<b>DARLY Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>FABRE Veronique</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURNIER Jean-Jacques</b>	0	0	0	0	1000
<b>GENTIL Isabelle</b>	0	0	0	0	1000
<b>GOMEZ Sylvie</b>	0	0	0	0	1000
<b>LABORDA Henri</b>	8000	0	0	0	3000
<b>LAURIOL Pascal</b>	0	0	0	0	1000
<b>MAURY Michele</b>	0	0	0	0	1000
<b>OSTENGO Laure</b>	0	0	0	0	1000
<b>PANNETIER Nadine</b>	0	0	0	0	1000

<b>PEREZ Jean-Philippe</b>	8000	0	0	0	3000
<b>PUECH Jean-Claude</b>	8000	0	0	0	3000
<b>SANSARNY Eric</b>	0	0	0	0	1000
<b>BOULIN Othilie</b>	8000	0	0	0	3000
<b>DURAND Jacques</b>	0	0	0	0	1000
<b>FERRARA Therese</b>	0	0	0	0	1000
<b>GAMBI Audrey</b>	8000	0	0	0	3000
<b>MACHET Viviane</b>	0	0	0	0	1000
<b>MACIA Gerard</b>	0	0	0	0	1000
<b>MIGEREL Maxe</b>	0	0	0	0	1000
<b>TISSEDRE Sabine</b>	0	0	0	0	1000
<b>BELTRA Paul</b>	0	0	0	0	1000
<b>CHAPUIS Alain</b>	8000	0	0	0	3000
<b>COMTE Chantal</b>	0	0	0	0	1000
<b>DAVRIEUX Regis</b>	8000	0	0	0	3000
<b>MONY Carine</b>	0	0	0	0	1000
<b>SCHMIT Fabrice</b>	0	0	0	0	1000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	10000	0	40000	0	5000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	10000	0	40000	0	5000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	0	0	0	0	3000
<b>FREZIL Valerie</b>	0	0	0	0	3000
<b>JACOUD Paul</b>	0	0	0	0	3000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	0	0	0	0	3000
<b>GUILLOT Eddy</b>	0	0	0	0	3000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	0	0	0	0	3000
<b>DILLIES Nicolas</b>	0	0	0	0	3000
<b>IRAILLES Marc</b>	0	0	0	0	3000
<b>REVERBEL Philippe</b>	0	0	0	0	3000
<b>GEORGES Sebastien</b>	0	0	0	0	3000
<b>OCHOA Caroline</b>	0	0	0	0	3000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	0	0	0	0	3000

**Annexe III à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
KALTENBACH Lionel	15000	7500	1500	15000
MIGLIETTA Daniel	15000	7500	1500	15000
SIMON Philippe	15000	7500	1500	15000
ELIAS Julie	15000	7500	1500	15000
GERARD Ludovic	15000	7500	1500	15000
CABELLO Muriel	15000	7500	1500	15000
HOUAMRIA Ludovic	15000	7500	1500	15000
AVID Lionel	10000	4000	1000	10000
AZALBERT Eric	10000	4000	1000	10000
DE SANTIS Joseph	15000	7500	1500	15000
DUPUIS Fabien	10000	4000	1000	10000
FALZON Brigitte	10000	4000	1000	10000
FAYE MOUJAHID Houssna	10000	4000	1000	10000
GALAUP Patrick	10000	4000	1000	10000
GIRARD Patricia	10000	4000	1000	10000
PETTINOTTI Mathieu	10000	4000	1000	10000
PUERTO Myriam	10000	4000	1000	10000
REROLLE Christophe	10000	4000	1000	10000
TIMEE Frederic	10000	4000	1000	10000
TRICARICO Robert	15000	7500	1500	15000
FROEHLICHER Christophe	15000	7500	1500	15000
TUFFERY Frederique	15000	7500	1500	15000
BARASCUD Nathalie	10000	4000	1000	10000
BERENGUER Laurence	10000	4000	1000	10000
CERVANTES Agnes	10000	4000	1000	10000
DARLY Laurent	10000	4000	1000	10000
FABRE Veronique	10000	4000	1000	10000
FOURNIER Jean-Jacques	10000	4000	1000	10000
GENTIL Isabelle	10000	4000	1000	10000
GOMEZ Sylvie	10000	4000	1000	10000
LABORDA Henri	15000	7500	1500	15000
LAURIOL Pascal	10000	4000	1000	10000

<b>MAURY Michele</b>	10000	4000	1000	10000
<b>OSTENGO Laure</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PANNETIER Nadine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PEREZ Jean-Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PUECH Jean-Claude</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SANSARNY Eric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOULIN Othilie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DURAND Jacques</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FERRARA Therese</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GAMBI Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOZANO Melanie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MACHET Viviane</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MACIA Gerard</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MIGEREL Maxe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TISSEDRE Sabine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>AMORETTI Martine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BECHIR Jean-Luc</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BELTRA Paul</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CHAPUIS Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COMTE Chantal</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DAVRIEUX Regis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONY Carine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHMIT Fabrice</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ATTARD Laurent</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BENGHERADA Ajib</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BERNABE Elian</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BESSE Cedric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBRES Mickael</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CHARDON Antoine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CLAUDON Eric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CLIMENT Michel</b>	10000	4000	1000	10000
<b>COASSIN Godefroy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DUBOIS Joelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FARGIER Aurelie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FRETEUR Laura</b>	10000	4000	1000	10000

<b>FREZIL Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GADILLE Alexandre</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GEHAN Guillaume</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GINESTE Claude</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	10000	4000	1000	10000
<b>JACOUD Paul</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LUTGEN Stephane</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MENNESSON William</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MUGUET Cedric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	10000	4000	1000	10000
<b>POMMART David</b>	10000	4000	1000	10000
<b>RIDAO Yohann</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ROBIN Vincent</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ROUSSEL Romain</b>	10000	4000	1000	10000
<b>RUIZ Noelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SAUREL Davina</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SERRANO Stephanie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SOLER Serena</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TOTAL Delphine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>VERNIERES Julien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>VILAREM Remy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>AMBLARD Cedric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>AUBERT Jerome</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BALESTER Philippe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BENOIT Patricia</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BIND Christophe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOUCHER Stephane</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CARIA Alfredo</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DIGINI Mohamed</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FIFI Serge</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GARCON Damien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GUILLOT Eddy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HARAKATE Younase</b>	10000	4000	1000	10000



<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAOUNI Laila</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LOKBANI Sandra</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MAJOREL Frederic</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MANCER Amar</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MAQUET Christophe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MOLOGNI Manon</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MOURCELY Camille</b>	10000	4000	1000	10000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PAVE Florian</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PELERIN Daniele</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PRIOULT Julien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>RABATEAU Laurence</b>	10000	4000	1000	10000
<b>RUIZ Lucy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SANTULARIA Jose</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SOUTOUL Julien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TANCHE Olivier</b>	10000	4000	1000	10000
<b>THEVENIN Frederic</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TREUIL Damien</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TUTIN Jeremy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>VIALE Jeremy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ALBA Thierry</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ALBANIAC Franck</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ARENALES Alexandra</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ARENALES Patrice</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ARNAUD Stephane</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CHAMP Didier</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DARDART Cedric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DARMON Jeff</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DILLIES Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DURAND Thomas</b>	10000	4000	1000	10000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FLINOIS Olivier</b>	10000	4000	1000	10000

<b>GAVARD Valerie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GOHIER Christophe</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GRARE Stephanie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	10000	4000	1000	10000
<b>IRAILLES Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAPINI Eric</b>	10000	4000	1000	10000
<b>REVERBEL Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SPARTA Myriam</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TEYCHON Loic</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TONNEL Josselin</b>	10000	4000	1000	10000
<b>AMISI Ngumbi</b>	10000	4000	1000	10000
<b>ANDRE Annick</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BAKHROU Mourad</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BEAVERGER Bruno</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOIREAU Jerome</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BOURGES Frederique</b>	10000	4000	1000	10000
<b>BRAUN Frederic</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CATTIL Mylene</b>	10000	4000	1000	10000
<b>CECCOTTI Marine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>DERROUCH Joris</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FONTANA Laurent</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FONTANA Franck</b>	10000	4000	1000	10000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GARCIA Romain</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GEORGES Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	10000	4000	1000	10000
<b>GRANSART Serge</b>	10000	4000	1000	10000
<b>HERAUD Laurent</b>	10000	4000	1000	10000
<b>HERAUD Nathalie</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LE NUE Jessica</b>	10000	4000	1000	10000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MAOULIN David</b>	10000	4000	1000	10000
<b>MAURIN Nicolas</b>	10000	4000	1000	10000
<b>OCHOA Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OUANNOU Bachir</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PALERMINI Frederic</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PARE Alexandre</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PAREDE Jean</b>	10000	4000	1000	10000

<b>PASTANT Jocrisse</b>	10000	4000	1000	10000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	10000
<b>SERIN Alexandre</b>	10000	4000	1000	10000
<b>SNAPP Michel</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TRUFFET Lise</b>	10000	4000	1000	10000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	10000	4000	1000	10000
<b>VASSEUR Franck</b>	10000	4000	1000	10000

**Annexe IV à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional *LUCK Yves***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>ELIAS Julie</b>	1000	5000	10000
<b>GERARD Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>CABELLO Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>BECHIR Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	1500	7500	15000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>ATTARD Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>BENGHERADA Ajib</b>	1000	5000	10000
<b>BERNABE Elian</b>	1000	5000	10000
<b>BESSE Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CAMBRES Mickael</b>	1000	5000	10000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>CHARDON Antoine</b>	1000	5000	10000
<b>CLAUDON Eric</b>	1000	5000	10000
<b>CLIMENT Michel</b>	1000	5000	10000
<b>COASSIN Godefroy</b>	1000	5000	10000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	1000	5000	10000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	1000	5000	10000
<b>DUBOIS Joelle</b>	1000	5000	10000
<b>FARGIER Aurelie</b>	1000	5000	10000
<b>FRETEUR Laura</b>	1000	5000	10000
<b>FREZIL Valerie</b>	1000	5000	10000
<b>GADILLE Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	1000	5000	10000
<b>GEHAN Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>GINESTE Claude</b>	1000	5000	10000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	1000	5000	10000
<b>JACOUD Paul</b>	1000	5000	10000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	1000	5000	10000

<b>LETONDOR Aurelien</b>	1000	5000	10000
<b>LUTGEN Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>MENNESSON William</b>	1000	5000	10000
<b>MUGUET Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>POMMART David</b>	1000	5000	10000
<b>RIDAO Yohann</b>	1000	5000	10000
<b>ROBIN Vincent</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEL Romain</b>	1000	5000	10000
<b>RUIZ Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>SAUREL Davina</b>	1000	5000	10000
<b>SERRANO Stephanie</b>	1000	5000	10000
<b>SOLER Serena</b>	1000	5000	10000
<b>TOTAL Delphine</b>	1000	5000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000
<b>VERNIERES Julien</b>	1000	5000	10000
<b>VILAREM Remy</b>	1000	5000	10000
<b>AMBLARD Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>AUBERT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>BALESTER Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>BENOIT Patricia</b>	1000	5000	10000
<b>BIND Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>BOUCHER Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	1000	5000	10000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	1000	5000	10000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	1000	5000	10000
<b>CARIA Alfredo</b>	1000	5000	10000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	1000	5000	10000
<b>DIGINI Mohamed</b>	1000	5000	10000
<b>FIFI Serge</b>	1000	5000	10000
<b>GARCON Damien</b>	1000	5000	10000
<b>GUILLOT Eddy</b>	1000	5000	10000
<b>HARAKATE Younase</b>	1000	5000	10000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>LAOUNI Laila</b>	1000	5000	10000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	1000	5000	10000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	1000	5000	10000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	1000	5000	10000
<b>LOKBANI Sandra</b>	1000	5000	10000
<b>MAJOREL Frederic</b>	1000	5000	10000
<b>MANCER Amar</b>	1000	5000	10000

<b>MAQUET Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	5000	10000
<b>MOLOGNI Manon</b>	1000	5000	10000
<b>MOURCELY Camille</b>	1000	5000	10000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	1000	5000	10000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	1000	5000	10000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	1000	5000	10000
<b>PAVE Florian</b>	1000	5000	10000
<b>PELERIN Daniele</b>	1000	5000	10000
<b>PRIOULT Julien</b>	1000	5000	10000
<b>RABATEAU Laurence</b>	1000	5000	10000
<b>RUIZ Lucy</b>	1000	5000	10000
<b>SANTULARIA Jose</b>	1000	5000	10000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SOUTOUL Julien</b>	1000	5000	10000
<b>TANCHE Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>THEVENIN Frederic</b>	1000	5000	10000
<b>TREUIL Damien</b>	1000	5000	10000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	5000	10000
<b>VIALE Jeremy</b>	1000	5000	10000
<b>ALBA Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>ALBANIAC Franck</b>	1000	5000	10000
<b>ARENALES Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>ARENALES Alexandra</b>	1000	5000	10000
<b>ARNAUD Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>CHAMP Didier</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	1000	5000	10000
<b>DARDART Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>DARMON Jeff</b>	1000	5000	10000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DILLIES Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Thomas</b>	1000	5000	10000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	1000	5000	10000
<b>FLINOIS Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>GAVARD Valerie</b>	1000	5000	10000
<b>GOHIER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>GRARE Stephanie</b>	1000	5000	10000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	1000	5000	10000
<b>IRAILLES Marc</b>	1000	5000	10000
<b>PAPINI Eric</b>	1000	5000	10000
<b>REVERBEL Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	1000	5000	10000



<b>SPARTA Myriam</b>	1000	5000	10000
<b>TEYCHON Loic</b>	1000	5000	10000
<b>TONNEL Josselin</b>	1000	5000	10000
<b>AMISI Ngumbi</b>	1000	5000	10000
<b>ANDRE Annick</b>	1000	5000	10000
<b>BAKHROU Mourad</b>	1000	5000	10000
<b>BEAVERGER Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOIREAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>BOURGES Frederique</b>	1000	5000	10000
<b>BRAUN Frederic</b>	1000	5000	10000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>CATTIL Mylene</b>	1000	5000	10000
<b>CECCOTTI Marine</b>	1000	5000	10000
<b>DERROUCH Joris</b>	1000	5000	10000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	1000	5000	10000
<b>FONTANA Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>FONTANA Franck</b>	1000	5000	10000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>GARCIA Romain</b>	1000	5000	10000
<b>GEORGES Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	1000	5000	10000
<b>GRANSART Serge</b>	1000	5000	10000
<b>HERAUD Nathalie</b>	1000	5000	10000
<b>HERAUD Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	1000	5000	10000
<b>LE NUE Jessica</b>	1000	5000	10000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>OCHOA Caroline</b>	1000	5000	10000
<b>OUANNOU Bachir</b>	1000	5000	10000
<b>PALERMINI Frederic</b>	1000	5000	10000
<b>PARE Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>PAREDE Jean</b>	1000	5000	10000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	1000	5000	10000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	1000	5000	10000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>SERIN Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>SNAPP Michel</b>	1000	5000	10000
<b>TRUFFET Lise</b>	1000	5000	10000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>VASSEUR Franck</b>	1000	5000	10000

**Annexe V à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	100000	300000
<b>BELTRAN DELBUGUET Valerie</b>	3000	25000	150000
<b>GOU Nicolas</b>	3000	25000	150000
<b>MACHOVA Christel</b>	3000	25000	150000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	3000	25000	150000
<b>SIE Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SIMON Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SUZANNA Frederic</b>	3000	25000	150000
<b>VIALATTE Christie</b>	3000	25000	150000
<b>ELIAS Julie</b>	3000	25000	150000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	100000	300000
<b>CABELLO Muriel</b>	5000	50000	100000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	5000	50000	100000
<b>AVID Lionel</b>	1000	5000	100000
<b>AZALBERT Eric</b>	1000	5000	100000
<b>BANON Romain</b>	1000	5000	100000
<b>DE SANTIS Joseph</b>	3000	25000	150000
<b>DUPUIS Fabien</b>	1000	5000	100000
<b>FALZON Brigitte</b>	1000	5000	100000
<b>FAYE MOUJAHID Houssna</b>	1000	5000	100000
<b>GALAUP Patrick</b>	1000	5000	100000
<b>GIRARD Patricia</b>	1000	5000	100000
<b>PETTINOTTI Mathieu</b>	1000	5000	100000
<b>PUERTO Myriam</b>	1000	5000	100000
<b>REROLLE Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>TIMEE Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>TRICARICO Robert</b>	3000	25000	150000
<b>ANE-LAURET Denis</b>	3000	25000	150000
<b>BAROTIN Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>BOUKHEMIS Saliha</b>	1000	5000	100000
<b>BOURREL Sylvain</b>	1000	5000	100000
<b>BRESCIANI Claude</b>	1000	5000	100000
<b>CASSAN Delphine</b>	1000	5000	100000
<b>DODET Eric</b>	1000	5000	100000

<b>ELIKESSIKIAN Helene</b>	3000	25000	150000
<b>FESTA Didier</b>	1000	5000	100000
<b>FROEHLICHER Christophe</b>	3000	25000	150000
<b>HUMBERT Gilles</b>	1000	5000	100000
<b>JACQUET Sandrine</b>	3000	25000	150000
<b>LAURO Sylvie</b>	1000	5000	100000
<b>LUCENA Fanny</b>	1000	5000	100000
<b>MANET Marie-France</b>	1000	5000	100000
<b>MEYER Joel</b>	3000	25000	150000
<b>MONTIGNY Jeannette</b>	1000	5000	100000
<b>PERONNE Eric</b>	1000	5000	100000
<b>PUCETTI Fabien</b>	1000	5000	100000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b>	3000	25000	150000
<b>RODIER Adrien</b>	1000	5000	100000
<b>SAINT PIERRE Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>SANTISTEBAN Sophie</b>	1000	5000	100000
<b>SIDI MOUSSA Brahim</b>	1000	5000	100000
<b>TUFFERY Frederique</b>	3000	25000	150000
<b>BOULIN Othilie</b>	3000	25000	150000
<b>COMOY Sandra</b>	1000	5000	100000
<b>CROUZET Dominique</b>	1000	5000	100000
<b>DURAND Jacques</b>	1000	5000	100000
<b>FERRARA Therese</b>	1000	5000	100000
<b>GAMBI Audrey</b>	3000	25000	150000
<b>GARCIA Richard</b>	1000	5000	100000
<b>GASQUEZ Thierry</b>	1000	5000	100000
<b>LOZANO Melanie</b>	1000	5000	100000
<b>MACHET Viviane</b>	1000	5000	100000
<b>MACIA Gerard</b>	1000	5000	100000
<b>MARTINEZ Christine</b>	1000	5000	100000
<b>MIGEREL Maxe</b>	1000	5000	100000
<b>PALLOT Catherine</b>	1000	5000	100000
<b>QUARTIERO Fabienne</b>	1000	5000	100000
<b>TISSEDRE Sabine</b>	1000	5000	100000
<b>BECHIR Jean-Luc</b>	1000	5000	100000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	5000	50000	100000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	5000	50000	100000
<b>ATTARD Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>BENGHERADA Ajib</b>	1000	5000	100000
<b>BERNABE Elian</b>	1000	5000	100000
<b>BESSE Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	3000	25000	150000

<b>CAMBRES Mickael</b>	1000	5000	100000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	1000	5000	100000
<b>CHARDON Antoine</b>	1000	5000	100000
<b>CLAUDON Eric</b>	1000	5000	100000
<b>CLIMENT Michel</b>	1000	5000	100000
<b>COASSIN Godefroy</b>	1000	5000	100000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	1000	5000	100000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	1000	5000	100000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	1000	5000	100000
<b>DUBOIS Joelle</b>	1000	5000	100000
<b>FARGIER Aurelie</b>	1000	5000	100000
<b>FRETEUR Laura</b>	1000	5000	100000
<b>FREZIL Valerie</b>	3000	25000	150000
<b>GADILLE Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	1000	5000	100000
<b>GEHAN Guillaume</b>	1000	5000	100000
<b>GINESTE Claude</b>	1000	5000	100000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	1000	5000	100000
<b>JACOUD Paul</b>	3000	25000	150000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	1000	5000	100000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	1000	5000	100000
<b>LUTGEN Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>MENNESSON William</b>	1000	5000	100000
<b>MUGUET Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	1000	5000	100000
<b>POMMART David</b>	1000	5000	100000
<b>RIDAO Yohann</b>	1000	5000	100000
<b>ROBIN Vincent</b>	1000	5000	100000
<b>ROUSSEL Romain</b>	1000	5000	100000
<b>RUIZ Noelle</b>	1000	5000	100000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>SAUREL Davina</b>	1000	5000	100000
<b>SERRANO Stephanie</b>	1000	5000	100000
<b>SOLER Serena</b>	1000	5000	100000
<b>TOTAL Delphine</b>	1000	5000	100000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	100000
<b>VERNIERES Julien</b>	1000	5000	100000
<b>VILAREM Remy</b>	1000	5000	100000
<b>AMBLARD Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>AUBERT Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>BALESTER Philippe</b>	1000	5000	100000
<b>BENOIT Patricia</b>	1000	5000	100000
<b>BIND Christophe</b>	1000	5000	100000

<b>BOUCHER Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	3000	25000	150000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	1000	5000	100000
<b>CARIA Alfredo</b>	1000	5000	100000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	1000	5000	100000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	1000	5000	100000
<b>DIGINI Mohamed</b>	1000	5000	100000
<b>FIFI Serge</b>	1000	5000	100000
<b>GARCON Damien</b>	1000	5000	100000
<b>GUILLOT Eddy</b>	3000	25000	150000
<b>HARAKATE Younase</b>	1000	5000	100000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	3000	25000	150000
<b>LAOUNI Laila</b>	1000	5000	100000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	1000	5000	100000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	1000	5000	100000
<b>LOKBANI Sandra</b>	1000	5000	100000
<b>MAJOREL Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>MANCER Amar</b>	1000	5000	100000
<b>MAQUET Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	5000	100000
<b>MOLOGNI Manon</b>	1000	5000	100000
<b>MOURCELY Camille</b>	1000	5000	100000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	1000	5000	100000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	1000	5000	100000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	1000	5000	100000
<b>PAVE Florian</b>	1000	5000	100000
<b>PELERIN Daniele</b>	1000	5000	100000
<b>PRIOULT Julien</b>	1000	5000	100000
<b>RABATEAU Laurence</b>	1000	5000	100000
<b>RUIZ Lucy</b>	1000	5000	100000
<b>SANTULARIA Jose</b>	1000	5000	100000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	1000	5000	100000
<b>SOUTOUL Julien</b>	1000	5000	100000
<b>TANCHE Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>THEVENIN Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>TREUIL Damien</b>	1000	5000	100000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	5000	100000
<b>VIALE Jeremy</b>	1000	5000	100000
<b>ALBA Thierry</b>	1000	5000	100000
<b>ALBANIAC Franck</b>	1000	5000	100000
<b>ARENALES Patrice</b>	1000	5000	100000

<b>ARENALES Alexandra</b>	1000	5000	100000
<b>ARNAUD Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>CHAMP Didier</b>	1000	5000	100000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	1000	5000	100000
<b>DARDART Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>DARMON Jeff</b>	1000	5000	100000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>DILLIES Nicolas</b>	3000	25000	150000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	1000	5000	100000
<b>DURAND Thomas</b>	1000	5000	100000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	1000	5000	100000
<b>FLINOIS Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>GAVARD Valerie</b>	1000	5000	100000
<b>GOHIER Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>GRARE Stephanie</b>	1000	5000	100000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	1000	5000	100000
<b>IRAILLES Marc</b>	3000	25000	150000
<b>PAPINI Eric</b>	1000	5000	100000
<b>REVERBEL Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	1000	5000	100000
<b>SPARTA Myriam</b>	1000	5000	100000
<b>TEYCHON Loic</b>	1000	5000	100000
<b>TONNEL Josselin</b>	1000	5000	100000
<b>AMISI Ngumbi</b>	1000	5000	100000
<b>ANDRE Annick</b>	1000	5000	100000
<b>BAKHROU Mourad</b>	1000	5000	100000
<b>BEAUPERGER Bruno</b>	1000	5000	100000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	1000	5000	100000
<b>BOIREAU Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>BOURGES Frederique</b>	1000	5000	100000
<b>BRAUN Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	1000	5000	100000
<b>CATTIL Mylene</b>	1000	5000	100000
<b>CECCOTTI Marine</b>	1000	5000	100000
<b>DERROUCH Joris</b>	1000	5000	100000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	1000	5000	100000
<b>FONTANA Franck</b>	1000	5000	100000
<b>FONTANA Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	1000	5000	100000
<b>GARCIA Romain</b>	1000	5000	100000
<b>GEORGES Sebastien</b>	3000	25000	150000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	1000	5000	100000
<b>GRANSART Serge</b>	1000	5000	100000



<b>HERAUD Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>HERAUD Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	1000	5000	100000
<b>LE NUE Jessica</b>	1000	5000	100000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	1000	5000	100000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	100000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1000	5000	100000
<b>OCHOA Caroline</b>	3000	25000	150000
<b>OUANNOU Bachir</b>	1000	5000	100000
<b>PALERMINI Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>PARE Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>PAREDE Jean</b>	1000	5000	100000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	1000	5000	100000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	1000	5000	100000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	3000	25000	150000
<b>SERIN Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>SNAPP Michel</b>	1000	5000	100000
<b>TRUFFET Lise</b>	1000	5000	100000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	1000	5000	100000
<b>VASSEUR Franck</b>	1000	5000	100000

**Annexe VI à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	100000	300000
<b>BELTRAN DELBUGUET Valerie</b>	3000	25000	150000
<b>GOU Nicolas</b>	3000	25000	150000
<b>MACHOVA Christel</b>	3000	25000	150000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	3000	25000	150000
<b>SIE Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SIMON Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SUZANNA Frederic</b>	3000	25000	150000
<b>VIALATTE Christie</b>	3000	25000	150000
<b>ELIAS Julie</b>	3000	25000	150000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	100000	300000
<b>CABELLO Muriel</b>	5000	50000	250000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	5000	50000	250000
<b>AVID Lionel</b>	1000	5000	100000
<b>AZALBERT Eric</b>	1000	5000	100000
<b>BANON Romain</b>	1000	5000	100000
<b>DE SANTIS Joseph</b>	3000	25000	150000
<b>DUPUIS Fabien</b>	1000	5000	100000
<b>FALZON Brigitte</b>	1000	5000	100000
<b>FAYE MOUJAHID Houssna</b>	1000	5000	100000
<b>GALAUP Patrick</b>	1000	5000	100000
<b>GIRARD Patricia</b>	1000	5000	100000
<b>PETTINOTTI Mathieu</b>	1000	5000	100000
<b>PUERTO Myriam</b>	1000	5000	100000
<b>REROLLE Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>TIMEE Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>TRICARICO Robert</b>	3000	25000	150000
<b>ANE-LAURET Denis</b>	3000	25000	150000
<b>BAROTIN Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>BOUKHEMIS Saliha</b>	1000	5000	100000
<b>BOURREL Sylvain</b>	1000	5000	100000
<b>BRESCIANI Claude</b>	1000	5000	100000
<b>CASSAN Delphine</b>	1000	5000	100000
<b>DODET Eric</b>	1000	5000	100000

<b>ELIKESSIKIAN Helene</b>	3000	25000	150000
<b>FESTA Didier</b>	1000	5000	100000
<b>FROEHLICHER Christophe</b>	3000	25000	150000
<b>HUMBERT Gilles</b>	1000	5000	100000
<b>JACQUET Sandrine</b>	3000	25000	150000
<b>LAURO Sylvie</b>	1000	5000	100000
<b>LUCENA Fanny</b>	1000	5000	100000
<b>MANET Marie-France</b>	1000	5000	100000
<b>MEYER Joel</b>	3000	25000	150000
<b>MONTIGNY Jeannette</b>	1000	5000	100000
<b>PERONNE Eric</b>	1000	5000	100000
<b>PUCETTI Fabien</b>	1000	5000	100000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b>	3000	25000	150000
<b>RODIER Adrien</b>	1000	5000	100000
<b>SAINT PIERRE Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>SANTISTEBAN Sophie</b>	1000	5000	100000
<b>SIDI MOUSSA Brahim</b>	1000	5000	100000
<b>TUFFERY Frederique</b>	3000	25000	150000
<b>BOULIN Othilie</b>	3000	25000	150000
<b>COMOY Sandra</b>	1000	5000	100000
<b>CROUZET Dominique</b>	1000	5000	100000
<b>DURAND Jacques</b>	1000	5000	100000
<b>FERRARA Therese</b>	1000	5000	100000
<b>GAMBI Audrey</b>	3000	25000	150000
<b>GARCIA Richard</b>	1000	5000	100000
<b>GASQUEZ Thierry</b>	1000	5000	100000
<b>LOZANO Melanie</b>	1000	5000	100000
<b>MACHET Viviane</b>	1000	5000	100000
<b>MACIA Gerard</b>	1000	5000	100000
<b>MARTINEZ Christine</b>	1000	5000	100000
<b>MIGEREL Maxe</b>	1000	5000	100000
<b>PALLOT Catherine</b>	1000	5000	100000
<b>QUARTIERO Fabienne</b>	1000	5000	100000
<b>TISSEDRE Sabine</b>	1000	5000	100000
<b>BECHIR Jean-Luc</b>	1000	5000	100000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	5000	50000	250000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	5000	50000	250000
<b>ATTARD Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>BENGHERADA Ajib</b>	1000	5000	100000
<b>BERNABE Elian</b>	1000	5000	100000
<b>BESSE Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	3000	25000	150000

<b>CAMBRES Mickael</b>	1000	5000	100000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	1000	5000	100000
<b>CHARDON Antoine</b>	1000	5000	100000
<b>CLAUDON Eric</b>	1000	5000	100000
<b>CLIMENT Michel</b>	1000	5000	100000
<b>COASSIN Godefroy</b>	1000	5000	100000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	1000	5000	100000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	1000	5000	100000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	1000	5000	100000
<b>DUBOIS Joelle</b>	1000	5000	100000
<b>FARGIER Aurelie</b>	1000	5000	100000
<b>FRETEUR Laura</b>	1000	5000	100000
<b>FREZIL Valerie</b>	3000	25000	150000
<b>GADILLE Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	1000	5000	100000
<b>GEHAN Guillaume</b>	1000	5000	100000
<b>GINESTE Claude</b>	1000	5000	100000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	1000	5000	100000
<b>JACOUD Paul</b>	3000	25000	150000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	1000	5000	100000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	1000	5000	100000
<b>LUTGEN Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>MENNESSON William</b>	1000	5000	100000
<b>MUGUET Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	1000	5000	100000
<b>POMMART David</b>	1000	5000	100000
<b>RIDAO Yohann</b>	1000	5000	100000
<b>ROBIN Vincent</b>	1000	5000	100000
<b>ROUSSEL Romain</b>	1000	5000	100000
<b>RUIZ Noelle</b>	1000	5000	100000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>SAUREL Davina</b>	1000	5000	100000
<b>SERRANO Stephanie</b>	1000	5000	100000
<b>SOLER Serena</b>	1000	5000	100000
<b>TOTAL Delphine</b>	1000	5000	100000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	100000
<b>VERNIERES Julien</b>	1000	5000	100000
<b>VILAREM Remy</b>	1000	5000	100000
<b>AMBLARD Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>AUBERT Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>BALESTER Philippe</b>	1000	5000	100000
<b>BENOIT Patricia</b>	1000	5000	100000
<b>BIND Christophe</b>	1000	5000	100000

<b>BOUCHER Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>BOUCHER Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	3000	25000	150000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	1000	5000	100000
<b>CARIA Alfredo</b>	1000	5000	100000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	1000	5000	100000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	1000	5000	100000
<b>DIGINI Mohamed</b>	1000	5000	100000
<b>FIFI Serge</b>	1000	5000	100000
<b>GARCON Damien</b>	1000	5000	100000
<b>GUILLOT Eddy</b>	3000	25000	150000
<b>HARAKATE Younase</b>	1000	5000	100000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	3000	25000	150000
<b>LAOUNI Laila</b>	1000	5000	100000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	1000	5000	100000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	1000	5000	100000
<b>LOKBANI Sandra</b>	1000	5000	100000
<b>MAJOREL Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>MANCER Amar</b>	1000	5000	100000
<b>MAQUET Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	5000	100000
<b>MOLOGNI Manon</b>	1000	5000	100000
<b>MOURCELY Camille</b>	1000	5000	100000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	1000	5000	100000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	1000	5000	100000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	1000	5000	100000
<b>PAVE Florian</b>	1000	5000	100000
<b>PELERIN Daniele</b>	1000	5000	100000
<b>PRIOULT Julien</b>	1000	5000	100000
<b>RABATEAU Laurence</b>	1000	5000	100000
<b>RUIZ Lucy</b>	1000	5000	100000
<b>SANTULARIA Jose</b>	1000	5000	100000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	1000	5000	100000
<b>SOUTOUL Julien</b>	1000	5000	100000
<b>TANCHE Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>THEVENIN Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>TREUIL Damien</b>	1000	5000	100000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	5000	100000
<b>VIALE Jeremy</b>	1000	5000	100000
<b>ALBA Thierry</b>	1000	5000	100000
<b>ALBANIAC Franck</b>	1000	5000	100000
<b>ARENALES Alexandra</b>	1000	5000	100000

<b>ARENALES Patrice</b>	1000	5000	100000
<b>ARNAUD Stephane</b>	1000	5000	100000
<b>CHAMP Didier</b>	1000	5000	100000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	1000	5000	100000
<b>DARDART Cedric</b>	1000	5000	100000
<b>DARMON Jeff</b>	1000	5000	100000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>DILLIES Nicolas</b>	3000	25000	150000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	1000	5000	100000
<b>DURAND Thomas</b>	1000	5000	100000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	1000	5000	100000
<b>FLINOIS Olivier</b>	1000	5000	100000
<b>GAVARD Valerie</b>	1000	5000	100000
<b>GOHIER Christophe</b>	1000	5000	100000
<b>GRARE Stephanie</b>	1000	5000	100000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	1000	5000	100000
<b>IRAILLES Marc</b>	3000	25000	150000
<b>PAPINI Eric</b>	1000	5000	100000
<b>REVERBEL Philippe</b>	3000	25000	150000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	1000	5000	100000
<b>SPARTA Myriam</b>	1000	5000	100000
<b>TEYCHON Loic</b>	1000	5000	100000
<b>TONNEL Josselin</b>	1000	5000	100000
<b>AMISI Ngumbi</b>	1000	5000	100000
<b>ANDRE Annick</b>	1000	5000	100000
<b>BAKHROU Mourad</b>	1000	5000	100000
<b>BEAVERGER Bruno</b>	1000	5000	100000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	1000	5000	100000
<b>BOIREAU Jerome</b>	1000	5000	100000
<b>BOURGES Frederique</b>	1000	5000	100000
<b>BRAUN Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	1000	5000	100000
<b>CATTIL Mylene</b>	1000	5000	100000
<b>CECCOTTI Marine</b>	1000	5000	100000
<b>DERROUCH Joris</b>	1000	5000	100000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	1000	5000	100000
<b>FONTANA Franck</b>	1000	5000	100000
<b>FONTANA Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	1000	5000	100000
<b>GARCIA Romain</b>	1000	5000	100000
<b>GEORGES Sebastien</b>	3000	25000	150000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	1000	5000	100000
<b>GRANSART Serge</b>	1000	5000	100000

<b>HERAUD Nathalie</b>	1000	5000	100000
<b>HERAUD Laurent</b>	1000	5000	100000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	1000	5000	100000
<b>LE NUE Jessica</b>	1000	5000	100000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	1000	5000	100000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	100000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1000	5000	100000
<b>OCHOA Caroline</b>	3000	25000	150000
<b>OUANNOU Bachir</b>	1000	5000	100000
<b>PALERMINI Frederic</b>	1000	5000	100000
<b>PARE Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>PAREDE Jean</b>	1000	5000	100000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	1000	5000	100000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	1000	5000	100000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	3000	25000	150000
<b>SERIN Alexandre</b>	1000	5000	100000
<b>SNAPP Michel</b>	1000	5000	100000
<b>TRUFFET Lise</b>	1000	5000	100000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	1000	5000	100000
<b>VASSEUR Franck</b>	1000	5000	100000



**Annexe VII à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional *LUCK Yves***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	600000
<b>ELIAS Julie</b>	3000	200000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	600000
<b>CABELLO Muriel</b>	5000	400000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	5000	400000
<b>ANE-LAURET Denis</b>	3000	200000
<b>BAROTIN Olivier</b>	1000	100000
<b>BOUKHEMIS Saliha</b>	1000	100000
<b>BOURREL Sylvain</b>	1000	100000
<b>BRESCIANI Claude</b>	1000	100000
<b>CASSAN Delphine</b>	1000	100000
<b>DODET Eric</b>	1000	100000
<b>ELIKESSIKIAN Helene</b>	3000	200000
<b>FESTA Didier</b>	1000	100000
<b>FROEHLICHER Christophe</b>	3000	200000
<b>HUMBERT Gilles</b>	1000	100000
<b>JACQUET Sandrine</b>	3000	200000
<b>LAURO Sylvie</b>	1000	100000
<b>LUCENA Fanny</b>	1000	100000
<b>MANET Marie-France</b>	1000	100000
<b>MEYER Joel</b>	3000	200000
<b>MONTIGNY Jeannette</b>	1000	100000
<b>PERONNE Eric</b>	1000	100000
<b>PUCETTI Fabien</b>	1000	100000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b>	3000	200000
<b>RODIER Adrien</b>	1000	100000
<b>SAINT PIERRE Nathalie</b>	1000	100000
<b>SANTISTEBAN Sophie</b>	1000	100000
<b>SIDI MOUSSA Brahim</b>	1000	100000
<b>TUFFERY Frederique</b>	3000	200000
<b>BECHIR Jean-Luc</b>	1000	100000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	5000	400000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	5000	400000
<b>ATTARD Laurent</b>	1000	100000
<b>BENGERADA Ajib</b>	1000	100000
<b>BERNABE Elian</b>	1000	100000

<b>BESSE Cedric</b>	1000	100000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	1000	100000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	3000	200000
<b>CAMBRES Mickael</b>	1000	100000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	1000	100000
<b>CHARDON Antoine</b>	1000	100000
<b>CLAUDON Eric</b>	1000	100000
<b>CLIMENT Michel</b>	1000	100000
<b>COASSIN Godefroy</b>	1000	100000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	1000	100000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	1000	100000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	1000	100000
<b>DUBOIS Joelle</b>	1000	100000
<b>FARGIER Aurelie</b>	1000	100000
<b>FRETEUR Laura</b>	1000	100000
<b>FREZIL Valerie</b>	3000	200000
<b>GADILLE Alexandre</b>	1000	100000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	1000	100000
<b>GEHAN Guillaume</b>	1000	100000
<b>GINESTE Claude</b>	1000	100000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	1000	100000
<b>JACOUD Paul</b>	3000	200000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	1000	100000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	1000	100000
<b>LUTGEN Stephane</b>	1000	100000
<b>MENNESSON William</b>	1000	100000
<b>MUGUET Cedric</b>	1000	100000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	1000	100000
<b>POMMART David</b>	1000	100000
<b>RIDAO Yohann</b>	1000	100000
<b>ROBIN Vincent</b>	1000	100000
<b>ROUSSEL Romain</b>	1000	100000
<b>RUIZ Noelle</b>	1000	100000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	1000	100000
<b>SAUREL Davina</b>	1000	100000
<b>SERRANO Stephanie</b>	1000	100000
<b>SOLER Serena</b>	1000	100000
<b>TOTAL Delphine</b>	1000	100000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	100000
<b>VERNIERES Julien</b>	1000	100000
<b>VILAREM Remy</b>	1000	100000
<b>AMBLARD Cedric</b>	1000	100000
<b>AUBERT Jerome</b>	1000	100000

<b>BALESTER Philippe</b>	1000	100000
<b>BENOIT Patricia</b>	1000	100000
<b>BIND Christophe</b>	1000	100000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	1000	100000
<b>BOUCHER Stephane</b>	1000	100000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	3000	200000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	1000	100000
<b>CARIA Alfredo</b>	1000	100000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	1000	100000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	1000	100000
<b>DIGINI Mohamed</b>	1000	100000
<b>FIFI Serge</b>	1000	100000
<b>GARCON Damien</b>	1000	100000
<b>GUILLOT Eddy</b>	3000	200000
<b>HARAKATE Younase</b>	1000	100000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	3000	200000
<b>LAOUNI Laila</b>	1000	100000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	1000	100000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	1000	100000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	1000	100000
<b>LOKBANI Sandra</b>	1000	100000
<b>MAJOREL Frederic</b>	1000	100000
<b>MANCER Amar</b>	1000	100000
<b>MAQUET Christophe</b>	1000	100000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	100000
<b>MOLOGNI Manon</b>	1000	100000
<b>MOURCELY Camille</b>	1000	100000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	1000	100000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	1000	100000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	1000	100000
<b>PAVE Florian</b>	1000	100000
<b>PELERIN Daniele</b>	1000	100000
<b>PRIOULT Julien</b>	1000	100000
<b>RABATEAU Laurence</b>	1000	100000
<b>RUIZ Lucy</b>	1000	100000
<b>SANTULARIA Jose</b>	1000	100000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	1000	100000
<b>SOUTOUL Julien</b>	1000	100000
<b>TANCHE Olivier</b>	1000	100000
<b>THEVENIN Frederic</b>	1000	100000
<b>TREUIL Damien</b>	1000	100000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	100000
<b>VIALE Jeremy</b>	1000	100000

<b>ALBA Thierry</b>	1000	100000
<b>ALBANIAC Franck</b>	1000	100000
<b>ARENALES Patrice</b>	1000	100000
<b>ARENALES Alexandra</b>	1000	100000
<b>ARNAUD Stephane</b>	1000	100000
<b>CHAMP Didier</b>	1000	100000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	1000	100000
<b>DARDART Cedric</b>	1000	100000
<b>DARMON Jeff</b>	1000	100000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	1000	100000
<b>DILLIES Nicolas</b>	3000	200000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	1000	100000
<b>DURAND Thomas</b>	1000	100000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	1000	100000
<b>FLINOIS Olivier</b>	1000	100000
<b>GAVARD Valerie</b>	1000	100000
<b>GOHIER Christophe</b>	1000	100000
<b>GRARE Stephanie</b>	1000	100000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	1000	100000
<b>IRAILLES Marc</b>	3000	200000
<b>PAPINI Eric</b>	1000	100000
<b>REVERBEL Philippe</b>	3000	200000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	1000	100000
<b>SPARTA Myriam</b>	1000	100000
<b>TEYCHON Loic</b>	1000	100000
<b>TONNEL Josselin</b>	1000	100000
<b>AMISI Ngumbi</b>	1000	100000
<b>ANDRE Annick</b>	1000	100000
<b>BAKHROU Mourad</b>	1000	100000
<b>BEAVERGER Bruno</b>	1000	100000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	1000	100000
<b>BOIREAU Jerome</b>	1000	100000
<b>BOURGES Frederique</b>	1000	100000
<b>BRAUN Frederic</b>	1000	100000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	1000	100000
<b>CATTIL Mylene</b>	1000	100000
<b>CECCOTTI Marine</b>	1000	100000
<b>DERROUCH Joris</b>	1000	100000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	1000	100000
<b>FONTANA Franck</b>	1000	100000
<b>FONTANA Laurent</b>	1000	100000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	1000	100000
<b>GARCIA Romain</b>	1000	100000

<b>GEORGES Sebastien</b>	3000	200000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	1000	100000
<b>GRANSART Serge</b>	1000	100000
<b>HERAUD Nathalie</b>	1000	100000
<b>HERAUD Laurent</b>	1000	100000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	1000	100000
<b>LE NUE Jessica</b>	1000	100000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	1000	100000
<b>MAOULIN David</b>	1000	100000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1000	100000
<b>OCHOA Caroline</b>	3000	200000
<b>OUANNOU Bachir</b>	1000	100000
<b>PALERMINI Frederic</b>	1000	100000
<b>PARE Alexandre</b>	1000	100000
<b>PAREDE Jean</b>	1000	100000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	1000	100000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	1000	100000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	3000	200000
<b>SERIN Alexandre</b>	1000	100000
<b>SNAPP Michel</b>	1000	100000
<b>TRUFFET Lise</b>	1000	100000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	1000	100000
<b>VASSEUR Franck</b>	1000	100000

**Annexe VIII à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional *LUCK Yves***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	600000
<b>ELIAS Julie</b>	3000	200000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	600000
<b>CABELLO Muriel</b>	5000	400000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	5000	400000
<b>ANE-LAURET Denis</b>	3000	200000
<b>BAROTIN Olivier</b>	1000	100000
<b>BOUKHEMIS Saliha</b>	1000	100000
<b>BOURREL Sylvain</b>	1000	100000
<b>BRESCIANI Claude</b>	1000	100000
<b>CASSAN Delphine</b>	1000	100000
<b>DODET Eric</b>	1000	100000
<b>ELIKESSIKIAN Helene</b>	3000	200000
<b>FESTA Didier</b>	1000	100000
<b>FROEHLICHER Christophe</b>	3000	200000
<b>HUMBERT Gilles</b>	1000	100000
<b>JACQUET Sandrine</b>	3000	200000
<b>LAURO Sylvie</b>	1000	100000
<b>LUCENA Fanny</b>	1000	100000
<b>MANET Marie-France</b>	1000	100000
<b>MEYER Joel</b>	3000	200000
<b>MONTIGNY Jeannette</b>	1000	100000
<b>PERONNE Eric</b>	1000	100000
<b>PUCETTI Fabien</b>	1000	100000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b>	3000	200000
<b>RODIER Adrien</b>	1000	100000
<b>SAINT PIERRE Nathalie</b>	1000	100000
<b>SANTISTEBAN Sophie</b>	1000	100000
<b>SIDI MOUSSA Brahim</b>	1000	100000
<b>TUFFERY Frederique</b>	3000	200000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	5000	400000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	5000	400000
<b>ATTARD Laurent</b>	1000	100000
<b>BENGHERADA Ajib</b>	1000	100000
<b>BERNABE Elian</b>	1000	100000
<b>BESSE Cedric</b>	1000	100000

<b>BOUSQUET Olivier</b>	1000	100000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	3000	200000
<b>CAMBRES Mickael</b>	1000	100000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	1000	100000
<b>CHARDON Antoine</b>	1000	100000
<b>CLAUDON Eric</b>	1000	100000
<b>CLIMENT Michel</b>	1000	100000
<b>COASSIN Godefroy</b>	1000	100000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	1000	100000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	1000	100000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	1000	100000
<b>DUBOIS Joelle</b>	1000	100000
<b>FARGIER Aurelie</b>	1000	100000
<b>FRETEUR Laura</b>	1000	100000
<b>FREZIL Valerie</b>	3000	200000
<b>GADILLE Alexandre</b>	1000	100000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	1000	100000
<b>GEHAN Guillaume</b>	1000	100000
<b>GINESTE Claude</b>	1000	100000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	1000	100000
<b>JACOUD Paul</b>	3000	200000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	1000	100000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	1000	100000
<b>LUTGEN Stephane</b>	1000	100000
<b>MENNESSON William</b>	1000	100000
<b>MUGUET Cedric</b>	1000	100000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	1000	100000
<b>POMMART David</b>	1000	100000
<b>RIDAO Yohann</b>	1000	100000
<b>ROBIN Vincent</b>	1000	100000
<b>ROUSSEL Romain</b>	1000	100000
<b>RUIZ Noelle</b>	1000	100000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	1000	100000
<b>SAUREL Davina</b>	1000	100000
<b>SERRANO Stephanie</b>	1000	100000
<b>SOLER Serena</b>	1000	100000
<b>TOTAL Delphine</b>	1000	100000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	100000
<b>VERNIERES Julien</b>	1000	100000
<b>VILAREM Remy</b>	1000	100000
<b>AMBLARD Cedric</b>	1000	100000
<b>AUBERT Jerome</b>	1000	100000
<b>BALESTER Philippe</b>	1000	100000



<b>BENOIT Patricia</b>	1000	100000
<b>BIND Christophe</b>	1000	100000
<b>BOUCHER Stephane</b>	1000	100000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	1000	100000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	3000	200000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	1000	100000
<b>CARIA Alfredo</b>	1000	100000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	1000	100000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	1000	100000
<b>DIGINI Mohamed</b>	1000	100000
<b>FIFI Serge</b>	1000	100000
<b>GARCON Damien</b>	1000	100000
<b>GUILLOT Eddy</b>	3000	200000
<b>HARAKATE Younase</b>	1000	100000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	3000	200000
<b>LAOUNI Laila</b>	1000	100000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	1000	100000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	1000	100000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	1000	100000
<b>LOKBANI Sandra</b>	1000	100000
<b>MAJOREL Frederic</b>	1000	100000
<b>MANCER Amar</b>	1000	100000
<b>MAQUET Christophe</b>	1000	100000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	100000
<b>MOLOGNI Manon</b>	1000	100000
<b>MOURCELY Camille</b>	1000	100000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	1000	100000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	1000	100000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	1000	100000
<b>PAVE Florian</b>	1000	100000
<b>PELERIN Daniele</b>	1000	100000
<b>PRIOULT Julien</b>	1000	100000
<b>RABATEAU Laurence</b>	1000	100000
<b>RUIZ Lucy</b>	1000	100000
<b>SANTULARIA Jose</b>	1000	100000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	1000	100000
<b>SOUTOUL Julien</b>	1000	100000
<b>TANCHE Olivier</b>	1000	100000
<b>THEVENIN Frederic</b>	1000	100000
<b>TREUIL Damien</b>	1000	100000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	100000
<b>VIALE Jeremy</b>	1000	100000
<b>ALBA Thierry</b>	1000	100000

<b>ALBANIAC Franck</b>	1000	100000
<b>ARENALES Alexandra</b>	1000	100000
<b>ARENALES Patrice</b>	1000	100000
<b>ARNAUD Stephane</b>	1000	100000
<b>CHAMP Didier</b>	1000	100000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	1000	100000
<b>DARDART Cedric</b>	1000	100000
<b>DARMON Jeff</b>	1000	100000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	1000	100000
<b>DILLIES Nicolas</b>	3000	200000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	1000	100000
<b>DURAND Thomas</b>	1000	100000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	1000	100000
<b>FLINOIS Olivier</b>	1000	100000
<b>GAVARD Valerie</b>	1000	100000
<b>GOHIER Christophe</b>	1000	100000
<b>GRARE Stephanie</b>	1000	100000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	1000	100000
<b>IRAILLES Marc</b>	3000	200000
<b>PAPINI Eric</b>	1000	100000
<b>REVERBEL Philippe</b>	3000	200000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	1000	100000
<b>SPARTA Myriam</b>	1000	100000
<b>TEYCHON Loic</b>	1000	100000
<b>TONNEL Josselin</b>	1000	100000
<b>AMISI Ngumbi</b>	1000	100000
<b>ANDRE Annick</b>	1000	100000
<b>BAKHROU Mourad</b>	1000	100000
<b>BEAUPERGER Bruno</b>	1000	100000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	1000	100000
<b>BOIREAU Jerome</b>	1000	100000
<b>BOURGES Frederique</b>	1000	100000
<b>BRAUN Frederic</b>	1000	100000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	1000	100000
<b>CATTIL Mylene</b>	1000	100000
<b>CECCOTTI Marine</b>	1000	100000
<b>DERROUCH Joris</b>	1000	100000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	1000	100000
<b>FONTANA Laurent</b>	1000	100000
<b>FONTANA Franck</b>	1000	100000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	1000	100000
<b>GARCIA Romain</b>	1000	100000
<b>GEORGES Sebastien</b>	3000	200000

<b>GERVAIS Geraldine</b>	1000	100000
<b>GRANSART Serge</b>	1000	100000
<b>HERAUD Laurent</b>	1000	100000
<b>HERAUD Nathalie</b>	1000	100000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	1000	100000
<b>LE NUE Jessica</b>	1000	100000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	1000	100000
<b>MAOULIN David</b>	1000	100000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1000	100000
<b>OCHOA Caroline</b>	3000	200000
<b>OUANNOU Bachir</b>	1000	100000
<b>PALERMINI Frederic</b>	1000	100000
<b>PARE Alexandre</b>	1000	100000
<b>PAREDE Jean</b>	1000	100000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	1000	100000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	1000	100000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	3000	200000
<b>SERIN Alexandre</b>	1000	100000
<b>SNAPP Michel</b>	1000	100000
<b>TRUFFET Lise</b>	1000	100000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	1000	100000
<b>VASSEUR Franck</b>	1000	100000

**Annexe IX à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>KALTENBACH Lionel</b>	illimité	300000
<b>ELIAS Julie</b>	4000	40000
<b>GERARD Ludovic</b>	illimité	300000
<b>CABELLO Muriel</b>	5000	50000
<b>HOUAMRIA Ludovic</b>	5000	50000
<b>DELAGRANGE Clement</b>	5000	50000
<b>ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc</b>	5000	50000
<b>ATTARD Laurent</b>	2000	20000
<b>BENGERADA Ajib</b>	2000	20000
<b>BERNABE Elian</b>	2000	20000
<b>BESSE Cedric</b>	2000	20000
<b>BOUSQUET Olivier</b>	2000	20000
<b>BRUN Marie-Christine</b>	4000	40000
<b>CAMBRES Mickael</b>	2000	20000
<b>CASSAN Emmanuel</b>	2000	20000
<b>CHARDON Antoine</b>	2000	20000
<b>CLAUDON Eric</b>	2000	20000
<b>CLIMENT Michel</b>	2000	20000
<b>COASSIN Godefroy</b>	2000	20000
<b>CORNEILLE Sebastien</b>	2000	20000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b>	2000	20000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b>	2000	20000
<b>DUBOIS Joelle</b>	2000	20000
<b>FARGIER Aurelie</b>	2000	20000
<b>FRETEUR Laura</b>	2000	20000
<b>FREZIL Valerie</b>	4000	40000
<b>GADILLE Alexandre</b>	2000	20000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	2000	20000
<b>GEHAN Guillaume</b>	2000	20000
<b>GINESTE Claude</b>	2000	20000
<b>GRIMAUD Pascale</b>	2000	20000
<b>JACOUD Paul</b>	4000	40000
<b>LEMSIAD Ahmed</b>	2000	20000
<b>LETONDOR Aurelien</b>	2000	20000
<b>LUTGEN Stephane</b>	2000	20000

<b>MENNESSON William</b>	2000	20000
<b>MUGUET Cedric</b>	2000	20000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	2000	20000
<b>POMMART David</b>	2000	20000
<b>RIDAO Yohann</b>	2000	20000
<b>ROBIN Vincent</b>	2000	20000
<b>ROUSSEL Romain</b>	2000	20000
<b>RUIZ Noelle</b>	2000	20000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	2000	20000
<b>SAUREL Davina</b>	2000	20000
<b>SERRANO Stephanie</b>	2000	20000
<b>SOLER Serena</b>	2000	20000
<b>TOTAL Delphine</b>	2000	20000
<b>URSULE Estelle</b>	2000	20000
<b>VERNIERES Julien</b>	2000	20000
<b>VILAREM Remy</b>	2000	20000
<b>AMBLARD Cedric</b>	2000	20000
<b>AUBERT Jerome</b>	2000	20000
<b>BALESTER Philippe</b>	2000	20000
<b>BENOIT Patricia</b>	2000	20000
<b>BIND Christophe</b>	2000	20000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	2000	20000
<b>BOUCHER Stephane</b>	2000	20000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	4000	40000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	2000	20000
<b>CARIA Alfredo</b>	2000	20000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	2000	20000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	2000	20000
<b>DIGINI Mohamed</b>	2000	20000
<b>FIFI Serge</b>	2000	20000
<b>GARCON Damien</b>	2000	20000
<b>GUILLOT Eddy</b>	4000	40000
<b>HARAKATE Younase</b>	2000	20000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	4000	40000
<b>LAOUNI Laila</b>	2000	20000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	2000	20000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	2000	20000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	2000	20000
<b>LOKBANI Sandra</b>	2000	20000
<b>MAJOREL Frederic</b>	2000	20000
<b>MANCER Amar</b>	2000	20000
<b>MAQUET Christophe</b>	2000	20000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	2000	20000

<b>MOLOGNI Manon</b>	2000	20000
<b>MOURCELY Camille</b>	2000	20000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	2000	20000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	2000	20000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	2000	20000
<b>PAVE Florian</b>	2000	20000
<b>PELERIN Daniele</b>	2000	20000
<b>PRIOULT Julien</b>	2000	20000
<b>RABATEAU Laurence</b>	2000	20000
<b>RUIZ Lucy</b>	2000	20000
<b>SANTULARIA Jose</b>	2000	20000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	2000	20000
<b>SOUTOUL Julien</b>	2000	20000
<b>TANCHE Olivier</b>	2000	20000
<b>THEVENIN Frederic</b>	2000	20000
<b>TREUIL Damien</b>	2000	20000
<b>TUTIN Jeremy</b>	2000	20000
<b>VIALE Jeremy</b>	2000	20000
<b>ALBA Thierry</b>	2000	20000
<b>ALBANIAC Franck</b>	2000	20000
<b>ARENALES Alexandra</b>	2000	20000
<b>ARENALES Patrice</b>	2000	20000
<b>ARNAUD Stephane</b>	2000	20000
<b>CHAMP Didier</b>	2000	20000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	2000	20000
<b>DARDART Cedric</b>	2000	20000
<b>DARMON Jeff</b>	2000	20000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	2000	20000
<b>DILLIES Nicolas</b>	4000	40000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	2000	20000
<b>DURAND Thomas</b>	2000	20000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	2000	20000
<b>FLINOIS Olivier</b>	2000	20000
<b>GAVARD Valerie</b>	2000	20000
<b>GOHIER Christophe</b>	2000	20000
<b>GRARE Stephanie</b>	2000	20000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	2000	20000
<b>IRAILLES Marc</b>	4000	40000
<b>PAPINI Eric</b>	2000	20000
<b>REVERBEL Philippe</b>	4000	40000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	2000	20000
<b>SPARTA Myriam</b>	2000	20000
<b>TEYCHON Loic</b>	2000	20000

<b>TONNEL Josselin</b>	2000	20000
<b>AMISI Ngumbi</b>	2000	20000
<b>ANDRE Annick</b>	2000	20000
<b>BAKHROU Mourad</b>	2000	20000
<b>BEAUVARGER Bruno</b>	2000	20000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	2000	20000
<b>BOIREAU Jerome</b>	2000	20000
<b>BOURGES Frederique</b>	2000	20000
<b>BRAUN Frederic</b>	2000	20000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	2000	20000
<b>CATTIL Mylene</b>	2000	20000
<b>CECCOTTI Marine</b>	2000	20000
<b>DERROUCH Joris</b>	2000	20000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	2000	20000
<b>FONTANA Laurent</b>	2000	20000
<b>FONTANA Franck</b>	2000	20000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	2000	20000
<b>GARCIA Romain</b>	2000	20000
<b>GEORGES Sebastien</b>	4000	40000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	2000	20000
<b>GRANSART Serge</b>	2000	20000
<b>HERAUD Nathalie</b>	2000	20000
<b>HERAUD Laurent</b>	2000	20000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	2000	20000
<b>LE NUE Jessica</b>	2000	20000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	2000	20000
<b>MAOULIN David</b>	2000	20000
<b>MAURIN Nicolas</b>	2000	20000
<b>OCHOA Caroline</b>	4000	40000
<b>OUANNOU Bachir</b>	2000	20000
<b>PALERMINI Frederic</b>	2000	20000
<b>PARE Alexandre</b>	2000	20000
<b>PAREDE Jean</b>	2000	20000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	2000	20000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	2000	20000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	4000	40000
<b>SERIN Alexandre</b>	2000	20000
<b>SNAPP Michel</b>	2000	20000
<b>TRUFFET Lise</b>	2000	20000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	2000	20000
<b>VASSEUR Franck</b>	2000	20000



**Annexe X à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
KALTENBACH Lionel	illimité	300000
GERARD Ludovic	illimité	300000
CABELLO Muriel	5000	50000
HOUAMRIA Ludovic	5000	50000
DELAGRANGE Clement	5000	50000
ESPADA-TACHOIRES Jean-Luc	5000	50000
ATTARD Laurent	2000	20000
BENGERADA Ajib	2000	20000
BERNABE Elian	2000	20000
BESSE Cedric	2000	20000
BOUSQUET Olivier	2000	20000
BRUN Marie-Christine	4000	40000
CAMBRES Mickael	2000	20000
CASSAN Emmanuel	2000	20000
CHARDON Antoine	2000	20000
CLAUDON Eric	2000	20000
CLIMENT Michel	2000	20000
COASSIN Godefroy	2000	20000
CORNEILLE Sebastien	2000	20000
DA ROCHA LOPES Remi	2000	20000
DOLCE DANJARD Isabelle	2000	20000
DUBOIS Joelle	2000	20000
FARGIER Aurelie	2000	20000
FRETEUR Laura	2000	20000
FREZIL Valerie	4000	40000
GADILLE Alexandre	2000	20000
GASTELLIER Eddy	2000	20000
GEHAN Guillaume	2000	20000
GINESTE Claude	2000	20000
GRIMAUD Pascale	2000	20000
JACOUD Paul	4000	40000
LEMSIAD Ahmed	2000	20000
LETONDOR Aurelien	2000	20000
LUTGEN Stephane	2000	20000
MENNESSON William	2000	20000

<b>MUGUET Cedric</b>	2000	20000
<b>NABOS Marie-Claude</b>	2000	20000
<b>POMMART David</b>	2000	20000
<b>RIDAO Yohann</b>	2000	20000
<b>ROBIN Vincent</b>	2000	20000
<b>ROUSSEL Romain</b>	2000	20000
<b>RUIZ Noelle</b>	2000	20000
<b>SAINT JORE Cedric</b>	2000	20000
<b>SAUREL Davina</b>	2000	20000
<b>SERRANO Stephanie</b>	2000	20000
<b>SOLER Serena</b>	2000	20000
<b>TOTAL Delphine</b>	2000	20000
<b>URSULE Estelle</b>	2000	20000
<b>VERNIERES Julien</b>	2000	20000
<b>VILAREM Remy</b>	2000	20000
<b>AMBLARD Cedric</b>	2000	20000
<b>AUBERT Jerome</b>	2000	20000
<b>BALESTER Philippe</b>	2000	20000
<b>BENOIT Patricia</b>	2000	20000
<b>BIND Christophe</b>	2000	20000
<b>BOUCHER Stephane</b>	2000	20000
<b>BOUCHER Nathalie</b>	2000	20000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b>	4000	40000
<b>BRUN Marie-Helene</b>	2000	20000
<b>CARIA Alfredo</b>	2000	20000
<b>CARRASCO Sebastien</b>	2000	20000
<b>DELAUNAY Noemie</b>	2000	20000
<b>DIGINI Mohamed</b>	2000	20000
<b>FIFI Serge</b>	2000	20000
<b>GARCON Damien</b>	2000	20000
<b>GUILLOT Eddy</b>	4000	40000
<b>HARAKATE Younase</b>	2000	20000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b>	4000	40000
<b>LAOUNI Laila</b>	2000	20000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	2000	20000
<b>LECLEIRE Anthonin</b>	2000	20000
<b>LEFEBVRE Christelle</b>	2000	20000
<b>LOKBANI Sandra</b>	2000	20000
<b>MAJOREL Frederic</b>	2000	20000
<b>MANCER Amar</b>	2000	20000
<b>MAQUET Christophe</b>	2000	20000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	2000	20000
<b>MOLOGNI Manon</b>	2000	20000

<b>MOURCELY Camille</b>	2000	20000
<b>OUNEJMA Yassine</b>	2000	20000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b>	2000	20000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b>	2000	20000
<b>PAVE Florian</b>	2000	20000
<b>PELERIN Daniele</b>	2000	20000
<b>PRIOULT Julien</b>	2000	20000
<b>RABATEAU Laurence</b>	2000	20000
<b>RUIZ Lucy</b>	2000	20000
<b>SANTULARIA Jose</b>	2000	20000
<b>SIMONNEAU Philippe</b>	2000	20000
<b>SOUTOUL Julien</b>	2000	20000
<b>TANCHE Olivier</b>	2000	20000
<b>THEVENIN Frederic</b>	2000	20000
<b>TREUIL Damien</b>	2000	20000
<b>TUTIN Jeremy</b>	2000	20000
<b>VIALE Jeremy</b>	2000	20000
<b>ALBA Thierry</b>	2000	20000
<b>ALBANIAC Franck</b>	2000	20000
<b>ARENALES Alexandra</b>	2000	20000
<b>ARENALES Patrice</b>	2000	20000
<b>ARNAUD Stephane</b>	2000	20000
<b>CHAMP Didier</b>	2000	20000
<b>CHAUVEAU Tony</b>	2000	20000
<b>DARDART Cedric</b>	2000	20000
<b>DARMON Jeff</b>	2000	20000
<b>DEMBREVILLE Jerome</b>	2000	20000
<b>DILLIES Nicolas</b>	4000	40000
<b>DUCHESNE Maryline</b>	2000	20000
<b>DURAND Thomas</b>	2000	20000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b>	2000	20000
<b>FLINOIS Olivier</b>	2000	20000
<b>GAVARD Valerie</b>	2000	20000
<b>GOHIER Christophe</b>	2000	20000
<b>GRARE Stephanie</b>	2000	20000
<b>HERNANDEZ Francois</b>	2000	20000
<b>IRAILLES Marc</b>	4000	40000
<b>PAPINI Eric</b>	2000	20000
<b>REVERBEL Philippe</b>	4000	40000
<b>SCHAETZLE Michele</b>	2000	20000
<b>SPARTA Myriam</b>	2000	20000
<b>TEYCHON Loic</b>	2000	20000
<b>TONNEL Josselin</b>	2000	20000

<b>AMISI Ngumbi</b>	2000	20000
<b>ANDRE Annick</b>	2000	20000
<b>BAKHROU Mourad</b>	2000	20000
<b>BEAUVARGER Bruno</b>	2000	20000
<b>BLAISE Emmanuelle</b>	2000	20000
<b>BOIREAU Jerome</b>	2000	20000
<b>BOURGES Frederique</b>	2000	20000
<b>BRAUN Frederic</b>	2000	20000
<b>CARLO Anne-Sophie</b>	2000	20000
<b>CATTIL Mylene</b>	2000	20000
<b>CECCOTTI Marine</b>	2000	20000
<b>DERROUCH Joris</b>	2000	20000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	2000	20000
<b>FONTANA Franck</b>	2000	20000
<b>FONTANA Laurent</b>	2000	20000
<b>FRAYSSE Anthony</b>	2000	20000
<b>GARCIA Romain</b>	2000	20000
<b>GEORGES Sebastien</b>	4000	40000
<b>GERVAIS Geraldine</b>	2000	20000
<b>GRANSART Serge</b>	2000	20000
<b>HERAUD Laurent</b>	2000	20000
<b>HERAUD Nathalie</b>	2000	20000
<b>LE BAYEC Argentina</b>	2000	20000
<b>LE NUE Jessica</b>	2000	20000
<b>LOORIUS Emmanuel</b>	2000	20000
<b>MAOULIN David</b>	2000	20000
<b>MAURIN Nicolas</b>	2000	20000
<b>OCHOA Caroline</b>	4000	40000
<b>OUANNOU Bachir</b>	2000	20000
<b>PALERMINI Frederic</b>	2000	20000
<b>PARE Alexandre</b>	2000	20000
<b>PAREDE Jean</b>	2000	20000
<b>PASTANT Jocrisse</b>	2000	20000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b>	2000	20000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b>	4000	40000
<b>SERIN Alexandre</b>	2000	20000
<b>SNAPP Michel</b>	2000	20000
<b>TRUFFET Lise</b>	2000	20000
<b>TUCHSCHERER Maxime</b>	2000	20000
<b>VASSEUR Franck</b>	2000	20000

MONTPELLIER, LE 15 SEPT. 2023

*DR Montpellier*  
18 RUE PAUL BROUSSE  
34056 MONTPELLIER  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *LUCK Yves*  
Téléphone : 09 70 27 69 00  
Télécopie : 04 67 58 79 15  
Mél : [dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2023/5 du directeur régional à MONTPELLIER portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
*LUCK Yves*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
LUCK Yves**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
LUCK Yves**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
LUCK Yves**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 38850	1000	5000	10000
Matricule 40882	1000	5000	10000
Matricule 42272	1000	5000	10000
Matricule 42556	1000	5000	10000
Matricule 42788	1000	5000	10000
Matricule 43362	1000	5000	10000
Matricule 43547	1000	5000	10000
Matricule 43639	1000	5000	10000
Matricule 43980	1000	5000	10000
Matricule 44658	1000	5000	10000
Matricule 44683	1000	5000	10000
Matricule 44770	1000	5000	10000
Matricule 44946	1000	5000	10000
Matricule 44976	1000	5000	10000
Matricule 45094	1000	5000	10000
Matricule 45110	1000	5000	10000
Matricule 45720	1000	5000	10000
Matricule 46193	1000	5000	10000
Matricule 46276	1000	5000	10000
Matricule 46498	1000	5000	10000
Matricule 46524	1000	5000	10000
Matricule 46696	1000	5000	10000
Matricule 46756	1000	5000	10000
Matricule 46760	1000	5000	10000
Matricule 46788	1000	5000	10000
Matricule 46805	1500	7500	15000
Matricule 46818	1000	5000	10000
Matricule 47457	1000	5000	10000
Matricule 50546	1000	5000	10000

<b>Matricule 51166</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51202</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51278</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51364</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51456</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51596</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51680</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51908</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51910</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51994</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52050</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52058</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52166</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52300</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52304</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52314</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52342</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52394</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52464</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52566</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52582</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52766</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52910</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52992</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53080</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53748</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53968</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54086</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54142</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54239</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54329</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54454</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54686</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54751</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54778</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54996</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55104</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55418</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55520</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55772</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55868</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55882</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 55902</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56020</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56098</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56326</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56368</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56437</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56448</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56688</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56714</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56769</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56860</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56908</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57070</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57130</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57132</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57185</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57228</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57374</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57424</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57478</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57484</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57552</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57572</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57596</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57976</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58178</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58358</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58594</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58678</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58808</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58952</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58984</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59057</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59228</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59234</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59358</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59498</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59637</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59826</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59896</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60136</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 60162</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60220</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60436</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60758</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61096</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61104</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61204</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61338</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61612</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61740</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61816</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62010</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62082</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62280</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62336</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62448</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62450</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62530</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62606</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62616</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62788</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62806</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62892</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62958</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63186</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63418</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63778</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63780</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63820</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63916</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63920</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64118</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64676</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64824</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64936</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64982</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65063</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65158</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65178</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 65238</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65410</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65486</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66040</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66694</b>	1000	5000	10000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
*LUCK Yves*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26893	1000	5000	100000
Matricule 36799	1000	5000	100000
Matricule 36889	1000	5000	100000
Matricule 37711	1000	5000	100000
Matricule 38850	1000	5000	100000
Matricule 39965	3000	25000	150000
Matricule 40553	1000	5000	100000
Matricule 40859	1000	5000	100000
Matricule 40882	3000	25000	150000
Matricule 41137	1000	5000	100000
Matricule 41181	1000	5000	100000
Matricule 41766	3000	25000	150000
Matricule 42272	1000	5000	100000
Matricule 42556	1000	5000	100000
Matricule 42788	1000	5000	100000
Matricule 42985	3000	25000	150000
Matricule 43111	3000	25000	150000
Matricule 43259	3000	25000	150000
Matricule 43362	1000	5000	100000
Matricule 43547	3000	25000	150000
Matricule 43639	3000	25000	150000
Matricule 43830	1000	5000	100000
Matricule 43980	3000	25000	150000
Matricule 44140	1000	5000	100000
Matricule 44401	1000	5000	100000
Matricule 44581	1000	5000	100000
Matricule 44658	1000	5000	100000
Matricule 44683	3000	25000	150000
Matricule 44770	1000	5000	100000

<b>Matricule 44860</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44869</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44946</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44976</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44991</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45094</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45110</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45404</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45477</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45720</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45751</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45793</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45943</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46193</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46276</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46498</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46524</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46696</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46756</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46760</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46788</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46805</b>	5000	50000	100000
<b>Matricule 46818</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 47219</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 47457</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50123</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50143</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50546</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 50772</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51052</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51053</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51064</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51094</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51150</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51166</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51202</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51278</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51364</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51456</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51596</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51626</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51680</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51908</b>	1000	5000	100000



<b>Matricule 51910</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51994</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52013</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52050</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52058</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52166</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52300</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52304</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 52314</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52342</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52394</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52464</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52566</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52582</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52627</b>	5000	50000	100000
<b>Matricule 52699</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52766</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52809</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52910</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52974</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52992</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53063</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53080</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53748</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53807</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53833</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53951</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53968</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54086</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54142</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54239</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 54329</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54454</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54463</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54686</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54751</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 54758</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 54778</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54853</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54996</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54999</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55104</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55418</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 55520</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55682</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55772</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55868</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55882</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55902</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56020</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56098</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56326</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56331</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56349</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56368</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56405</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56436</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56437</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56448</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56688</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56714</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56769</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56860</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56908</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57070</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57130</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57132</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57185</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57228</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57374</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57424</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57478</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57484</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57552</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57572</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 57976</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58178</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58335</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58358</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58433</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58594</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58678</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58794</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58808</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 58813</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58952</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58984</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59057</b>	5000	50000	100000
<b>Matricule 59228</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59234</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59281</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59358</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59487</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 59498</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59637</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59771</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 59826</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59896</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60136</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60162</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60220</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60436</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60758</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61096</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61104</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61204</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 61338</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61612</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61740</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61816</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61862</b>	5000	50000	100000
<b>Matricule 62010</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62082</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62280</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62336</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62448</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62450</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62530</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62606</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62616</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62788</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62806</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62892</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62936</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62958</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63094</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 63186</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63418</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63745</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63778</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63780</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63820</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63916</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63920</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64118</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64201</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64590</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64658</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64676</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64824</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64936</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64982</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65063</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65158</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65178</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65238</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65410</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65486</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 66040</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 66694</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 67073</b>	3000	25000	150000

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
*LUCK Yves*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26893	1000	5000	100000
Matricule 36799	1000	5000	100000
Matricule 36889	1000	5000	100000
Matricule 37711	1000	5000	100000
Matricule 38850	1000	5000	100000
Matricule 39965	3000	25000	150000
Matricule 40553	1000	5000	100000
Matricule 40859	1000	5000	100000
Matricule 40882	3000	25000	150000
Matricule 41137	1000	5000	100000
Matricule 41181	1000	5000	100000
Matricule 41766	3000	25000	150000
Matricule 42272	1000	5000	100000
Matricule 42556	1000	5000	100000
Matricule 42788	1000	5000	100000
Matricule 42985	3000	25000	150000
Matricule 43111	3000	25000	150000
Matricule 43259	3000	25000	150000
Matricule 43362	1000	5000	100000
Matricule 43547	3000	25000	150000
Matricule 43639	3000	25000	150000
Matricule 43830	1000	5000	100000
Matricule 43980	3000	25000	150000
Matricule 44140	1000	5000	100000
Matricule 44401	1000	5000	100000
Matricule 44581	1000	5000	100000
Matricule 44658	1000	5000	100000
Matricule 44683	3000	25000	150000
Matricule 44770	1000	5000	100000

<b>Matricule 44860</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44869</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44946</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44976</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 44991</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45094</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45110</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45404</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45477</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 45720</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45751</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45793</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 45943</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46193</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46276</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46498</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46524</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46696</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46756</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46760</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46788</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 46805</b>	5000	50000	250000
<b>Matricule 46818</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 47219</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 47457</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50123</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50143</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 50546</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 50772</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51052</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51053</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51064</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51094</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51150</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51166</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51202</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51278</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51364</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51456</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51596</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51626</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51680</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 51908</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 51910</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 51994</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52013</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52050</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52058</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52166</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52300</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52304</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 52314</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52342</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52394</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52464</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52566</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52582</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52627</b>	5000	50000	250000
<b>Matricule 52699</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52766</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52809</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52910</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52974</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 52992</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53063</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53080</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53748</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53807</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53833</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 53951</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 53968</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54086</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54142</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54239</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 54329</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54454</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54463</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54686</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54751</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 54758</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 54778</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54853</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54996</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 54999</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55104</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55418</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 55520</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55682</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55772</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55868</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55882</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 55902</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56020</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56098</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56326</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56331</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56349</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56368</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56405</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 56436</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56437</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56448</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56688</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56714</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56769</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56860</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 56908</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57070</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57130</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57132</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57185</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57228</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57374</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57424</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57478</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57484</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57552</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 57572</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 57976</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58178</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58335</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58358</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58433</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58594</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58678</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58794</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58808</b>	1000	5000	100000



<b>Matricule 58813</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58952</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 58984</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59057</b>	5000	50000	250000
<b>Matricule 59228</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59234</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59281</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59358</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59487</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 59498</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59637</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59771</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 59826</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 59896</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60136</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60162</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60220</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60436</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60758</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61096</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61104</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61204</b>	3000	25000	150000
<b>Matricule 61338</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61612</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61740</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61816</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 61862</b>	5000	50000	250000
<b>Matricule 62010</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62082</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62280</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62336</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62448</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62450</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62530</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62606</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62616</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62788</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62806</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62892</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62936</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 62958</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63094</b>	1000	5000	100000

<b>Matricule 63186</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63418</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63745</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63778</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63780</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63820</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63916</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 63920</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64118</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64201</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64590</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64658</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64676</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64824</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64936</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 64982</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65063</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65158</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65178</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65238</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65410</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 65486</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 66040</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 66694</b>	1000	5000	100000
<b>Matricule 67073</b>	3000	25000	150000

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
*LUCK Yves*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 36889	1000	100000
Matricule 38850	1000	100000
Matricule 40553	1000	100000
Matricule 40882	3000	200000
Matricule 41181	1000	100000
Matricule 41766	3000	200000
Matricule 42272	1000	100000
Matricule 42556	1000	100000
Matricule 42788	1000	100000
Matricule 43259	3000	200000
Matricule 43362	1000	100000
Matricule 43547	3000	200000
Matricule 43639	3000	200000
Matricule 43830	1000	100000
Matricule 43980	3000	200000
Matricule 44658	1000	100000
Matricule 44683	3000	200000
Matricule 44770	1000	100000
Matricule 44860	1000	100000
Matricule 44946	1000	100000
Matricule 44976	1000	100000
Matricule 45094	1000	100000
Matricule 45110	1000	100000
Matricule 45404	3000	200000
Matricule 45720	1000	100000
Matricule 45751	1000	100000
Matricule 45943	1000	100000
Matricule 46193	1000	100000
Matricule 46276	1000	100000
Matricule 46498	1000	100000
Matricule 46524	1000	100000

<b>Matricule 46696</b>	1000	100000
<b>Matricule 46756</b>	1000	100000
<b>Matricule 46760</b>	1000	100000
<b>Matricule 46788</b>	1000	100000
<b>Matricule 46805</b>	5000	400000
<b>Matricule 46818</b>	1000	100000
<b>Matricule 47457</b>	1000	100000
<b>Matricule 50546</b>	3000	200000
<b>Matricule 50772</b>	1000	100000
<b>Matricule 51064</b>	3000	200000
<b>Matricule 51150</b>	1000	100000
<b>Matricule 51166</b>	1000	100000
<b>Matricule 51202</b>	1000	100000
<b>Matricule 51278</b>	1000	100000
<b>Matricule 51364</b>	1000	100000
<b>Matricule 51456</b>	3000	200000
<b>Matricule 51596</b>	1000	100000
<b>Matricule 51626</b>	1000	100000
<b>Matricule 51680</b>	3000	200000
<b>Matricule 51908</b>	1000	100000
<b>Matricule 51910</b>	1000	100000
<b>Matricule 51994</b>	1000	100000
<b>Matricule 52050</b>	1000	100000
<b>Matricule 52058</b>	1000	100000
<b>Matricule 52166</b>	1000	100000
<b>Matricule 52300</b>	1000	100000
<b>Matricule 52304</b>	3000	200000
<b>Matricule 52314</b>	1000	100000
<b>Matricule 52342</b>	1000	100000
<b>Matricule 52394</b>	1000	100000
<b>Matricule 52464</b>	1000	100000
<b>Matricule 52566</b>	1000	100000
<b>Matricule 52582</b>	1000	100000
<b>Matricule 52627</b>	5000	400000
<b>Matricule 52766</b>	1000	100000
<b>Matricule 52910</b>	1000	100000
<b>Matricule 52992</b>	1000	100000
<b>Matricule 53080</b>	1000	100000
<b>Matricule 53748</b>	1000	100000
<b>Matricule 53968</b>	1000	100000
<b>Matricule 54086</b>	1000	100000
<b>Matricule 54142</b>	1000	100000
<b>Matricule 54239</b>	illimité	600000

<b>Matricule 54329</b>	1000	100000
<b>Matricule 54454</b>	1000	100000
<b>Matricule 54463</b>	1000	100000
<b>Matricule 54686</b>	1000	100000
<b>Matricule 54751</b>	3000	200000
<b>Matricule 54758</b>	3000	200000
<b>Matricule 54778</b>	1000	100000
<b>Matricule 54853</b>	1000	100000
<b>Matricule 54996</b>	1000	100000
<b>Matricule 55104</b>	1000	100000
<b>Matricule 55418</b>	1000	100000
<b>Matricule 55520</b>	1000	100000
<b>Matricule 55772</b>	1000	100000
<b>Matricule 55868</b>	1000	100000
<b>Matricule 55882</b>	1000	100000
<b>Matricule 55902</b>	1000	100000
<b>Matricule 56020</b>	3000	200000
<b>Matricule 56098</b>	1000	100000
<b>Matricule 56326</b>	1000	100000
<b>Matricule 56368</b>	1000	100000
<b>Matricule 56436</b>	1000	100000
<b>Matricule 56437</b>	1000	100000
<b>Matricule 56448</b>	1000	100000
<b>Matricule 56688</b>	1000	100000
<b>Matricule 56714</b>	1000	100000
<b>Matricule 56769</b>	1000	100000
<b>Matricule 56860</b>	1000	100000
<b>Matricule 56908</b>	1000	100000
<b>Matricule 57070</b>	1000	100000
<b>Matricule 57130</b>	1000	100000
<b>Matricule 57132</b>	1000	100000
<b>Matricule 57185</b>	1000	100000
<b>Matricule 57228</b>	1000	100000
<b>Matricule 57374</b>	1000	100000
<b>Matricule 57424</b>	1000	100000
<b>Matricule 57478</b>	1000	100000
<b>Matricule 57484</b>	1000	100000
<b>Matricule 57552</b>	1000	100000
<b>Matricule 57572</b>	3000	200000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	600000
<b>Matricule 57976</b>	1000	100000
<b>Matricule 58112</b>	1000	100000
<b>Matricule 58178</b>	1000	100000

<b>Matricule 58358</b>	1000	100000
<b>Matricule 58594</b>	1000	100000
<b>Matricule 58678</b>	1000	100000
<b>Matricule 58794</b>	1000	100000
<b>Matricule 58808</b>	1000	100000
<b>Matricule 58952</b>	1000	100000
<b>Matricule 58984</b>	1000	100000
<b>Matricule 59057</b>	5000	400000
<b>Matricule 59228</b>	1000	100000
<b>Matricule 59234</b>	1000	100000
<b>Matricule 59281</b>	1000	100000
<b>Matricule 59358</b>	1000	100000
<b>Matricule 59487</b>	3000	200000
<b>Matricule 59498</b>	1000	100000
<b>Matricule 59637</b>	1000	100000
<b>Matricule 59826</b>	1000	100000
<b>Matricule 59896</b>	1000	100000
<b>Matricule 60136</b>	1000	100000
<b>Matricule 60162</b>	1000	100000
<b>Matricule 60220</b>	1000	100000
<b>Matricule 60436</b>	1000	100000
<b>Matricule 60758</b>	1000	100000
<b>Matricule 60786</b>	1000	100000
<b>Matricule 61096</b>	1000	100000
<b>Matricule 61104</b>	1000	100000
<b>Matricule 61204</b>	3000	200000
<b>Matricule 61338</b>	1000	100000
<b>Matricule 61612</b>	1000	100000
<b>Matricule 61740</b>	1000	100000
<b>Matricule 61816</b>	1000	100000
<b>Matricule 61862</b>	5000	400000
<b>Matricule 62010</b>	1000	100000
<b>Matricule 62082</b>	1000	100000
<b>Matricule 62280</b>	1000	100000
<b>Matricule 62336</b>	1000	100000
<b>Matricule 62448</b>	1000	100000
<b>Matricule 62450</b>	1000	100000
<b>Matricule 62530</b>	1000	100000
<b>Matricule 62606</b>	1000	100000
<b>Matricule 62616</b>	1000	100000
<b>Matricule 62788</b>	1000	100000
<b>Matricule 62806</b>	1000	100000
<b>Matricule 62892</b>	1000	100000

<b>Matricule 62936</b>	1000	100000
<b>Matricule 62958</b>	1000	100000
<b>Matricule 63094</b>	1000	100000
<b>Matricule 63186</b>	1000	100000
<b>Matricule 63418</b>	1000	100000
<b>Matricule 63745</b>	1000	100000
<b>Matricule 63778</b>	1000	100000
<b>Matricule 63780</b>	1000	100000
<b>Matricule 63820</b>	1000	100000
<b>Matricule 63916</b>	1000	100000
<b>Matricule 63920</b>	1000	100000
<b>Matricule 64118</b>	1000	100000
<b>Matricule 64201</b>	1000	100000
<b>Matricule 64590</b>	1000	100000
<b>Matricule 64658</b>	1000	100000
<b>Matricule 64676</b>	1000	100000
<b>Matricule 64824</b>	1000	100000
<b>Matricule 64936</b>	1000	100000
<b>Matricule 64982</b>	1000	100000
<b>Matricule 65063</b>	1000	100000
<b>Matricule 65158</b>	1000	100000
<b>Matricule 65178</b>	1000	100000
<b>Matricule 65238</b>	1000	100000
<b>Matricule 65410</b>	1000	100000
<b>Matricule 65486</b>	1000	100000
<b>Matricule 66040</b>	1000	100000
<b>Matricule 66694</b>	1000	100000
<b>Matricule 67073</b>	3000	200000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
LUCK Yves**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 36889	1000	100000
Matricule 38850	1000	100000
Matricule 40553	1000	100000
Matricule 40882	3000	200000
Matricule 41181	1000	100000
Matricule 41766	3000	200000
Matricule 42272	1000	100000
Matricule 42556	1000	100000
Matricule 42788	1000	100000
Matricule 43259	3000	200000
Matricule 43362	1000	100000
Matricule 43547	3000	200000
Matricule 43639	3000	200000
Matricule 43830	1000	100000
Matricule 43980	3000	200000
Matricule 44658	1000	100000
Matricule 44683	3000	200000
Matricule 44770	1000	100000
Matricule 44860	1000	100000
Matricule 44946	1000	100000
Matricule 44976	1000	100000
Matricule 45094	1000	100000
Matricule 45110	1000	100000
Matricule 45404	3000	200000
Matricule 45720	1000	100000
Matricule 45751	1000	100000
Matricule 45943	1000	100000
Matricule 46193	1000	100000
Matricule 46276	1000	100000
Matricule 46498	1000	100000



<b>Matricule 46524</b>	1000	100000
<b>Matricule 46696</b>	1000	100000
<b>Matricule 46756</b>	1000	100000
<b>Matricule 46760</b>	1000	100000
<b>Matricule 46788</b>	1000	100000
<b>Matricule 46805</b>	5000	400000
<b>Matricule 46818</b>	1000	100000
<b>Matricule 47457</b>	1000	100000
<b>Matricule 50546</b>	3000	200000
<b>Matricule 50772</b>	1000	100000
<b>Matricule 51064</b>	3000	200000
<b>Matricule 51150</b>	1000	100000
<b>Matricule 51166</b>	1000	100000
<b>Matricule 51202</b>	1000	100000
<b>Matricule 51278</b>	1000	100000
<b>Matricule 51364</b>	1000	100000
<b>Matricule 51456</b>	3000	200000
<b>Matricule 51596</b>	1000	100000
<b>Matricule 51626</b>	1000	100000
<b>Matricule 51680</b>	3000	200000
<b>Matricule 51908</b>	1000	100000
<b>Matricule 51910</b>	1000	100000
<b>Matricule 51994</b>	1000	100000
<b>Matricule 52050</b>	1000	100000
<b>Matricule 52058</b>	1000	100000
<b>Matricule 52166</b>	1000	100000
<b>Matricule 52300</b>	1000	100000
<b>Matricule 52304</b>	3000	200000
<b>Matricule 52314</b>	1000	100000
<b>Matricule 52342</b>	1000	100000
<b>Matricule 52394</b>	1000	100000
<b>Matricule 52464</b>	1000	100000
<b>Matricule 52566</b>	1000	100000
<b>Matricule 52582</b>	1000	100000
<b>Matricule 52627</b>	5000	400000
<b>Matricule 52766</b>	1000	100000
<b>Matricule 52910</b>	1000	100000
<b>Matricule 52992</b>	1000	100000
<b>Matricule 53080</b>	1000	100000
<b>Matricule 53748</b>	1000	100000
<b>Matricule 53968</b>	1000	100000
<b>Matricule 54086</b>	1000	100000
<b>Matricule 54142</b>	1000	100000

<b>Matricule 54239</b>	illimité	600000
<b>Matricule 54329</b>	1000	100000
<b>Matricule 54454</b>	1000	100000
<b>Matricule 54463</b>	1000	100000
<b>Matricule 54686</b>	1000	100000
<b>Matricule 54751</b>	3000	200000
<b>Matricule 54758</b>	3000	200000
<b>Matricule 54778</b>	1000	100000
<b>Matricule 54853</b>	1000	100000
<b>Matricule 54996</b>	1000	100000
<b>Matricule 55104</b>	1000	100000
<b>Matricule 55418</b>	1000	100000
<b>Matricule 55520</b>	1000	100000
<b>Matricule 55772</b>	1000	100000
<b>Matricule 55868</b>	1000	100000
<b>Matricule 55882</b>	1000	100000
<b>Matricule 55902</b>	1000	100000
<b>Matricule 56020</b>	3000	200000
<b>Matricule 56098</b>	1000	100000
<b>Matricule 56326</b>	1000	100000
<b>Matricule 56368</b>	1000	100000
<b>Matricule 56436</b>	1000	100000
<b>Matricule 56437</b>	1000	100000
<b>Matricule 56448</b>	1000	100000
<b>Matricule 56688</b>	1000	100000
<b>Matricule 56714</b>	1000	100000
<b>Matricule 56769</b>	1000	100000
<b>Matricule 56860</b>	1000	100000
<b>Matricule 56908</b>	1000	100000
<b>Matricule 57130</b>	1000	100000
<b>Matricule 57132</b>	1000	100000
<b>Matricule 57185</b>	1000	100000
<b>Matricule 57228</b>	1000	100000
<b>Matricule 57374</b>	1000	100000
<b>Matricule 57424</b>	1000	100000
<b>Matricule 57478</b>	1000	100000
<b>Matricule 57484</b>	1000	100000
<b>Matricule 57552</b>	1000	100000
<b>Matricule 57572</b>	3000	200000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	600000
<b>Matricule 57976</b>	1000	100000
<b>Matricule 58112</b>	1000	100000
<b>Matricule 58178</b>	1000	100000

<b>Matricule 58358</b>	1000	100000
<b>Matricule 58594</b>	1000	100000
<b>Matricule 58678</b>	1000	100000
<b>Matricule 58794</b>	1000	100000
<b>Matricule 58808</b>	1000	100000
<b>Matricule 58952</b>	1000	100000
<b>Matricule 58984</b>	1000	100000
<b>Matricule 59057</b>	5000	400000
<b>Matricule 59228</b>	1000	100000
<b>Matricule 59234</b>	1000	100000
<b>Matricule 59281</b>	1000	100000
<b>Matricule 59358</b>	1000	100000
<b>Matricule 59487</b>	3000	200000
<b>Matricule 59498</b>	1000	100000
<b>Matricule 59637</b>	1000	100000
<b>Matricule 59826</b>	1000	100000
<b>Matricule 59896</b>	1000	100000
<b>Matricule 60136</b>	1000	100000
<b>Matricule 60162</b>	1000	100000
<b>Matricule 60220</b>	1000	100000
<b>Matricule 60436</b>	1000	100000
<b>Matricule 60758</b>	1000	100000
<b>Matricule 60786</b>	1000	100000
<b>Matricule 61096</b>	1000	100000
<b>Matricule 61104</b>	1000	100000
<b>Matricule 61204</b>	3000	200000
<b>Matricule 61338</b>	1000	100000
<b>Matricule 61612</b>	1000	100000
<b>Matricule 61740</b>	1000	100000
<b>Matricule 61816</b>	1000	100000
<b>Matricule 61862</b>	5000	400000
<b>Matricule 62010</b>	1000	100000
<b>Matricule 62082</b>	1000	100000
<b>Matricule 62280</b>	1000	100000
<b>Matricule 62336</b>	1000	100000
<b>Matricule 62448</b>	1000	100000
<b>Matricule 62450</b>	1000	100000
<b>Matricule 62530</b>	1000	100000
<b>Matricule 62606</b>	1000	100000
<b>Matricule 62616</b>	1000	100000
<b>Matricule 62788</b>	1000	100000
<b>Matricule 62806</b>	1000	100000
<b>Matricule 62892</b>	1000	100000

<b>Matricule 62936</b>	1000	100000
<b>Matricule 62958</b>	1000	100000
<b>Matricule 63094</b>	1000	100000
<b>Matricule 63186</b>	1000	100000
<b>Matricule 63418</b>	1000	100000
<b>Matricule 63745</b>	1000	100000
<b>Matricule 63778</b>	1000	100000
<b>Matricule 63780</b>	1000	100000
<b>Matricule 63820</b>	1000	100000
<b>Matricule 63916</b>	1000	100000
<b>Matricule 63920</b>	1000	100000
<b>Matricule 64118</b>	1000	100000
<b>Matricule 64201</b>	1000	100000
<b>Matricule 64590</b>	1000	100000
<b>Matricule 64658</b>	1000	100000
<b>Matricule 64676</b>	1000	100000
<b>Matricule 64824</b>	1000	100000
<b>Matricule 64936</b>	1000	100000
<b>Matricule 64982</b>	1000	100000
<b>Matricule 65063</b>	1000	100000
<b>Matricule 65158</b>	1000	100000
<b>Matricule 65178</b>	1000	100000
<b>Matricule 65238</b>	1000	100000
<b>Matricule 65410</b>	1000	100000
<b>Matricule 65486</b>	1000	100000
<b>Matricule 66040</b>	1000	100000
<b>Matricule 66694</b>	1000	100000
<b>Matricule 67073</b>	3000	200000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
LUCK Yves**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 38850</b>	2000	20000
<b>Matricule 40882</b>	4000	40000
<b>Matricule 42272</b>	2000	20000
<b>Matricule 42556</b>	2000	20000
<b>Matricule 42788</b>	2000	20000
<b>Matricule 43362</b>	2000	20000
<b>Matricule 43547</b>	4000	40000
<b>Matricule 43639</b>	4000	40000
<b>Matricule 43980</b>	4000	40000
<b>Matricule 44658</b>	2000	20000
<b>Matricule 44683</b>	4000	40000
<b>Matricule 44770</b>	2000	20000
<b>Matricule 44946</b>	2000	20000
<b>Matricule 44976</b>	2000	20000
<b>Matricule 45094</b>	2000	20000
<b>Matricule 45110</b>	2000	20000
<b>Matricule 45720</b>	2000	20000
<b>Matricule 46193</b>	2000	20000
<b>Matricule 46276</b>	2000	20000
<b>Matricule 46498</b>	2000	20000
<b>Matricule 46524</b>	2000	20000
<b>Matricule 46696</b>	2000	20000
<b>Matricule 46756</b>	2000	20000
<b>Matricule 46760</b>	2000	20000
<b>Matricule 46788</b>	2000	20000
<b>Matricule 46805</b>	5000	50000
<b>Matricule 46818</b>	2000	20000
<b>Matricule 47457</b>	2000	20000
<b>Matricule 50546</b>	4000	40000
<b>Matricule 51166</b>	2000	20000

<b>Matricule 51202</b>	2000	20000
<b>Matricule 51278</b>	2000	20000
<b>Matricule 51364</b>	2000	20000
<b>Matricule 51456</b>	4000	40000
<b>Matricule 51596</b>	2000	20000
<b>Matricule 51680</b>	4000	40000
<b>Matricule 51908</b>	2000	20000
<b>Matricule 51910</b>	2000	20000
<b>Matricule 51994</b>	2000	20000
<b>Matricule 52050</b>	2000	20000
<b>Matricule 52058</b>	2000	20000
<b>Matricule 52166</b>	2000	20000
<b>Matricule 52300</b>	2000	20000
<b>Matricule 52304</b>	4000	40000
<b>Matricule 52314</b>	2000	20000
<b>Matricule 52342</b>	2000	20000
<b>Matricule 52394</b>	2000	20000
<b>Matricule 52464</b>	2000	20000
<b>Matricule 52566</b>	2000	20000
<b>Matricule 52582</b>	2000	20000
<b>Matricule 52627</b>	5000	50000
<b>Matricule 52766</b>	2000	20000
<b>Matricule 52910</b>	2000	20000
<b>Matricule 52992</b>	2000	20000
<b>Matricule 53080</b>	2000	20000
<b>Matricule 53748</b>	2000	20000
<b>Matricule 53968</b>	2000	20000
<b>Matricule 54086</b>	2000	20000
<b>Matricule 54142</b>	2000	20000
<b>Matricule 54239</b>	illimité	300000
<b>Matricule 54329</b>	2000	20000
<b>Matricule 54454</b>	2000	20000
<b>Matricule 54686</b>	2000	20000
<b>Matricule 54751</b>	4000	40000
<b>Matricule 54778</b>	2000	20000
<b>Matricule 54996</b>	2000	20000
<b>Matricule 55104</b>	2000	20000
<b>Matricule 55418</b>	2000	20000
<b>Matricule 55520</b>	2000	20000
<b>Matricule 55772</b>	2000	20000
<b>Matricule 55868</b>	2000	20000
<b>Matricule 55882</b>	2000	20000
<b>Matricule 55902</b>	2000	20000

<b>Matricule 56020</b>	4000	40000
<b>Matricule 56098</b>	2000	20000
<b>Matricule 56326</b>	2000	20000
<b>Matricule 56368</b>	2000	20000
<b>Matricule 56437</b>	2000	20000
<b>Matricule 56448</b>	2000	20000
<b>Matricule 56688</b>	2000	20000
<b>Matricule 56714</b>	2000	20000
<b>Matricule 56769</b>	2000	20000
<b>Matricule 56860</b>	2000	20000
<b>Matricule 56908</b>	2000	20000
<b>Matricule 57130</b>	2000	20000
<b>Matricule 57132</b>	2000	20000
<b>Matricule 57185</b>	2000	20000
<b>Matricule 57228</b>	2000	20000
<b>Matricule 57374</b>	2000	20000
<b>Matricule 57424</b>	2000	20000
<b>Matricule 57478</b>	2000	20000
<b>Matricule 57484</b>	2000	20000
<b>Matricule 57552</b>	2000	20000
<b>Matricule 57572</b>	4000	40000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	300000
<b>Matricule 57976</b>	2000	20000
<b>Matricule 58112</b>	2000	20000
<b>Matricule 58178</b>	2000	20000
<b>Matricule 58358</b>	2000	20000
<b>Matricule 58594</b>	2000	20000
<b>Matricule 58678</b>	2000	20000
<b>Matricule 58794</b>	2000	20000
<b>Matricule 58808</b>	2000	20000
<b>Matricule 58952</b>	2000	20000
<b>Matricule 58984</b>	2000	20000
<b>Matricule 59057</b>	5000	50000
<b>Matricule 59228</b>	2000	20000
<b>Matricule 59234</b>	2000	20000
<b>Matricule 59358</b>	2000	20000
<b>Matricule 59498</b>	2000	20000
<b>Matricule 59637</b>	2000	20000
<b>Matricule 59826</b>	2000	20000
<b>Matricule 59896</b>	2000	20000
<b>Matricule 60136</b>	2000	20000
<b>Matricule 60162</b>	2000	20000
<b>Matricule 60220</b>	2000	20000

<b>Matricule 60436</b>	2000	20000
<b>Matricule 60758</b>	2000	20000
<b>Matricule 60786</b>	2000	20000
<b>Matricule 61096</b>	2000	20000
<b>Matricule 61104</b>	2000	20000
<b>Matricule 61204</b>	4000	40000
<b>Matricule 61338</b>	2000	20000
<b>Matricule 61612</b>	2000	20000
<b>Matricule 61740</b>	2000	20000
<b>Matricule 61816</b>	2000	20000
<b>Matricule 61862</b>	5000	50000
<b>Matricule 62010</b>	2000	20000
<b>Matricule 62082</b>	2000	20000
<b>Matricule 62280</b>	2000	20000
<b>Matricule 62336</b>	2000	20000
<b>Matricule 62448</b>	2000	20000
<b>Matricule 62450</b>	2000	20000
<b>Matricule 62530</b>	2000	20000
<b>Matricule 62606</b>	2000	20000
<b>Matricule 62616</b>	2000	20000
<b>Matricule 62788</b>	2000	20000
<b>Matricule 62806</b>	2000	20000
<b>Matricule 62892</b>	2000	20000
<b>Matricule 62958</b>	2000	20000
<b>Matricule 63094</b>	2000	20000
<b>Matricule 63186</b>	2000	20000
<b>Matricule 63418</b>	2000	20000
<b>Matricule 63778</b>	2000	20000
<b>Matricule 63780</b>	2000	20000
<b>Matricule 63820</b>	2000	20000
<b>Matricule 63916</b>	2000	20000
<b>Matricule 63920</b>	2000	20000
<b>Matricule 64118</b>	2000	20000
<b>Matricule 64658</b>	2000	20000
<b>Matricule 64676</b>	2000	20000
<b>Matricule 64824</b>	2000	20000
<b>Matricule 64936</b>	2000	20000
<b>Matricule 64982</b>	2000	20000
<b>Matricule 65063</b>	2000	20000
<b>Matricule 65158</b>	2000	20000
<b>Matricule 65178</b>	2000	20000
<b>Matricule 65238</b>	2000	20000
<b>Matricule 65410</b>	2000	20000



<b>Matricule 65486</b>	2000	20000
<b>Matricule 66040</b>	2000	20000
<b>Matricule 66694</b>	2000	20000

Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/5 du 15 sept. 2023 du directeur régional  
*LUCK Yves*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 38850	2000	20000
Matricule 40882	4000	40000
Matricule 42272	2000	20000
Matricule 42556	2000	20000
Matricule 42788	2000	20000
Matricule 43362	2000	20000
Matricule 43547	4000	40000
Matricule 43639	4000	40000
Matricule 43980	4000	40000
Matricule 44658	2000	20000
Matricule 44683	4000	40000
Matricule 44770	2000	20000
Matricule 44946	2000	20000
Matricule 44976	2000	20000
Matricule 45094	2000	20000
Matricule 45110	2000	20000
Matricule 45720	2000	20000
Matricule 46193	2000	20000
Matricule 46276	2000	20000
Matricule 46498	2000	20000
Matricule 46524	2000	20000
Matricule 46696	2000	20000
Matricule 46756	2000	20000
Matricule 46760	2000	20000
Matricule 46788	2000	20000
Matricule 46805	5000	50000
Matricule 46818	2000	20000
Matricule 47457	2000	20000
Matricule 50546	4000	40000
Matricule 51166	2000	20000

<b>Matricule 51202</b>	2000	20000
<b>Matricule 51278</b>	2000	20000
<b>Matricule 51364</b>	2000	20000
<b>Matricule 51456</b>	4000	40000
<b>Matricule 51596</b>	2000	20000
<b>Matricule 51680</b>	4000	40000
<b>Matricule 51908</b>	2000	20000
<b>Matricule 51910</b>	2000	20000
<b>Matricule 51994</b>	2000	20000
<b>Matricule 52050</b>	2000	20000
<b>Matricule 52058</b>	2000	20000
<b>Matricule 52166</b>	2000	20000
<b>Matricule 52300</b>	2000	20000
<b>Matricule 52304</b>	4000	40000
<b>Matricule 52314</b>	2000	20000
<b>Matricule 52342</b>	2000	20000
<b>Matricule 52394</b>	2000	20000
<b>Matricule 52464</b>	2000	20000
<b>Matricule 52566</b>	2000	20000
<b>Matricule 52582</b>	2000	20000
<b>Matricule 52627</b>	5000	50000
<b>Matricule 52766</b>	2000	20000
<b>Matricule 52910</b>	2000	20000
<b>Matricule 52992</b>	2000	20000
<b>Matricule 53080</b>	2000	20000
<b>Matricule 53748</b>	2000	20000
<b>Matricule 53968</b>	2000	20000
<b>Matricule 54086</b>	2000	20000
<b>Matricule 54142</b>	2000	20000
<b>Matricule 54239</b>	illimité	300000
<b>Matricule 54329</b>	2000	20000
<b>Matricule 54454</b>	2000	20000
<b>Matricule 54686</b>	2000	20000
<b>Matricule 54751</b>	4000	40000
<b>Matricule 54778</b>	2000	20000
<b>Matricule 54996</b>	2000	20000
<b>Matricule 55104</b>	2000	20000
<b>Matricule 55418</b>	2000	20000
<b>Matricule 55520</b>	2000	20000
<b>Matricule 55772</b>	2000	20000
<b>Matricule 55868</b>	2000	20000
<b>Matricule 55882</b>	2000	20000
<b>Matricule 55902</b>	2000	20000

<b>Matricule 56020</b>	4000	40000
<b>Matricule 56098</b>	2000	20000
<b>Matricule 56326</b>	2000	20000
<b>Matricule 56368</b>	2000	20000
<b>Matricule 56437</b>	2000	20000
<b>Matricule 56448</b>	2000	20000
<b>Matricule 56688</b>	2000	20000
<b>Matricule 56714</b>	2000	20000
<b>Matricule 56769</b>	2000	20000
<b>Matricule 56860</b>	2000	20000
<b>Matricule 56908</b>	2000	20000
<b>Matricule 57130</b>	2000	20000
<b>Matricule 57132</b>	2000	20000
<b>Matricule 57185</b>	2000	20000
<b>Matricule 57228</b>	2000	20000
<b>Matricule 57374</b>	2000	20000
<b>Matricule 57424</b>	2000	20000
<b>Matricule 57478</b>	2000	20000
<b>Matricule 57484</b>	2000	20000
<b>Matricule 57552</b>	2000	20000
<b>Matricule 57596</b>	illimité	300000
<b>Matricule 57976</b>	2000	20000
<b>Matricule 58112</b>	2000	20000
<b>Matricule 58178</b>	2000	20000
<b>Matricule 58358</b>	2000	20000
<b>Matricule 58594</b>	2000	20000
<b>Matricule 58678</b>	2000	20000
<b>Matricule 58794</b>	2000	20000
<b>Matricule 58808</b>	2000	20000
<b>Matricule 58952</b>	2000	20000
<b>Matricule 58984</b>	2000	20000
<b>Matricule 59057</b>	5000	50000
<b>Matricule 59228</b>	2000	20000
<b>Matricule 59234</b>	2000	20000
<b>Matricule 59358</b>	2000	20000
<b>Matricule 59498</b>	2000	20000
<b>Matricule 59637</b>	2000	20000
<b>Matricule 59826</b>	2000	20000
<b>Matricule 59896</b>	2000	20000
<b>Matricule 60136</b>	2000	20000
<b>Matricule 60162</b>	2000	20000
<b>Matricule 60220</b>	2000	20000
<b>Matricule 60436</b>	2000	20000

<b>Matricule 60758</b>	2000	20000
<b>Matricule 60786</b>	2000	20000
<b>Matricule 61096</b>	2000	20000
<b>Matricule 61104</b>	2000	20000
<b>Matricule 61204</b>	4000	40000
<b>Matricule 61338</b>	2000	20000
<b>Matricule 61612</b>	2000	20000
<b>Matricule 61740</b>	2000	20000
<b>Matricule 61816</b>	2000	20000
<b>Matricule 61862</b>	5000	50000
<b>Matricule 62010</b>	2000	20000
<b>Matricule 62082</b>	2000	20000
<b>Matricule 62280</b>	2000	20000
<b>Matricule 62336</b>	2000	20000
<b>Matricule 62448</b>	2000	20000
<b>Matricule 62450</b>	2000	20000
<b>Matricule 62530</b>	2000	20000
<b>Matricule 62606</b>	2000	20000
<b>Matricule 62616</b>	2000	20000
<b>Matricule 62788</b>	2000	20000
<b>Matricule 62806</b>	2000	20000
<b>Matricule 62892</b>	2000	20000
<b>Matricule 62958</b>	2000	20000
<b>Matricule 63094</b>	2000	20000
<b>Matricule 63186</b>	2000	20000
<b>Matricule 63418</b>	2000	20000
<b>Matricule 63778</b>	2000	20000
<b>Matricule 63780</b>	2000	20000
<b>Matricule 63820</b>	2000	20000
<b>Matricule 63916</b>	2000	20000
<b>Matricule 63920</b>	2000	20000
<b>Matricule 64118</b>	2000	20000
<b>Matricule 64658</b>	2000	20000
<b>Matricule 64676</b>	2000	20000
<b>Matricule 64824</b>	2000	20000
<b>Matricule 64936</b>	2000	20000
<b>Matricule 64982</b>	2000	20000
<b>Matricule 65063</b>	2000	20000
<b>Matricule 65158</b>	2000	20000
<b>Matricule 65178</b>	2000	20000
<b>Matricule 65238</b>	2000	20000
<b>Matricule 65410</b>	2000	20000
<b>Matricule 65486</b>	2000	20000

<b>Matricule 66040</b>	2000	20000
<b>Matricule 66694</b>	2000	20000



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec les collectivités locales,  
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité,**

Affaire suivie par : Corelle MORA  
Téléphone : 04 67 61 62 70  
Mél : corelle.mora@herault.gouv.fr

Montpellier, le **15 SEP. 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-09-DRCL-0444**

**Annule et remplace l'arrêté préfectoral n°2023-08-DRCL-0410  
relatif à la modification des statuts  
de la communauté de communes du Pays de Lunel**

Le préfet de l'Hérault

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.5211-17, L.5211-20, L.5214-16, L.5216-5 et L.5211-41

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93-I-4248 du 24 décembre 1993, modifié, portant création de la communauté de communes du Pays de Lunel ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1418 relatif à la modification des statuts de la communauté de communes du Pays de Lunel ;

**VU** la délibération du 23 mai 2023 par laquelle le conseil de la communauté de communes du Pays de Lunel a approuvé la modification de ses compétences et la mise à jour de ses statuts ;

**VU** les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux des communes de : BOISSERON (24/07/23), CAMPAGNE (26/06/23), ENTRE-VIGNES (10/07/23), GALARGUES (11/07/23), GARRIGUES (28/06/23), LUNEL (19/07/23), LUNEL VIEL (26/06/23), MARSILLARGUES (28/06/23), SAINT JUST (29/06/23), SAINT NAZAIRE DE PEZAN (26/06/23), SAINT SERIES (17/06/23), SATURARGUES (26/07/23), SAUSSINES (22/06/23) et VILLETTELLE (24/07/23) ont approuvé les modifications statutaires proposées ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, que sont remplies les conditions de majorité qualifiée requises par les articles L.5211-5 et L.5211-20 du CGCT ;

**CONSIDÉRANT** le souhait de la communauté de communes du Pays de Lunel de se transformer en communauté d'agglomération,

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article L.5211-41 du CGCT, la communauté de communes du Pays de Lunel doit se doter de compétences obligatoires définies à l'article L.5216-5 du CGCT en lieu et place des communes qui la composent, afin de pouvoir se transformer en communauté d'agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

**CONSIDÉRANT** l'erreur matérielle commise dans l'arrêté préfectoral n° 2023-08-DRCL-0410 du 28 août 2023 ;

**SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° 2023-08-DRCL-0410 du 28 août 2023 est retiré et remplacé par la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La communauté de communes exerce les compétences suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

**I - COMPÉTENCES OBLIGATOIRES :**

**1 - Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ;**

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire - Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

**2 - Aménagement de l'espace communautaire :** Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code.

**3 - Equilibre social de l'habitat :** programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

**4 - Politique de la ville :** élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

**5 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du code de l'environnement :**

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- Entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- Défense contre les inondations et contre la mer ;
- Protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

**6 - Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs** définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;



**7 - Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.**

**8 - Eau ;**

**9 - Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L2224-8 ;**

**10 - Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L.2226-1 du CGCT ;**

## **II - COMPÉTENCES SUPPLEMENTAIRES :**

**11 - Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;**

**12 - En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :** lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

**13 - Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;**

**14 - Action sociale d'intérêt communautaire ;**

**15 - Actions en matière de petite enfance et enfance :**

- création, gestion, développement et animation du Relais Petite Enfance (RPE)  
- accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire et de type périscolaire pour le mercredi sans école :

- création, gestion et entretien de tout accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire d'une part et de type périscolaire pour le mercredi sans école, d'autre part,
- pilotage, conduite d'actions et d'animations des accueils de loisirs sans hébergement extrascolaires, d'une part, et de type périscolaire le mercredi sans école, d'autre part, dans le cadre d'un dispositif contractuel favorisant cette politique
- création et gestion de séjours pour les enfants d'âge primaire .

**16 - Entretien, gestion et mise en valeur du site Viavino à Entre-Vignes.**

**17 - Action culturelle :** organisation, promotion et soutien aux manifestations culturelles, aux traditions camarguaises, et aux écoles de musiques labellisées par Hérault Musique Danse, dont le rayonnement dépasse le cadre communal.

**18 - Missions hors GEMAPI figurant à l'article L.211-7 du code de l'Environnement :**

6°: La lutte contre la pollution,

7° : Protection et conservation des eaux superficielles et souterraines,

11° : Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

12° : Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ;

**19 - Participation au financement** de grosses réparations, d'extension ou de reconstruction des centres d'incendie et de secours sur le territoire ;

**20 – Élimination des dépôts de déchets sauvages en zone non urbanisée et dans les centres urbains historiques des communes de plus de 5 000 hab.**

**21 – Dans le cadre des groupements de commandes**, et conformément à l'article L5211-4-4 du CGCT, la communauté de communes peut mener, à titre gratuit, et après conclusion d'une convention, tout ou partie de la procédure de passation, d'exécution d'un ou plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement, indépendamment des fonctions de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées.

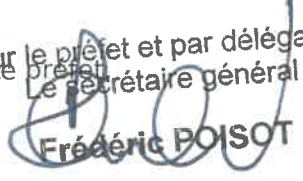
### **III - HABILITATIONS STATUTAIRES :**

Conformément à l'article L5210-4 du CGCT, la communauté de communes du Pays de Lunel peut demander à exercer, au nom et pour le compte du département ou de la région, tout ou partie des compétences dévolues à l'une ou l'autre de ces collectivités.

Le président du Conseil Régional ou du Conseil Départemental doit soumettre dans un délai de six mois au plus, à l'assemblée délibérante l'examen de cette demande. L'assemblée délibérante se prononce sur cette demande par délibération motivée.

L'exercice par l'établissement public de coopération intercommunale d'une telle compétence fait l'objet d'une convention conclue entre l'établissement et le département ou la région, qui détermine l'étendue de la délégation, sa durée ainsi que ses conditions financières et ses modalités d'exécution. Cette convention précise les conditions de partage des responsabilités encourues dans le cadre de la délégation.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le directeur départemental des finances publiques de l'Hérault, le président de la communauté de communes du Pays de Lunel et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault:

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
  
Frédéric POISOT

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

La requête est, selon le cas, transmise à la juridiction par voie électronique, au moyen de l'application informatique "Télérecours" accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », en vertu des dispositions des articles R 414-1 et R 522-3 du code de justice administrative, ou de l'application "Télérecours citoyens" en application de l'article R 414-6 dudit code.



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des sécurité  
Bureau des élections  
et de la représentation de l'Etat**

**12 SEP. 2023**

**Montpellier, le**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023 07-28-666**

**RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DEVOUEMENT**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par décret du 9 décembre 1924 relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

**VU** le rapport de Mme Alexia BURGEVIN, commissaire divisionnaire de Police, directrice zonale adjointe des compagnies républicaines de sécurité SUD ;

**SUR** proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une médaille de bronze en récompense pour Acte de Courage et de Dévouement est décernée à :

- **M. Samuel LOUVEL, major exceptionnel de Police**
- **M. Claude KERHEL, major de Police**

**ARTICLE 2 :** le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Hugues MOUTOUH



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction des sécurité  
Bureau des élections  
et de la représentation de l'Etat**

1

Montpellier, le

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-09-D5-<sup>665</sup>**  
**12 SEP. 2023**

## **RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DEVOUEMENT**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par décret du 9 décembre 1924 relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

**VU** le rapport de Mme Alexia BURGEVIN, commissaire divisionnaire de Police, directrice zonale adjointe des compagnies républicaines de sécurité SUD ;

**SUR** proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une médaille de bronze en récompense pour Acte de Courage et de Dévouement est décernée à :

- **M. Mikaël BEAURU, gardien de la Paix**
- **M. Alexis BRUN, gardien de la Paix**
- **M. Pierre GUIRAUD, gardien de la Paix**

**ARTICLE 2 :** le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Hugues MOUTOUH



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des sécurité  
Bureau des élections  
et de la représentation de l'Etat**

12 SEP. 2023

Montpellier, le

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-09-DS-667**

## **RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DEVOUEMENT**

Le préfet de l'Hérault

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par décret du 9 décembre 1924 relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

**VU** le rapport de M. Eric FLORES, contrôleur général, directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault ;

**SUR** proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une médaille de Bronze en récompense pour Acte de Courage et de Dévouement est décernée à :

- M. Joël PENA, caporal-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Julien DENJEAN, caporal-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Frédéric CLERGUE, sergent-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- Mme Mathilde GROUSSET, sapeure 1ère classe des sapeurs-pompiers volontaires
- M. Pierre-Guillaume LEENHARDT, adjudant des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Samy LAACHI, caporal des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Florian BOUCHARD, sergent-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Anthony MAURIN, caporal-chef des sapeurs-pompiers professionnels

**ARTICLE 2 :** le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Hugues MOUTOUH



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des sécurité  
Bureau des élections  
et de la représentation de l'Etat**

**12 SEP. 2023**

**Montpellier, le**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-09-DS-669**

**RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DEVOUEMENT**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par décret du 9 décembre 1924 relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

**VU** le rapport de M. Eric FLORES, contrôleur général, directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault ;

**SUR** proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une médaille de Bronze en récompense pour Acte de Courage et de Dévouement est décernée à :

**- M. Jérôme COURT, sergent-chef des sapeurs-pompiers professionnels**

**ARTICLE 2 :** le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Hugues MOUTOUH



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des sécurité  
Bureau des élections  
et de la représentation de l'Etat**

12 SEP. 2023

Montpellier, le

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-09-DS-668**

## **RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DEVOUEMENT**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** le décret du 16 novembre 1901 modifié par décret du 9 décembre 1924 relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

**VU** le décret du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

**VU** le rapport de M. Eric FLORES, contrôleur général, directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault ;

**SUR** proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une médaille de Bronze en récompense pour Acte de Courage et de Dévouement est décernée à :

- M. Cédric BOULAROT, adjudant-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Clément MARRAGOU, sergent-chef des sapeurs-pompiers volontaires
- M. Christophe SERRE, adjudant-chef des sapeurs-pompiers professionnels
- M. Rémi ZNIDARSIC, sapeur 1ère classe des sapeurs-pompiers volontaires

**ARTICLE 2 :** le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Hugues MOUTOUH



Affaire suivie par Fabrice JURY - Responsable adjoint du pôle  
juridique et marchés  
Téléphone : 04.72.56.59.41 - Courriel : fabrice.jury@vnf.fr

Montpellier, le 12 septembre 2023

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023.09.DS.0670

### de déplacement d'office d'un bateau

Le préfet de l'Hérault

**Vu** les articles L 4244-1 et R 4244-1 du Code des transports ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023.05.DRCL.0175 du 03 mai 2023 donnant délégation de signature à Madame Elisa BASSO, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Hérault ;

**Vu** le rapport circonstancié de Voies Navigables de France en date du 1 septembre 2023 ;

**Vu** le constat d'abandon du bateau ayant pour devise « CAPRICE » dressé par Voies Navigables de France (VNF) le 14 juin 2023.

Considérant que le bateau portant pour devise « CAPRICE », sans immatriculation visible, et sans propriétaire connu, stationne actuellement sans autorisation au Pk 6.528, rive droite du Canal du Rhône à Sète, commune de Frontignan, département de l'Hérault (34), zone dite du débouché de l'étang ; que le bateau ne dispose pas de vignette de navigation en règle et qu'il occupe illégalement un emplacement attribué à un autre plaisancier disposant d'une convention d'occupation du domaine public fluvial lequel se trouve empêché d'occuper son emplacement ;

Considérant que le bateau « CAPRICE » est dans un état très dégradé ; qu'il est laissé sans entretien et sans surveillance en bord du chenal de navigation depuis plusieurs mois ; que sa coque présente plusieurs brèches importantes au niveau de la ligne de flottaison de nature à constituer d'importantes voies d'eau ; que ses amarres, notamment au niveau du bateau, ne sont pas conformes aux règles en vigueur en la matière, et ne permettent pas de garantir un amarrage solide et permanent du bateau ; que de ce fait le bateau « CAPRICE » fait peser un véritable risque sur la sécurité de la navigation dans le canal puisque ce bateau peut à l'évidence sombrer à tout instant dans la voie d'eau ou se décrocher et dériver ;

Considérant que l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien et l'absence de propriétaire ou de capitaine à bord conduisent à considérer que la situation actuelle du bateau constitue un risque constant pour la navigation, la sécurité des usagers et l'intégrité des bateaux circulant dans la zone ;

Considérant qu'en cas de décrochage, le bateau « CAPRICE », se retrouvait nécessairement dans la passe navigable, créant ainsi un obstacle à la navigation sur le canal, un risque de collision avec



les autres navigants (bateaux de plaisance et de commerce) ; qu'il pourrait ainsi dériver jusqu'à l'étang de Thau lequel est un site naturel d'intérêt écologique protégé ; qu'il pourrait encore sombrer au milieu du canal constituant un obstacle submergé très dangereux avec une pollution de la voie d'eau ;

Considérant que ce bateau compromet gravement et directement la conservation, l'utilisation normale du domaine public fluvial ainsi que la sécurité des usagers des eaux intérieures ;

Considérant la nécessité de mettre fin à cet état de fait.

Sur proposition de Madame la Directrice territoriale de Voies navigables de France Rhône Saône.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Il sera procédé d'office dans les plus brefs délais au déplacement du bateau portant devise « CAPRICE », sans immatriculation visible, stationnant actuellement sans autorisation au Pk 6.528, rive droite du Canal du Rhône à Sète, commune de Frontignan, département de l'Hérault (34), zone dite du débouché de l'étang, pour le stationner sur le centre d'exploitation de VNF situé au Pk 46,980 rive gauche du Canal du Rhône à Sète sur la commune de Palavas-les-Flots, département de l'Hérault (34).

**ARTICLE 2 :** Ce déplacement sera exécuté par la Direction territoriale Rhône Saône de Voies navigables de France, qui au besoin pourra faire appel à une entreprise.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de l'Hérault, dans un délai de deux mois suivant la notification et la publication du présent arrêté. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier situé au 6 RUE PITOT, 34063 MONTPELLIER CEDEX 2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4 :** La directrice territoriale Rhône Saône de Voies navigables de France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,

La directrice de cabinet,

  
Elisa BASSO

Montpellier, le **15 SEP. 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023.09.DRCL. 0445**

**portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault  
à Madame Marjorie GHIZOLI, contrôleuse générale des services actifs de la police  
nationale, préfiguratrice directrice interdépartementale de la police nationale,  
directrice départementale de la sécurité publique**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** la loi organique n° 01-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23 ;

**VU** la loi 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, article 84 ;

**VU** le code des marchés publics ;

**VU** le décret n° 93-1031 du 31 août 1993 modifié par décret du 26 décembre 2005, portant création et organisation des directions départementales de la sécurité publique ;

**VU** le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

**VU** le décret du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

**VU** le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**VU** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n° 2010-1298 du 28 octobre 2010 portant attribution de produits au budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, en application du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret du 30 juin 2021 portant nomination de M. Hugues MOUTOUH, préfet de la Drôme, en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe), à compter du 19 juillet 2021 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

**VU** l'arrêté du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 28 octobre 2010 portant application de l'article 2 du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté conjoint du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État du 28 octobre 2010 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

**VU** l'arrêté du 1er août 2023 du ministère de l'Intérieur nommant Madame Marjorie GHIZOLI, contrôleur générale des services actifs de la police nationale, préfiguratrice directrice interdépartementale de la police nationale, en qualité de directrice départementale de la sécurité publique à Montpellier (34) ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2023 du ministère de l'intérieur et des outre-mer nommant M. Benoit DESMARTIN en qualité de directeur départemental adjoint de la sécurité publique et commissaire central adjoint à Montpellier à compter du 6 septembre 2023 ;

**VU** la circulaire (Intérieur) du 7 décembre 2009 relative aux nouvelles modalités de gestion des crédits de la police nationale ;

**VU** la circulaire du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 8 novembre 2010 relative à la facturation de certains services d'ordre ;

**VU** l'instruction du DGPN du 28 décembre 2015 relative à l'organisation des services territoriaux de la direction centrale de la sécurité publique ;

**VU** la convention de gestion fixant les obligations réciproques entre le délégant et le délégataire ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault,

#### **ARRETE :**

#### **DELEGATION GENERALE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, à l'effet de prononcer les sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissements et blâmes) à l'encontre des fonctionnaires relevant de son autorité, appartenant au corps des gradés et gardiens de la paix.

**ARTICLE 2:** Délégation de signature est donnée à Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, à l'effet de signer les conventions relatives à l'exécution des prestations de service d'ordre au bénéfice de tiers effectuées par les forces de police pour les événements se déroulant exclusivement en zone de police.

**ARTICLE 3:** Délégation de signature est donnée à Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, à l'effet de signer les mesures d'immobilisation et de mise en fourrière à titre provisoire, faisant suite à un délit routier.

**ARTICLE 4:** Délégation de signature est donnée à Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, à l'effet de signer les conventions bailleurs sociaux.

#### DELEGATION FINANCIERE ET COMPTABLE

**ARTICLE 5:** Délégation de signature est donnée à Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, en qualité de responsable d'unité opérationnelle du BOP 176-02 Police Nationale, tous les documents relevant du programme de la police nationale (programme 0176) du titre III et relatifs à la programmation et au pilotage budgétaire, à la validation des décisions de dépenses, à la vérification et à la constatation du service fait, ainsi qu'à l'ordre de payer au comptable.

Sont exclues de la présente délégation les conventions passées avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics

**ARTICLE 6:** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjorie GHIZOLI, directrice départementale de la sécurité publique, la délégation prévue à l'article 5 est donnée à M. Benoit DESMARTIN, directeur départemental adjoint de la sécurité publique.

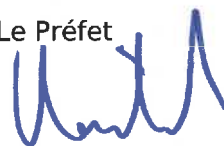
#### ENTREE EN VIGUEUR

**ARTICLE 7:** En application des dispositions de l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, le délégataire pourra subdéléguer à un ou plusieurs agents des services placés sous son autorité, tout ou partie de la signature qui lui est conférée par le présent arrêté. Cette subdélégation prendra la forme d'un arrêté, signé par le délégataire, qui devra faire l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 8:** Toutes dispositions antérieures à celles du présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 9:** Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, la sous-préfète, directrice de cabinet, la directrice départementale de la sécurité publique et la directrice départementale des finances publiques des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le Préfet



Hugues MOUTOUH



Affaire suivie par : SB  
Téléphone : 04 67 88 34 00  
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 septembre 2023

Arrêté préfectoral n° 23-III-101

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises  
pour l'établissement principal de la société « Mon assistante pro »

Le préfet de l'Hérault

- Vu le code du commerce, notamment les articles L. 123-11-2 et suivants, et R. 123-166-1 et suivants ;
- Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;
- Vu la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;
- Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code du commerce) ;
- Vu le dossier de demande d'agrément présenté par Madame Virginia DERFEUIL agissant pour le compte de la société « Mon assistante pro » en sa qualité de présidente ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-09-DRCL-0422 du 5 septembre 2023, portant délégation de signature à Monsieur Éric SUZANNE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L. 123-11-3 du code du commerce

Sur proposition du sous-préfet de Lodève

arrête :

Article 1 : La société dénommée « Mon assistante pro », exploitée par Madame Virginia DERFEUIL, présidente est agréée pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement principal dont le siège social est situé au 400, avenue d'Occitanie à Lunel (34400) et le lieu d'exercice est situé au 400, chemin du Mas de Combet à Lunel (34400).

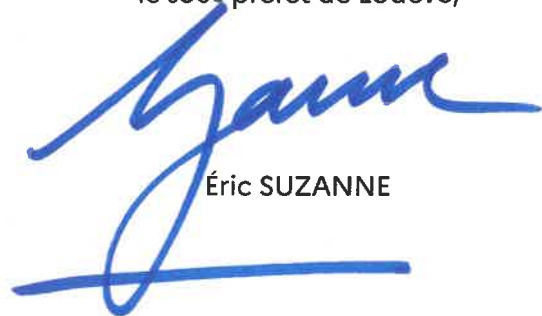
Article 2 : L'agrément préfectoral est établi sous le numéro DOM/34/2023/176 pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R. 123-166-2 et R. 123-166-4 du même code du commerce.

Article 4 : Dès lors que les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet, en application de l'article R. 123-166-5 du code du commerce.

Article 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à la présidente de la société susvisée.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lodève,



Éric SUZANNE





Affaire suivie par : Sophie BERNARD  
Téléphone : 04 67 88 34 18  
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 septembre 2023

Arrêté préfectoral n° 23-III-102  
portant modification de l'agrément  
pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises  
pour l'établissement principal de la société « CoworkA »

-----

Le préfet de l'Hérault

- Vu le code du commerce, notamment les articles L. 123-11-2 et suivants, et R. 123-166-1 et suivants ;
- Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;
- Vu la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;
- Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code du commerce) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 21-III-071 du 15 mars 2021 portant agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises, pour six ans, sous le n° DOM/34/2021/145 de la société dénommée « CoworkA » ;

Vu le dossier de demande de modification d'adresse de la société dénommée « CoworkA », transmis par Madame Élodie MANONVILLER, en sa qualité de présidente ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-09-DRCL-0422 du 5 septembre 2023, portant délégation de signature à Monsieur Éric SUZANNE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises ;

arrête

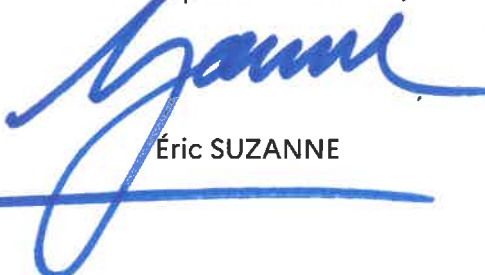
Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 21-III-071 portant agrément de la société « CoworkA » sous le n° DOM/34/2021/145 valable jusqu'au 14 mars 2027 est modifié comme suit :

La société susnommée, exploitée Madame Élodie MANONVILLER est autorisée à exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement principal dont le siège social est situé au 5, rue Enclos Tissié Sarrus à Montpellier (34000).

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à la présidente de la société susvisée.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lodève,



Éric SUZANNE





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Sous-préfecture de Lodève  
Bureau de la sécurité et des polices administratives

Affaire suivie par : SB  
Téléphone : 04 67 88 34 00  
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 septembre 2023

Arrêté préfectoral n° 23-III-103

Renouvellement de l'agrément  
de l'établissement principal de la société « Atout box Castelnaud »  
pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises

Le préfet de l'Hérault

- Vu le code du commerce, notamment les articles L. 123-11-2 et suivants, et R. 123-166-1 et suivants ;
- Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;
- Vu la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;
- Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code du commerce) ;
- Vu l'arrêté préfectoral 18-III-004 du 12 janvier 2018 portant renouvellement de l'agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises, pour six ans, sous le n° DOM/34/98 de la société dénommée « Atout box Castelnaud » ;
- Vu le dossier de demande de renouvellement d'agrément présenté par Monsieur José-Manuel VERDU agissant pour le compte de la société « Atout box Castelnaud » en sa qualité de gérant ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-09-DRCL-0422 du 5 septembre 2023, portant délégation de signature à Monsieur Éric SUZANNE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Maison de l'État / Sous-préfecture de Lodève  
120, allée de Verdun  
34700 LODÈVE

Modalités d'accueil du public : [www.herault.gouv.fr/](http://www.herault.gouv.fr/)  
@Prefet34

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L. 123-11-3 du code du commerce

Sur proposition du sous-préfet de Lodève

arrête

Article 1 : L'agrément de la société dénommée « Atout box Castelnau » exploitée par Monsieur José-Manuel VERDU, dont le siège est situé 79, avenue Clément ADER à Castelnau-le-Lez (34170), est renouvelé pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises.

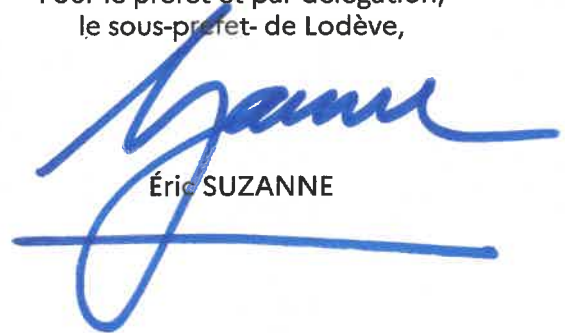
Article 2 : Le renouvellement de l'agrément préfectoral est établi sous le numéro DOM/34/2023/98, pour une durée de six ans à compter du 12 janvier 2024.

Article 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R. 123-166-2 et R. 123-166-4 du code du commerce.

Article 4 : Dès lors que les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet, en application de l'article R. 123-166-5 du code du commerce.

Article 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au gérant de la société susvisée.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet- de Lodève,



Éric SUZANNE



Affaire suivie par : SB  
Téléphone : 04 67 88 34 00  
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 7 septembre 2023

Arrêté préfectoral n° 23-III-100

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises  
pour l'établissement secondaire de la société « Bureaux & co »  
dénommé « Bureaux & Co Le Galet »

Le préfet de l'Hérault

- Vu le code du commerce, notamment les articles L. 123-11-2 et suivants, et R. 123-166-1 et suivants ;
- Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;
- Vu la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;
- Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code du commerce) ;
- Vu le dossier de demande d'agrément d'un établissement secondaire présenté par Monsieur Nordine El OUACHMI agissant pour le compte de la société « Bureaux & co Le Galet » en sa qualité de président ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-09-DRCL-0422 du 5 septembre 2023, portant délégation de signature à Monsieur Éric SUZANNE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que la société dénommée « Bureaux & co » dont le siège social est situé 84, rue Maurice Béjart à Montpellier (34080), dispose d'un établissement secondaire dénommé « Bureaux & Co Le Galet » sis au 35, boulevard Saint Assisclé à Perpignan (66000) ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L. 123-11-3 du code du commerce ;

arrête :

Article 1 : La société dénommée « Bureaux & co », exploitée par Monsieur Nordine El OUACHMI, président, est autorisée à exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement secondaire dénommé « Bureaux & Co Le Galet » sis au 35, boulevard Saint Assisclé à Perpignan (66000) dont le siège social et l'établissement principal sont situés 84, rue Maurice Béjart à Montpellier (34080).

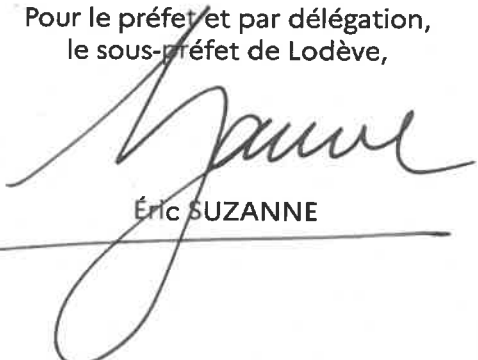
Article 2 : L'agrément préfectoral de l'établissement secondaire est établi sous le numéro DOM/34/2023/175 pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R. 123-166-2 et R. 123-166-4 du même code du commerce.

Article 4 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° à l'article R. 123-166-2 du code du commerce ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet.

Article 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président de la société susvisée.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lodève,



Éric SUZANNE